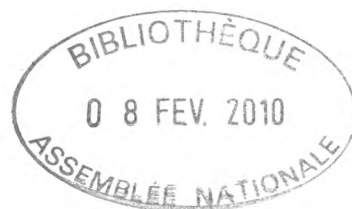


A11A8  
R45  
2009  
Ex. 2  
QL  
Magasin



---

# Répertoire législatif 2009 de l'Assemblée nationale du Québec



Lois sanctionnées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 31 décembre 2009

---

Éditeur officiel du Québec  
2009

AI1A8  
R45  
2009  
Ex. 2  
PL  
Magasin



## NOTE

Ce trente-troisième Répertoire législatif annuel comporte un sommaire de l'activité législative de l'Assemblée nationale du Québec au cours de l'année 2009.

La liste, sous forme de table de concordance, des lois adoptées en 2009 inclut les lois publiques du gouvernement, les lois publiques des députés et les lois d'intérêt privé, mais les fiches descriptives de chaque loi de même que le tableau des modifications et l'index ne concernent pas les lois d'intérêt privé sanctionnées au cours de l'année.

Il s'agit évidemment d'un sommaire qui ne saurait dispenser de se référer à la loi elle-même pour en connaître avec précision la portée.

Direction de la traduction et de l'édition des lois  
Assemblée nationale du Québec



Réalisé à la Direction de la traduction et de l'édition des lois  
de l'Assemblée nationale du Québec

Dépôt légal – 1<sup>er</sup> trimestre 2010  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN (Imprimé) 978-2-551-24446-1

ISBN (PDF) 978-2-551-24447-8

© Éditeur officiel du Québec, 2010

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction pour fins commerciales, par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.



30 %



Le présent Répertoire législatif a été imprimé sur un papier québécois qui contient 30 % de fibres recyclées postindustrielles, est certifié Choix environnemental et est fabriqué à partir d'énergie biogaz.

Imprimé au Canada

## TABLE DES MATIÈRES

	Page
Liste des lois sanctionnées .....	5
Tables de concordance .....	11
Abréviations et définitions .....	13
Fiches relatives aux lois publiques .....	17
Liste des lois publiques par ministère ou par secteur .....	121
Liste des projets de loi présentés en 2009, mais non adoptés en 2009 .....	125
Liste des dispositions législatives entrées ou entrant en vigueur par un décret de 2009 .....	127
Tableau des modifications apportées aux lois publiques en 2009 .....	133
Tableau des modifications globales apportées aux lois publiques en 2009 ...	205
Index .....	207

THE  
UNITED STATES  
DEPARTMENT OF  
THE ARMY  
OFFICE OF THE  
CHIEF OF STAFF  
WASHINGTON, D. C.

MEMORANDUM FOR THE  
CHIEF OF STAFF  
SUBJECT: [Illegible]

1. [Illegible]  
2. [Illegible]  
3. [Illegible]  
4. [Illegible]  
5. [Illegible]  
6. [Illegible]  
7. [Illegible]  
8. [Illegible]  
9. [Illegible]  
10. [Illegible]

11. [Illegible]  
12. [Illegible]  
13. [Illegible]  
14. [Illegible]  
15. [Illegible]  
16. [Illegible]  
17. [Illegible]  
18. [Illegible]  
19. [Illegible]  
20. [Illegible]

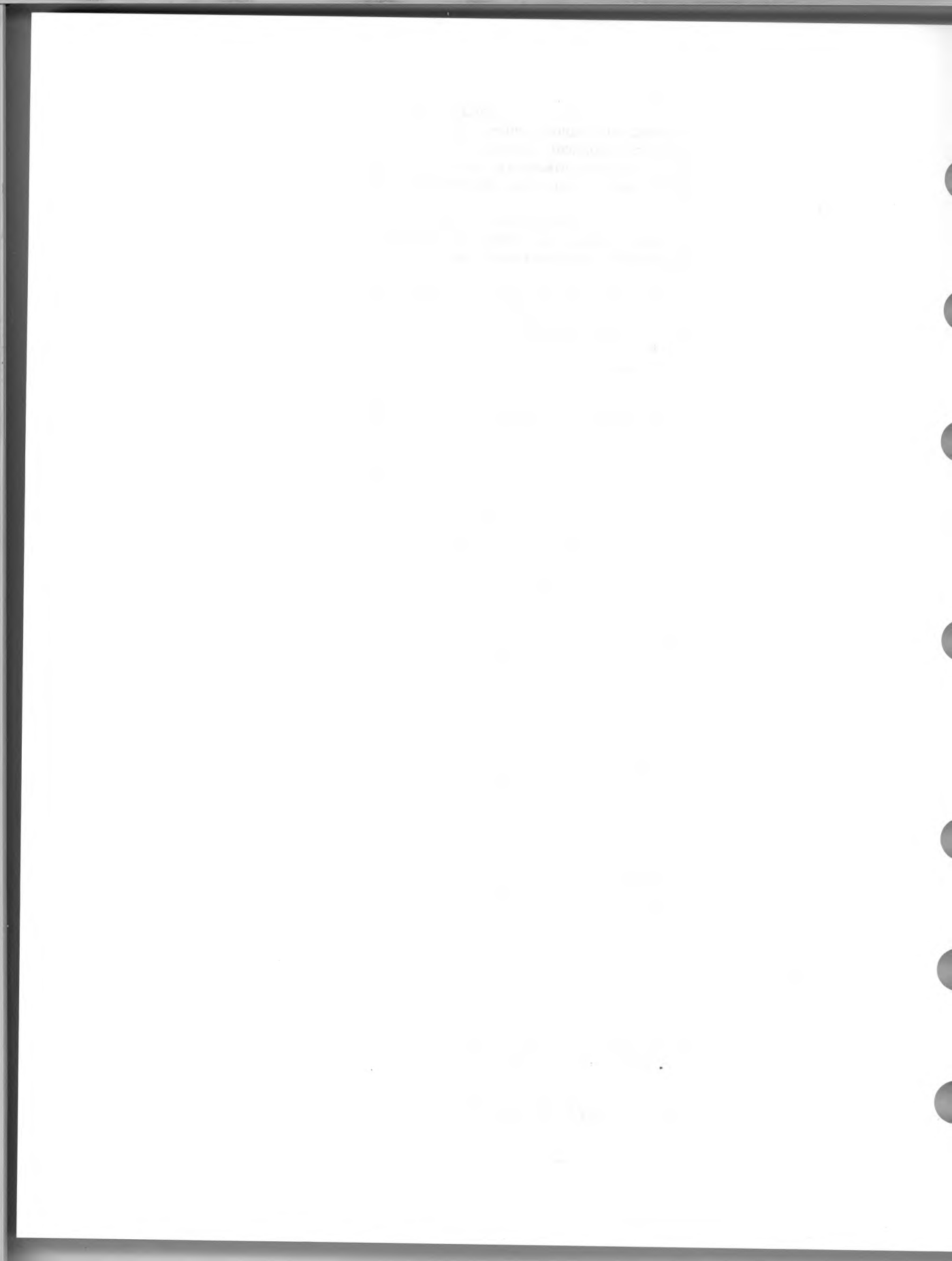
21. [Illegible]  
22. [Illegible]  
23. [Illegible]  
24. [Illegible]  
25. [Illegible]  
26. [Illegible]  
27. [Illegible]  
28. [Illegible]  
29. [Illegible]  
30. [Illegible]

31. [Illegible]  
32. [Illegible]  
33. [Illegible]  
34. [Illegible]  
35. [Illegible]  
36. [Illegible]  
37. [Illegible]  
38. [Illegible]  
39. [Illegible]  
40. [Illegible]

41. [Illegible]  
42. [Illegible]  
43. [Illegible]  
44. [Illegible]  
45. [Illegible]  
46. [Illegible]  
47. [Illegible]  
48. [Illegible]  
49. [Illegible]  
50. [Illegible]

51. [Illegible]  
52. [Illegible]  
53. [Illegible]  
54. [Illegible]  
55. [Illegible]  
56. [Illegible]  
57. [Illegible]  
58. [Illegible]  
59. [Illegible]  
60. [Illegible]

61. [Illegible]  
62. [Illegible]  
63. [Illegible]  
64. [Illegible]  
65. [Illegible]  
66. [Illegible]  
67. [Illegible]  
68. [Illegible]  
69. [Illegible]  
70. [Illegible]



## LISTE DES LOIS SANCTIONNÉES

Cette liste présente, par ordre de numéro de chapitre, les lois sanctionnées au cours de l'année 2009, avec le numéro de projet de loi qu'elles portaient lors de leur présentation.

Chapitre	Titre	Projet de loi
1	Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et d'autres dispositions législatives en vue d'atténuer les effets de la crise financière à l'égard de régimes visés par cette loi	n° 1
2	Loi n° 1 sur les crédits, 2009-2010	n° 29
3	Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives	n° 36
4	Loi n° 2 sur les crédits, 2009-2010	n° 39
5	Loi donnant suite au discours sur le budget du 24 mai 2007, à la déclaration ministérielle du 1 <sup>er</sup> juin 2007 concernant la politique budgétaire 2007-2008 du gouvernement et à certains autres énoncés budgétaires	n° 2
6	Loi sur l'Institut national des mines	n° 13
7	Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse et modifiant diverses dispositions législatives	n° 17
8	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et la Loi sur le ministère de la Justice	n° 20
9	Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale	n° 25
10	Loi visant la régularisation et le développement d'abattoirs de proximité et modifiant la Loi sur les produits alimentaires	n° 4
11	Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives	n° 33
12	Loi modifiant le Code de procédure civile pour prévenir l'utilisation abusive des tribunaux et favoriser le respect de la liberté d'expression et la participation des citoyens aux débats publics	n° 9

Chapitre	Titre	Projet de loi
13	Loi modifiant les lois constitutives de Capital régional et coopératif Desjardins, de Fondation et du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	n° 11
14	Loi prolongeant le mandat des membres des conseils d'administration des établissements publics de santé et de services sociaux	n° 14
15	Loi donnant suite au discours sur le budget du 13 mars 2008 et à certains autres énoncés budgétaires	n° 37
16	Loi permettant la mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles ainsi que d'autres ententes du même type	n° 3
17	Loi modifiant la Loi concernant les services de transport par taxi	n° 5
18	Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route	n° 30
19	Loi modifiant le régime de santé et de sécurité du travail afin notamment de majorer certaines indemnités de décès et certaines amendes et d'alléger les modalités de paiement de la cotisation pour les employeurs	n° 35
20	Loi modifiant la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec	n° 10
21	Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection	n° 27
22	Loi modifiant la Loi sur les établissements d'hébergement touristique et d'autres dispositions législatives	n° 31
23	Loi modifiant la Loi approuvant l'Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake	n° 47
24	Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant et modifiant diverses dispositions législatives	n° 49

Chapitre	Titre	Projet de loi
25	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives	n° 8
26	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	n° 45
27	Loi modifiant la Loi sur les coopératives de services financiers et d'autres dispositions législatives	n° 50
28	Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines	n° 21
29	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les centres médicaux spécialisés et les laboratoires d'imagerie médicale générale	n° 34
30	Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée	n° 26
31	Loi concernant la délimitation du domaine hydrique de l'État et la protection de milieux humides le long d'une partie de la rivière Richelieu	n° 28
32	Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et d'autres dispositions législatives	n° 32
33	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives en matière de changements climatiques	n° 42
34	Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés au tabac	n° 43
35	Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives	n° 46
36	Loi sur la représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant et modifiant diverses dispositions législatives	n° 51

Chapitre	Titre	Projet de loi
37	Loi modifiant la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme	n° 62
38	Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et diverses dispositions législatives concernant la mise en œuvre de la réforme comptable	n° 40
39	Loi instituant le fonds pour le développement des jeunes enfants et modifiant la Loi instituant le Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie ( <i>titre modifié</i> )	n° 7
40	Loi sur le Recueil des lois et des règlements du Québec	n° 18
41	Loi concernant la gouvernance de la Régie des rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives	n° 22
42	Loi instituant le fonds de soutien aux proches aidants ( <i>titre modifié</i> )	n° 6
43	Loi concernant la mise en œuvre du neuvième protocole de modification de l'Accord sur le commerce intérieur	n° 55
44	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et la Loi sur les cours municipales concernant la sécurité dans les tribunaux judiciaires	n° 15
45	Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de santé	n° 24
46	Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la certification de certaines ressources offrant de l'hébergement pour des clientèles vulnérables ( <i>titre modifié</i> )	n° 56
47	Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et d'autres dispositions législatives principalement afin de lutter contre la contrebande de tabac	n° 59
48	Loi modifiant la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport et d'autres dispositions législatives	n° 41
49	Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	n° 52



Chapitre	Titre	Projet de loi
50	Loi instituant le poste de Commissaire aux plaintes concernant les mécanismes de reconnaissance des compétences professionnelles	n° 53
51	Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur et d'autres dispositions législatives	n° 60
52	Loi sur les sociétés par actions	n° 63
53	Loi sur Infrastructure Québec	n° 65
54	Loi modifiant la Loi visant à favoriser la protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des armes à feu et modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports	n° 66
55	Loi modifiant le Code de la sécurité routière concernant les écoles de conduite	n° 69
56	Loi modifiant divers régimes de retraite du secteur public	n° 70
57	Loi prévoyant certaines mesures afin de lutter contre la criminalité dans l'industrie de la construction	n° 73
58	Loi modifiant diverses dispositions législatives afin principalement de resserrer l'encadrement du secteur financier	n° 74
59	Loi modifiant la Loi sur la police concernant les pouvoirs extraterritoriaux des policiers	n° 75
60	Loi prolongeant le mandat de la personne désignée pour remplir temporairement les fonctions du commissaire au lobbyisme	n° 80
61	Loi proclamant la Journée internationale de la non-violence	n° 199
62	Loi concernant la Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada	n° 202
63	Loi concernant la Ville de Malartic	n° 200
64	Loi concernant la Ville de Boucherville	n° 201
65	Loi concernant la Ville de Brownsburg-Chatham	n° 204

Chapitre	Titre	Projet de loi
66	Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe et la Ville de Shawinigan	n° 205
67	Loi modifiant la Loi modifiant la charte de « La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa »	n° 206
68	Loi concernant le 75D, rue Sainte-Ursule, Québec	n° 207
69	Loi concernant un immeuble occupé par la Ville de Boucherville	n° 208
70	Loi concernant la Ville de Gaspé	n° 209
71	Loi concernant la Ville de Sainte-Catherine - de-la-Jacques-Cartier et la Ville de Lac- Sergeant	n° 210
72	Loi concernant la Ville de Mont-Saint-Hilaire	n° 212
73	Loi concernant la Ville de Percé, la Ville d'Amos et la Ville de Rouyn-Noranda	n° 213
74	Loi concernant le Musée national des beaux- arts du Québec et la Fabrique de la paroisse de Saint-Dominique de Québec	n° 203
75	Loi modifiant la charte de L'Abbaye de Saint-Benoît-du-Lac	n° 214
76	Loi concernant la Ville de Sept-Îles	n° 215
77	Loi modifiant la Loi constituant en corporation The Wales Home	n° 217
78	Loi concernant la Municipalité de Saint- Ambroise	n° 218

# TABLE DE CONCORDANCE CHAPITRE / PROJET DE LOI

Chapitre	Projet de loi	Chapitre	Projet de loi
1	1	40	18
2	29	41	22
3	36	42	6
4	39	43	55
5	2	44	15
6	13	45	24
7	17	46	56
8	20	47	59
9	25	48	41
10	4	49	52
11	33	50	53
12	9	51	60
13	11	52	63
14	14	53	65
15	37	54	66
16	3	55	69
17	5	56	70
18	30	57	73
19	35	58	74
20	10	59	75
21	27	60	80
22	31	61	199
23	47	62	202
24	49	63	200
25	8	64	201
26	45	65	204
27	50	66	205
28	21	67	206
29	34	68	207
30	26	69	208
31	28	70	209
32	32	71	210
33	42	72	212
34	43	73	213
35	46	74	203
36	51	75	214
37	62	76	215
38	40	77	217
39	7	78	218

# TABLE DE CONCORDANCE PROJET DE LOI / CHAPITRE

Projet de loi	Chapitre	Projet de loi	Chapitre
1	1	46	35
2	5	47	23
3	16	49	24
4	10	50	27
5	17	51	36
6	42	52	49
7	39	53	50
8	25	55	43
9	12	56	46
10	20	59	47
11	13	60	51
13	6	62	37
14	14	63	52
15	44	65	53
17	7	66	54
18	40	69	55
20	8	70	56
21	28	73	57
22	41	74	58
24	45	75	59
25	9	80	60
26	30	199	61
27	21	200	63
28	31	201	64
29	2	202	62
30	18	203	74
31	22	204	65
32	32	205	66
33	11	206	67
34	29	207	68
35	19	208	69
36	3	209	70
37	15	210	71
39	4	212	72
40	38	213	73
41	48	214	75
42	33	215	76
43	34	217	77
45	26	218	78

## ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS

AM:	Amendement
MAJ:	À la majorité des voix
VOTE:	P      Pour C      Contre A      Abstention
Ministre responsable:	ministre responsable de l'application de la loi
Parrain:	ministre par ou au nom de qui le projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale
Présentation du projet de loi:	présentation du projet de loi à l'Assemblée nationale
Consultation générale:	étape facultative à l'occasion de laquelle les personnes et les groupes concernés par le projet de loi peuvent faire part de leurs commentaires et de leurs suggestions aux parlementaires
Consultations particulières:	étape facultative à l'occasion de laquelle les personnes ou les organismes qui ont une connaissance ou une expérience particulière du domaine de la compétence d'une commission expriment leur opinion à cette dernière à la suite d'une invitation spéciale de la commission
Audition du Vérificateur général du Québec:	étape facultative à l'occasion de laquelle le Vérificateur général du Québec livre ses commentaires et répond aux questions des parlementaires sur un projet de loi présenté à l'Assemblée nationale
Dépôt du rapport d'audition:	dépôt à l'Assemblée nationale du rapport du Vérificateur général du Québec
Adoption du principe:	adoption du principe du projet de loi par l'Assemblée nationale
Étude détaillée en commission:	étude détaillée du projet de loi par une commission parlementaire permanente de l'Assemblée nationale

Dépôt du rapport de consultation:	dépôt à l'Assemblée nationale du rapport de la commission parlementaire qui a mené des consultations particulières ou une consultation générale
Dépôt du rapport de la commission:	dépôt à l'Assemblée nationale du rapport de la commission parlementaire qui a étudié en détail le projet de loi
Prise en considération du rapport de la commission:	prise en considération du rapport de la commission parlementaire qui a étudié en détail le projet de loi par le vote de ce rapport par l'Assemblée nationale
Adoption du projet de loi:	adoption du projet de loi par l'Assemblée nationale
Sanction:	sanction du projet de loi par le lieutenant-gouverneur
Entrée en vigueur:	entrée en vigueur de la loi par l'effet d'une disposition de cette loi ou d'un décret du gouvernement
Loi(s) modifiée(s), remplacée(s) ou abrogée(s):	loi ou liste des lois modifiées, remplacées ou abrogées par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
Règlement(s) modifié(s):	règlement ou liste des règlements modifiés par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
Décret(s) modifié(s):	décret ou liste des décrets modifiés par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
<u>Commissions:</u>	
CAN:	Commission de l'Assemblée nationale
CAP:	Commission de l'administration publique
CAPA:	Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
CAPERN:	Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
CAS:	Commission des affaires sociales

CAT:	Commission de l'aménagement du territoire
CC:	Commission de la culture
CCE:	Commission de la culture et de l'éducation
CE:	Commission de l'éducation
CET:	Commission de l'économie et du travail
CFP:	Commission des finances publiques
CI:	Commission des institutions
CP:	Commission plénière
CRC:	Commission des relations avec les citoyens
CS:	Commission spéciale
CSSS:	Commission de la santé et des services sociaux
CTE:	Commission des transports et de l'environnement

Page 100

THE HISTORY OF THE UNITED STATES

OF THE UNITED STATES OF AMERICA

BY JAMES M. SMITH

NEW YORK: THE UNIVERSITY OF THE STATE OF NEW YORK

THE STATE EDUCATION DEPARTMENT

THE UNIVERSITY OF THE STATE OF NEW YORK

THE UNIVERSITY OF THE STATE OF NEW YORK

THE UNIVERSITY OF THE STATE OF NEW YORK

THE UNIVERSITY OF THE STATE OF NEW YORK

THE UNIVERSITY OF THE STATE OF NEW YORK

THE UNIVERSITY OF THE STATE OF NEW YORK

THE UNIVERSITY OF THE STATE OF NEW YORK

THE UNIVERSITY OF THE STATE OF NEW YORK

THE UNIVERSITY OF THE STATE OF NEW YORK

THE UNIVERSITY OF THE STATE OF NEW YORK



## Chapitre 1 (projet de loi n° 1)

Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et d'autres dispositions législatives en vue d'atténuer les effets de la crise financière à l'égard de régimes visés par cette loi

**Objet:** Cette loi propose diverses mesures en vue d'atténuer les effets de la crise financière à l'égard de régimes complémentaires de retraite.

À cette fin, la loi modifie la Loi sur les régimes complémentaires de retraite de façon à permettre à certains participants et bénéficiaires de régimes de retraite, dont les droits ne peuvent être acquittés que partiellement à la suite de la terminaison de leur régime ou du retrait d'un employeur qui y est partie, de demander le paiement de leurs droits au moyen d'une rente servie par la Régie des rentes du Québec sur l'actif du régime. La loi précise les conditions auxquelles cette mesure est assujettie et détermine les pouvoirs et les obligations de la Régie et du gouvernement en vue de sa mise en œuvre.

La loi prévoit aussi que les nouvelles normes de pratique sur la valeur actualisée des rentes, établies par l'Institut canadien des actuaires et qui doivent entrer en vigueur au printemps 2009, pourront s'appliquer aux fins de l'évaluation actuarielle des régimes de retraite à compter du 31 décembre 2008. Elle prévoit également que le rapport relatif à l'évaluation actuarielle d'un régime de retraite devra, lors de sa transmission à la Régie, être accompagné d'un sommaire préparé sur un formulaire fourni par la Régie.

Enfin, la loi permet que certains règlements de la Régie ou du gouvernement puissent avoir un effet rétroactif, mais fixe les limites de la période de rétroactivité.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
<b>Parrain :</b>	M. Sam Hamad
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-01-14
<b>Adoption du principe :</b>	2009-01-14
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CP 2009-01-14
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-01-14 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-01-14
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-01-15
<b>Sanction :</b>	2009-01-15

**Entrée en vigueur :**

2009-01-15, à l'exception de l'article 4 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et de l'article 5 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2009; toutefois, les articles 2 et 6 ont effet depuis le 31 décembre 2008.

**Lois modifiées :** Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1)  
Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, notamment en matière de financement et d'administration (2006, chapitre 42)

**Règlement modifié :** Règlement sur les régimes complémentaires de retraite

**Chapitre 2** (projet de loi n° 29)**Loi n° 1 sur les crédits, 2009-2010**

**Objet :** Cette loi autorise le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu, pour l'année financière 2009-2010, une somme maximale de 15 070 359 951,00 \$, représentant quelque 31,3 % des crédits à voter pour chacun des programmes des portefeuilles énumérés en annexe.

Cette loi indique en outre dans quelle mesure le Conseil du trésor pourra autoriser des transferts de crédits entre programmes ou portefeuilles.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor
<b>Parrain :</b>	Madame Monique Gagnon-Tremblay
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-24 Vote: P:63 C:51 A:0
<b>Adoption du principe :</b>	2009-03-24 Vote: P:63 C:51 A:0
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-03-24 Vote: P:63 C:51 A:0
<b>Sanction :</b>	2009-03-25
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-03-25
<b>Loi modifiée :</b>	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat.

**Chapitre 3** (projet de loi n° 36)

Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale afin d'édicter des dispositions touchant le fonctionnement de l'Assemblée nationale pour la durée de la 39<sup>e</sup> législature.

La loi apporte également des ajustements au processus de certification d'une loi ainsi qu'à la périodicité de l'audition en commission parlementaire prévue à l'article 29 de la Loi sur l'administration publique.

**Ministre responsable :** ministre responsable de la Réforme des Institutions démocratiques

**Parrain :** M. Jacques P. Dupuis

**Présentation du projet de loi :** 2009-04-21

**Adoption du principe :** 2009-04-21

**Étude détaillée en commission :** CP  
2009-04-21

**Dépôt du rapport de la commission :** 2009-04-21

**Prise en considération du rapport de la commission :** 2009-04-21

**Adoption du projet de loi :** 2009-04-21

**Sanction :** 2009-04-21

**Entrée en vigueur :** 2009-04-21

**Lois modifiées :** Loi sur l'administration publique (L.R.Q., chapitre A-6.01)  
Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1)  
Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre C-52.1)

**Chapitre 4** (projet de loi n° 39)**Loi n° 2 sur les crédits, 2009-2010**

**Objet:** Cette loi autorise le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu, pour l'année financière 2009-2010, une somme maximale de 33 086 288 449,00 \$, incluant un montant de 494 000 000,00 \$ pour le paiement de dépenses imputables à l'année financière 2010-2011, représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des portefeuilles énumérés aux annexes 1 et 2, déduction faite des crédits déjà autorisés.

Cette loi indique en outre quels sont les programmes qui font l'objet d'un crédit au net et précise le montant des crédits non entièrement dépensés qui pourra être reporté en 2010-2011. Elle établit enfin dans quelle mesure le Conseil du trésor pourra autoriser des transferts de crédits entre programmes ou portefeuilles.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor
<b>Parrain :</b>	Madame Monique Gagnon-Tremblay
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-05-12
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-12 MAJ
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-05-12 MAJ
<b>Sanction :</b>	2009-05-12
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-05-12
<b>Loi modifiée :</b>	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat

## Chapitre 5 (projet de loi n° 2)

Loi donnant suite au discours sur le budget du 24 mai 2007, à la déclaration ministérielle du 1<sup>er</sup> juin 2007 concernant la politique budgétaire 2007-2008 du gouvernement et à certains autres énoncés budgétaires

**Objet:** Cette loi modifie diverses lois afin de donner suite à des mesures budgétaires annoncées notamment dans le discours sur le budget du 24 mai 2007, dans la déclaration ministérielle du 1<sup>er</sup> juin 2007 concernant la politique budgétaire 2007-2008 du gouvernement et dans des bulletins d'information publiés par le ministère des Finances en 2006 et 2007.

Elle modifie la Loi sur l'assurance médicaments et la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec afin, notamment, de modifier le taux d'ajustement de la prime au régime d'assurance médicaments du Québec.

Elle modifie la Loi sur les impôts afin d'introduire, de modifier ou d'abolir des mesures fiscales propres au Québec. Ces modifications concernent notamment :

- 1° la réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers;
- 2° la mise en place d'un crédit d'impôt remboursable pour favoriser l'épargne-études;
- 3° le remplacement du crédit d'impôt pour enfants majeurs aux études par un mécanisme de transfert aux parents d'une partie inutilisée du crédit d'impôt de base d'un étudiant;
- 4° la mise en place d'un mécanisme de transfert à l'un des parents ou des grands-parents de la partie inutilisée du crédit d'impôt pour frais de scolarité et d'examen d'un étudiant;
- 5° la simplification et la bonification du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants;
- 6° la bonification du crédit d'impôt pour revenus de retraite;
- 7° la mise en place d'un crédit d'impôt remboursable pour les personnes qui accordent un répit aux aidants naturels;
- 8° la bonification du crédit d'impôt remboursable pour les particuliers habitant sur le territoire d'un village nordique;
- 9° des changements aux taux d'imposition applicables au revenu des sociétés;
- 10° l'abolition de la taxe sur le capital le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et la réduction du taux de cette taxe jusqu'à son abolition;
- 11° la hausse de l'exemption de la taxe sur le capital accordée aux sociétés qui exploitent une entreprise agricole ou de pêche;
- 12° la bonification du crédit de taxe sur le capital;
- 13° l'abolition de choix québécois distincts et la synchronisation des exercices financiers;
- 14° le traitement fiscal des aides reçues par des sous-traitants pour l'application de certains impôts spéciaux.

Elle modifie la Loi sur le ministère du Revenu afin notamment d'instaurer une infraction spécifique pour un commerçant qui remet des reçus qui ne correspondent pas aux véritables transactions qu'il effectue.

Elle modifie la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de modifier le délai accordé à un salarié pour verser une cotisation facultative au régime de rentes du Québec.

Elle modifie la Loi sur la taxe de vente du Québec afin de hausser à 2 000 \$ le montant maximal du remboursement de la taxe de vente du Québec payée sur un véhicule hybride neuf et afin que la restriction à l'obtention d'un remboursement de la taxe sur les intrants par les grandes entreprises à l'égard de certains véhicules routiers soit levée en ce qui concerne les véhicules hybrides neufs.

Elle modifie aussi la Loi sur les impôts afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada par les projets de loi fédéraux C-28 (Lois du Canada, 2007, chapitre 2) sanctionné le 21 février 2007 et C-52 (Lois du Canada, 2007, chapitre 29) sanctionné le 22 juin 2007. À cet effet, elle donne suite à des mesures d'harmonisation annoncées notamment dans les discours sur le budget du 23 mars 2006 et du 24 mai 2007 et dans des bulletins d'information publiés par le ministère des Finances en 2005, 2006 et 2007. Ces modifications concernent notamment :

- 1° le fractionnement des revenus de retraite;
- 2° le traitement fiscal des entités intermédiaires de placement déterminées;
- 3° le traitement fiscal applicable aux dividendes imposables.

Elle modifie aussi la Loi sur les impôts afin de donner suite à des mesures annoncées dans les discours sur le budget du 12 juin 2003 et du 23 mars 2006 et dans le bulletin d'information 2003-7 publié le 12 décembre 2003 par le ministère des Finances. Ces modifications concernent notamment :

- 1° le traitement fiscal d'un montant reçu en vertu d'une clause de non-concurrence;
- 2° les règles relatives aux dépenses rattachées à un droit aux produits;
- 3° la limitation des avantages fiscaux découlant de dons de bienfaisance faits dans le cadre d'arrangements d'abris fiscaux et d'autres arrangements de dons.

Elle modifie également la Loi sur la taxe de vente du Québec afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi sur la taxe d'accise notamment par les projets de loi fédéraux C-40 (Lois du Canada, 2007, chapitre 18) et C-52 (Lois du Canada, 2007, chapitre 29) sanctionnés le 22 juin 2007 et par le projet de loi fédéral C-28 (Lois du Canada, 2007, chapitre 35) sanctionné le 14 décembre 2007. À cet effet, elle donne suite à des mesures d'harmonisation annoncées notamment dans les discours sur le budget du 12 juin 2003 et du 24 mai 2007, dans l'énoncé complémentaire à la politique budgétaire du gouvernement du 19 mars 2002 et dans des bulletins d'information publiés par le ministère des Finances en 2001, 2003, 2005, 2006 et 2007. Ces modifications concernent notamment :

- 1° l'exonération des services de sage-femme et d'orthophonie ainsi que l'exonération d'un service rendu dans l'exercice de la profession de travailleur social;
- 2° la détaxation de certains produits;
- 3° la détaxation des fournitures de biens meubles incorporels à des personnes non résidentes;
- 4° l'exclusion de l'assiette de la TVQ des consignes de contenants à boisson remboursables aux consommateurs.

Enfin, des modifications à caractère technique, de concordance ou de terminologie sont apportées à diverses lois par cette loi.



**Ministre responsable :** ministre du Revenu

**Parrain :** M. Robert Dutil

**Présentation du projet de loi :** 2009-03-17

**Adoption du principe :** 2009-04-02 MAJ

**Étude détaillée en commission :** CFP  
2009-05-07

**Dépôt du rapport  
de la commission :** 2009-05-12 AM

**Prise en considération  
du rapport de la commission :** 2009-05-13 MAJ

**Adoption du projet de loi :** 2009-05-14 MAJ

**Sanction :** 2009-05-15

**Entrée en vigueur :** 2009-05-15

**Lois modifiées :** Loi sur l'assurance médicaments (L.R.Q., chapitre A-29.01)  
Loi sur les centres financiers internationaux (L.R.Q., chapitre C-8.3)  
Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81)  
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)  
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)  
Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)  
Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)  
Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)  
Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)  
Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (1997, chapitre 85)  
Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives (2006, chapitre 36)



**Chapitre 6** (projet de loi n° 13)

## Loi sur l'Institut national des mines

**Objet:** Cette loi a pour objet de créer l'Institut national des mines, dont la mission principale consistera à soutenir le gouvernement dans l'exercice de sa responsabilité en matière d'éducation dans le secteur minier.

La loi établit les règles relatives à la constitution et à l'organisation de l'Institut, notamment celles relatives à la composition de son conseil d'administration. Elle édicte de plus les dispositions financières qui le régissent ainsi que les règles de reddition de comptes auxquelles l'Institut est assujéti.

La loi prévoit enfin que le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport doit, sept ans après l'entrée en vigueur de la loi, faire un rapport au gouvernement sur son application et sur l'opportunité de maintenir ou de modifier ses dispositions.

**Ministre responsable :** ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

**Parrain :** Madame Michelle Courchesne

**Présentation du projet de loi :** 2009-03-24

**Adoption du principe :** 2009-04-09

**Étude détaillée en commission :** CE  
2009-05-14

**Dépôt du rapport de la commission :** 2009-05-19 AM

**Prise en considération du rapport de la commission :** 2009-05-20

**Adoption du projet de loi :** 2009-05-21

**Sanction :** 2009-05-26

**Entrée en vigueur :** à la date déterminée par le gouvernement

**Lois modifiées :** Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001)  
Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2)  
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., chapitre R-12.1)

**Chapitre 7** (projet de loi n° 17)

Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse et modifiant diverses dispositions législatives

**Objet:** Cette loi vient créer l'Office Québec-Monde pour la jeunesse qui aura pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux de territoires et de pays que le ministre des Relations internationales lui indique et qui ne sont pas couverts par l'un des organismes suivants: l'Office franco-québécois pour la jeunesse, l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse ou l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse.

L'Office sera également chargé de fournir à ces organismes, dans la mesure et aux conditions que chacun détermine, des services de gestion des ressources financières, humaines, matérielles et technologiques. L'Office exécutera aussi tout mandat que pourra lui confier le ministre des Relations internationales.

La loi fixe les règles et le mode de fonctionnement de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse.

La loi modifie également la dénomination de l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse en celle de l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, conformément à une entente intervenue entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Communauté française de Belgique.

**Ministre responsable:** ministre des Relations internationales

**Parrain:** M. Pierre Arcand

**Présentation du projet de loi:** 2009-03-12

**Adoption du principe:** 2009-04-02

**Étude détaillée en commission:** CI  
2009-05-12

**Dépôt du rapport de la commission:** 2009-05-13

**Prise en considération du rapport de la commission:** 2009-05-20

**Adoption du projet de loi:** 2009-05-21

**Sanction:** 2009-05-26

**Entrée en vigueur:** 2009-05-26

**Lois modifiées:** Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001)

Loi reconnaissant des organismes visant à favoriser les échanges internationaux pour la jeunesse (L.R.Q., chapitre O-10)

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)

Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., chapitre R-12.1)

## Chapitre 8 (projet de loi n° 20)

### Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et la Loi sur le ministère de la Justice

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de mettre en œuvre la résolution de l'Assemblée nationale du 17 juin 2008 approuvant les recommandations du rapport du Comité de la rémunération des juges pour la période 2007-2010. À cette fin, elle prévoit des mesures relatives à l'impact sur les régimes de retraite des parties V.1 et VI de la Loi sur les tribunaux judiciaires de certains montants de rétroactivité payés aux juges, à l'indexation de la pension d'un juge et au calcul de la pension du président du Tribunal des droits de la personne et du président du Tribunal des professions.

De plus, la loi prévoit que dorénavant, les commissions autorisant les personnes désignées à recevoir la prestation du serment seront délivrées pour tous les districts judiciaires du Québec. Actuellement, elles peuvent aussi l'être pour un ou deux districts seulement.

La loi prévoit également que la Cour supérieure sera dorénavant composée de 145 juges et que le juge supplémentaire sera nommé pour les districts de Saint-François et Bedford, avec résidence à Cowansville.

Par ailleurs, la loi accorde aux tribunaux siégeant dans les districts judiciaires d'Abitibi et de Rouyn-Noranda une compétence concurrente sur le territoire de la Ville de Rouyn-Noranda.

Finalement, la loi modifie la Loi sur le ministère de la Justice afin de permettre la nomination de plus d'un sous-registraire adjoint.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Justice
<b>Parrain :</b>	Madame Kathleen Weil
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-12
<b>Adoption du principe :</b>	2009-04-08
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CI 2009-04-09
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-04-22
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-05-12
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-05-27
<b>Sanction :</b>	2009-05-28

**Entrée en vigueur :**

2009-05-28, à l'exception des articles 4 et 13,  
qui entreront en vigueur à la date fixée par le  
gouvernement

**Lois modifiées :** Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., chapitre M-19)  
Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

## Chapitre 9 (projet de loi n° 25)

### Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur l'équité salariale afin que toute entreprise qui atteint une moyenne de 10 salariés ou plus au cours d'une année civile y soit assujettie à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante. Elle oblige tout employeur à produire une déclaration sur l'application de la loi dans son entreprise, dans les cas et selon les modalités fixées par règlement du ministre.

Cette loi prévoit également une évaluation quinquennale du maintien de l'équité salariale et en détermine les modalités. Elle précise le contenu des affichages et prévoit le délai de conservation des renseignements utiles aux fins de l'établissement d'un programme d'équité salariale, de la détermination d'ajustements salariaux et d'une évaluation du maintien de l'équité salariale.

La loi prévoit la formation par le ministre d'un comité consultatif des partenaires chargé de donner des avis à la Commission de l'équité salariale ou au ministre. Elle facilite le recours aux comités sectoriels et prévoit une modulation des amendes pénales en fonction de la taille de l'entreprise.

Cette loi ajoute certaines responsabilités à la Commission. Elle prévoit un processus de conciliation et détermine les règles relatives à son intervention devant la Commission des relations du travail. Elle prévoit aussi que la Commission peut autoriser des méthodes d'estimation des écarts salariaux, approuver le recours à des comparateurs masculins issus d'entreprises ayant des caractéristiques similaires, permettre dans certaines circonstances une composition du comité d'équité salariale différente de celle prévue par la loi et adopter des règlements visant les affichages et la conservation des renseignements.

De plus, la loi prévoit le dépôt à l'Assemblée nationale d'un rapport du ministre sur la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale, 10 ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

La loi contient enfin des mesures transitoires. Particulièrement, elle impose à l'employeur qui ne s'est pas conformé dans le délai prévu à l'obligation de compléter un programme d'équité salariale ou de déterminer des ajustements salariaux de s'y conformer avant le 31 décembre 2010. Elle prévoit aussi qu'une première évaluation du maintien de l'équité salariale doit être effectuée dans le même délai dans les entreprises où un programme d'équité salariale a été complété ou dans lesquelles des ajustements salariaux ont été déterminés. De plus, la loi prévoit que les plaintes pourront être portées contre les employeurs visés par les mesures transitoires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre du Travail
<b>Parrain :</b>	M. David Whissell
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-12
<b>Consultations particulières :</b>	CET 2009-03-25 ; 2009-03-26 ; 2009-03-31
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-04-01

<b>Adoption du principe :</b>	2009-04-02
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CET 2009-04-07; 2009-04-08; 2009-04-09; 2009-05-07; 2009-05-12
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-05-13 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-05-14
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-05-27 AM Vote: P:117 C:0 A:0
<b>Sanction :</b>	2009-05-28
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-05-28
<b>Loi modifiée :</b> Loi sur l'équité salariale (L.R.Q., chapitre E-12.001)	

**Chapitre 10** (projet de loi n° 4)

Loi visant la régularisation et le développement d'abattoirs de proximité et modifiant la Loi sur les produits alimentaires

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les produits alimentaires afin d'assujettir à l'obligation d'être titulaire d'un permis les exploitants d'abattoirs du Québec actuellement exemptés de cette obligation.

À cette fin, elle établit un régime de permis transitoire pour l'exploitation d'un abattoir et celle d'un atelier de préparation accessible à toute personne qui a exploité un abattoir sans permis entre le 14 juin 1977 et la date de la présentation du projet de loi et fixe les règles relatives à sa durée. La loi détermine également les autres conditions relatives à la délivrance, au renouvellement et à la cession de ces permis transitoires et prévoit les normes d'exploitation applicables à leur titulaire.

La loi instaure également un nouveau type de permis d'abattoir autorisant l'exercice des mêmes activités que celles visées par le permis transitoire. Elle détermine les conditions de délivrance et de renouvellement d'un tel permis, ainsi que les normes d'exploitation qui seront applicables à leur titulaire, jusqu'à ce qu'un règlement soit édicté à cette fin par le gouvernement.

Elle modifie en outre les pouvoirs d'inspection afin qu'ils couvrent les animaux et étend le pouvoir du ministre de fixer l'horaire d'exploitation des abattoirs.

Enfin, la loi comporte des dispositions de nature technique et de concordance nécessaires à sa mise en œuvre.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
<b>Parrain :</b>	M. Laurent Lessard
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-12
<b>Consultations particulières :</b>	CAPA 2009-04-07
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-04-07
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-12
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CAPA 2009-05-19; 2009-05-20
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-05-26 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-05-27 AM

<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-05-28
<b>Sanction :</b>	2009-06-01
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-07-01 à l'exception du paragraphe 3° de l'article 30 qui entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur du paragraphe <i>n.3</i> du premier alinéa de l'article 9 de la Loi sur les produits alimentaires introduit par le paragraphe 5° de l'article 13 de la Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments et d'autres dispositions législatives (2000, chapitre 26)
<b>Loi modifiée :</b>	Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., chapitre P-29)



**Chapitre 11** (projet de loi n° 33)

Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives

**Objet :** Cette loi apporte diverses modifications à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités afin d'en faciliter l'application.

Ces modifications touchent notamment des dispositions ayant trait à l'organisation et au déroulement du scrutin, aux règles de financement des partis politiques et des candidats indépendants et au contrôle des dépenses électorales. Des modifications sont également apportées en matière pénale.

La loi contient aussi des modifications de concordance à la Loi électorale ainsi qu'à la Loi sur l'organisation territoriale municipale.

**Ministre responsable :** ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

**Parrain :** Madame Nathalie Normandeau

**Présentation du projet de loi :** 2009-04-22

**Adoption du principe :** 2009-05-07

**Étude détaillée en commission :** CAT  
2009-05-21

**Dépôt du rapport de la commission :** 2009-05-26

**Prise en considération du rapport de la commission :** 2009-05-27

**Adoption du projet de loi :** 2009-05-28

**Sanction :** 2009-06-01

**Entrée en vigueur :** 2009-06-01

**Lois modifiées :** Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2)  
Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.3)  
Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9)

**Chapitre 12** (projet de loi n° 9)

Loi modifiant le Code de procédure civile pour prévenir l'utilisation abusive des tribunaux et favoriser le respect de la liberté d'expression et la participation des citoyens aux débats publics

**Objet:** Cette loi modifie le Code de procédure civile en vue de favoriser le respect de la liberté d'expression et de prévenir l'utilisation abusive des tribunaux qui pourrait être faite au moyen de procédures, notamment pour limiter le droit des citoyens de participer à des débats publics.

À cette fin, cette loi prévoit des dispositions permettant notamment de prononcer rapidement l'irrecevabilité de toute procédure abusive. Elle prévoit ce qui peut constituer une procédure abusive et autorise, lorsque l'abus est sommairement établi, le renversement du fardeau de la preuve.

En outre, elle permet aux tribunaux notamment d'ordonner le versement d'une provision pour frais, de déclarer la poursuite abusive, de condamner une partie au paiement des honoraires et débours extrajudiciaires de l'autre partie, ainsi qu'au paiement de dommages-intérêts punitifs.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Justice
<b>Parrain :</b>	Madame Kathleen Weil
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-04-07
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-12
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CI 2009-05-26
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-05-28 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-02
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-03
<b>Sanction :</b>	2009-06-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-06-04

**Loi modifiée :** Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

**Chapitre 13** (projet de loi n° 11)

Loi modifiant les lois constitutives de Capital régional et coopératif Desjardins, de Fondation et du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins, la Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi et la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), afin de permettre aux personnes morales constituées par ces lois de continuer, après l'entrée en vigueur de nouvelles normes comptables, à évaluer leurs placements à leur juste valeur afin de déterminer le prix de rachat de leurs actions.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Finances
<b>Parrain :</b>	Madame Monique Jérôme-Forget
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-25
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-27
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2009-05-28
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-05-29 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-03
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-04
<b>Sanction :</b>	2009-06-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-05-30

**Lois modifiées:** Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins (L.R.Q., chapitre C-6.1)  
 Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (L.R.Q., chapitre F-3.1.2)  
 Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (L.R.Q., chapitre F-3.2.1)

**Chapitre 14** (projet de loi n° 14)

Loi prolongeant le mandat des membres des conseils d'administration des établissements publics de santé et de services sociaux

**Objet:** Cette loi a pour objet de reporter de 2009 à 2010 les élections, les désignations et les cooptations de l'ensemble des membres des conseils d'administration des établissements publics visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et, en conséquence, de prolonger d'une année le mandat des administrateurs en place.

La loi prévoit aussi la façon de combler les vacances qui pourraient survenir durant la période de prolongation.

**Ministre responsable:** ministre de la Santé et des Services sociaux

**Parrain:** M. Yves Bolduc

**Présentation du projet de loi:** 2009-03-11

**Adoption du principe:** 2009-05-13

**Étude détaillée en commission:** CAS  
2009-05-21

**Dépôt du rapport de la commission:** 2009-05-26 AM

**Prise en considération du rapport de la commission:** 2009-06-02

**Adoption du projet de loi:** 2009-06-03

**Sanction:** 2009-06-04

**Entrée en vigueur:** 2009-06-04

**Loi modifiée:** Aucune

## Chapitre 15 (projet de loi n° 37)

Loi donnant suite au discours sur le budget du 13 mars 2008 et à certains autres énoncés budgétaires

**Objet:** Cette loi modifie diverses lois afin de donner suite à des mesures budgétaires annoncées notamment dans le discours sur le budget du 13 mars 2008 et dans des bulletins d'information publiés par le ministère des Finances en 2006, 2007 et 2008.

Elle modifie la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de bonifier certaines mesures de lutte contre la contrebande de tabac et afin d'améliorer le régime de perception de l'impôt sur le tabac à l'égard des cigares.

Elle modifie la Loi sur les impôts afin d'introduire, de modifier ou d'abolir des mesures fiscales propres au Québec. Ces modifications concernent notamment:

- 1° l'amélioration de l'aide fiscale accordée aux personnes qui désirent devenir parents;
- 2° la bonification du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants;
- 3° l'amélioration de l'aide fiscale accordée aux personnes retraitées;
- 4° la simplification et l'amélioration de l'aide fiscale accordée pour le maintien à domicile des personnes âgées;
- 5° l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour les frais engagés par des aidants naturels pour obtenir un répit;
- 6° la mise en place de deux nouveaux crédits d'impôt remboursables visant à accroître l'incitation au travail;
- 7° la bonification du crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail;
- 8° l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour la francisation en milieu de travail;
- 9° l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour la formation de la main-d'œuvre dans le secteur manufacturier;
- 10° l'amélioration de l'aide fiscale relative à la recherche scientifique et au développement expérimental;
- 11° la hausse du crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique;
- 12° l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour le développement des affaires électroniques;
- 13° l'instauration d'un crédit d'impôt à l'investissement relatif au matériel de fabrication et de transformation;
- 14° l'élimination de la taxe sur le capital pour les sociétés manufacturières.

Elle modifie la Loi sur le ministère du Revenu afin d'apporter diverses modifications visant à faciliter l'application des lois fiscales.

Elle modifie la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec afin de hausser l'exemption accordée pour établir la prime au régime d'assurance médicaments du Québec.

Elle modifie aussi la Loi sur les impôts afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada notamment par les projets de loi fédéraux C-294 (Lois du Canada, 2007, chapitre 16) sanctionné le 22 juin 2007, C-28 (Lois du Canada, 2007, chapitre 35) sanctionné le 14 décembre 2007 et C-50 (Lois du Canada, 2008, chapitre 28) sanctionné le 18 juin 2008. À cet effet, elle donne suite à des mesures d'harmonisation annoncées notamment dans les discours sur le budget du 24 mai 2007 et du 13 mars 2008 ainsi que dans le bulletin d'information 2007-10 publié le 20 décembre 2007 par le ministère des Finances. Ces modifications concernent notamment :

- 1° la mise en place du compte d'épargne libre d'impôt;
- 2° la non-imposition de certaines allocations pour la pension et le logement versées à de jeunes sportifs;
- 3° la mise en place du régime enregistré d'épargne-invalidité;
- 4° la hausse du plafond de l'exemption cumulative des gains en capital;
- 5° la déduction relative aux frais de repas des camionneurs;
- 6° le traitement fiscal des dons de médicaments faits par les sociétés aux pays en développement.

De plus, elle modifie la Loi sur la taxe de vente du Québec afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi sur la taxe d'accise notamment par les projets de loi fédéraux C-28 et C-50. À cet effet, elle donne suite à des mesures d'harmonisation annoncées notamment dans les discours sur le budget du 24 mai 2007 et du 13 mars 2008. Ces modifications concernent notamment :

- 1° les remboursements de la taxe sur les intrants que peuvent demander les camionneurs au titre de la TVQ payée sur leurs frais de repas;
- 2° l'allègement de la TVQ à l'égard des montants versés pour accéder à des terres en vue de produire de l'énergie éolienne ou solaire;
- 3° l'élargissement du remboursement de TVQ pour immeubles d'habitation locatifs neufs aux établissements de soins prolongés dispensant des services;
- 4° l'exonération de divers services de santé et des services de formation conçus spécialement pour aider des particuliers à composer avec les effets d'un trouble ou d'une déficience;
- 5° la détaxation de certains médicaments et appareils médicaux.

Enfin, des modifications à caractère technique, de concordance ou de terminologie sont apportées à diverses lois par cette loi.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre du Revenu
<b>Parrain :</b>	M. Robert Dutil
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-05-07
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-21 MAJ
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2009-05-27

**Dépôt du rapport  
de la commission :** 2009-05-28 AM

**Prise en considération  
du rapport de la commission :** 2009-06-02 MAJ

**Adoption du projet de loi :** 2009-06-03 MAJ

**Sanction :** 2009-06-04

**Entrée en vigueur :** 2009-06-04

**Lois modifiées :** Loi sur les centres financiers internationaux (L.R.Q., chapitre C-8.3)  
 Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (L.R.Q., chapitre D-8.3)  
 Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)  
 Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)  
 Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-4)  
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
 Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)  
 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)  
 Loi sur le Régime d'investissement coopératif (L.R.Q., chapitre R-8.1.1)  
 Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)  
 Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)  
 Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)  
 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives (2001, chapitre 7)  
 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives (2004, chapitre 8)



**Chapitre 16** (projet de loi n° 3)

Loi permettant la mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles ainsi que d'autres ententes du même type

**Objet:** Cette loi modifie diverses dispositions législatives afin de permettre la mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles ainsi que d'autres ententes du même type.

Ainsi, la loi modifie le Code des professions afin d'autoriser la délivrance d'un permis ou d'un certificat de spécialiste à une personne qui satisfait aux conditions et modalités que le Conseil d'administration d'un ordre professionnel détermine par règlement pour donner effet à une entente conclue par cet ordre en vertu d'une entente de reconnaissance mutuelle des compétences professionnelles conclue entre le gouvernement et un autre gouvernement. La loi autorise également la délivrance d'un permis restrictif temporaire à un candidat à l'exercice de la profession qui possède les compétences professionnelles requises.

La loi prévoit en outre une modification de la procédure applicable au cheminement des règlements visant l'admission d'une personne à un ordre professionnel.

Par ailleurs, la loi vient préciser la portée de certains pouvoirs réglementaires prévus dans la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Justice
<b>Parrain :</b>	Madame Kathleen Weil
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-11
<b>Adoption du principe :</b>	2009-04-07
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CI 2009-05-14
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-05-19
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-05-27
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-09 Vote : P : 113 C : 0 A : 0
<b>Sanction :</b>	2009-06-10
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-06-10

**Lois modifiées :** Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)

Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)



## Chapitre 17 (projet de loi n° 5)

### Loi modifiant la Loi concernant les services de transport par taxi

**Objet:** Cette loi propose diverses modifications en matière de transport par taxi.

Quant aux services de transport par taxi offerts aux personnes handicapées, elle prévoit qu'un permis de propriétaire de taxi ne peut en principe être délivré par la Commission des transports du Québec que si le taxi qui y est attaché est accessible aux personnes handicapées.

En outre, la loi accorde au titulaire d'un tel permis le droit de desservir l'ensemble du territoire couvert par un intermédiaire en services de transport par taxi, qui offre exclusivement des services de transport au moyen de taxis accessibles aux personnes handicapées, avec lequel il est lié par contrat.

La loi permet aussi au titulaire d'un permis d'intermédiaire en services de transport par taxi qui offre exclusivement des services de transport au moyen de taxis accessibles aux personnes handicapées de desservir toute agglomération du territoire, déterminé par décret du gouvernement, dans lequel est comprise l'agglomération à l'égard de laquelle il détient un permis.

Quant aux pouvoirs de la Commission et de son président, la loi permet à la Commission de suspendre le permis du propriétaire ou du chauffeur de taxi qui réclame, pour le prix d'une course, un tarif supérieur à celui qu'elle fixe.

La loi modifie aussi les pouvoirs de la Commission à l'égard des titulaires de permis d'intermédiaire en services de transport par taxi, notamment en obligeant ces derniers à soumettre à la Commission pour approbation un règlement sur le comportement et l'éthique que doivent respecter les propriétaires et les chauffeurs de taxi auxquels ils fournissent des services. Elle habilite le gouvernement à prescrire les dispositions minimales que doit prévoir un tel règlement.

Elle octroie de plus à la Commission le pouvoir de déterminer le nombre maximal de permis de propriétaire de taxi par agglomération.

La loi confie en outre au président de la Commission le pouvoir de nommer un arbitre pour régler un différend concernant l'application des dispositions d'un règlement pris par un intermédiaire en services de transport par taxi.

Elle prévoit que seule une décision individuelle de la Commission peut être contestée devant le Tribunal administratif du Québec.

La loi prévoit des dispositions relatives au transport avec raccompagnement des personnes en état d'ébriété.

Elle prévoit aussi que dans le cas d'une récidive relative à une infraction pour transport illégal de personnes par automobile, le juge rend une ordonnance assurant que l'automobile ne puisse être utilisée pour une période minimale de 60 jours.

Finalement, la loi institue la Table de concertation de l'industrie du transport par taxi et abroge les dispositions relatives à l'Association professionnelle des chauffeurs de taxi du Québec, au Forum des intervenants de l'industrie du taxi et au Comité consultatif des propriétaires de taxi.

**Ministre responsable :**

ministre des Transports

**Parrain :**

Madame Julie Boulet

<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-04-08
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-07
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CTE 2009-05-19
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-05-20 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-05-21
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-10
<b>Sanction :</b>	2009-06-10
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-06-10, à l'exception :  1° du paragraphe 2° de l'article 1 qui entrera en vigueur le 10 juin 2010 ;  2° de l'article 34.1 et du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 34.2 de la Loi concernant les services de transport par taxi, édictees par l'article 8, et de l'article 21 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates déterminées par le gouvernement

**Loi modifiée :** Loi concernant les services de transport par taxi (L.R.Q., chapitre S-6.01)

**Chapitre 18** (projet de loi n° 30)

## Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route

**Objet:** Cette loi vise à permettre, selon certaines conditions, le transport d'un passager sur un véhicule tout terrain muni de quatre roues et conçu à l'origine pour ne transporter qu'une seule personne. Un tel véhicule pourra être modifié par l'ajout d'un siège, qui devra être installé selon les normes du fabricant de ce siège.

La loi prévoit que le conducteur d'un véhicule ainsi modifié doit être âgé d'au moins 18 ans lorsqu'il transporte un passager et être titulaire d'un certificat attestant qu'il possède les aptitudes et les connaissances requises pour conduire un tel véhicule avec passager. La loi modifie également les pouvoirs réglementaires du gouvernement et les dispositions pénales en la matière.

La loi apporte également des modifications à des dispositions relatives aux équipements obligatoires.

En outre, la loi attribue au ministre des Transports le pouvoir d'autoriser et d'encadrer l'expérimentation de nouveaux véhicules, de nouveaux équipements et de nouvelles règles de circulation.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre délégué aux Transports
<b>Parrain :</b>	M. Norman MacMillan
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-25
<b>Consultations particulières :</b>	CTE 2009-04-09
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-04-09
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-20
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CTE 2009-05-27
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-05-28
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-05-29
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-05
<b>Sanction :</b>	2009-06-10

**Entrée en vigueur:**

2009-06-10, à l'exception de l'article 7, du deuxième alinéa de l'article 21.1 de la Loi sur les véhicules hors route édicté par l'article 8, du paragraphe 1° de l'article 12 et de l'article 18 qui entreront en vigueur le 10 juin 2010

**Loi modifiée:** Loi sur les véhicules hors route (L.R.Q., chapitre V-1.2)

## Chapitre 19 (projet de loi n° 35)

Loi modifiant le régime de santé et de sécurité du travail afin notamment de majorer certaines indemnités de décès et certaines amendes et d'alléger les modalités de paiement de la cotisation pour les employeurs

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles afin d'augmenter le montant de certaines indemnités de décès et de prévoir le versement d'une indemnité forfaitaire aux enfants du travailleur qui n'avait pas de conjoint au moment de son décès.

La loi modifie également cette loi afin que le revenu d'emploi utilisé pour calculer l'indemnité de remplacement du revenu à laquelle a droit une personne qui est victime d'une lésion professionnelle alors qu'elle participe à un programme d'activités pendant son incarcération soit basé sur le salaire réellement gagné dans le cadre de ce programme et non sur le salaire minimum.

Par ailleurs, la loi allège les modalités de paiement de la cotisation que les employeurs doivent faire en vertu de cette loi. Elle prévoit ainsi que cette cotisation doit, en règle générale, être payée par versements périodiques au ministre du Revenu, selon les mêmes modalités que celles qui s'appliquent aux retenues à la source et aux autres cotisations que les employeurs doivent payer à ce ministre. La loi permet l'échange de renseignements nécessaires à cette fin et modifie pour ce faire la Loi sur le ministère du Revenu.

En outre, la loi modifie la Loi sur la santé et la sécurité du travail afin d'augmenter progressivement les amendes. Le montant de ces amendes passera du simple au double le 1<sup>er</sup> juillet 2010, pour ensuite passer au triple le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Ce montant sera par la suite revalorisé annuellement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

La loi modifie également cette loi afin de préciser les événements pour lesquels un employeur doit transmettre un rapport écrit d'accident du travail à la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Elle précise également qu'une personne qui, sans être un employeur, utilise les services d'un travailleur aux fins de son établissement est tenue aux obligations imposées à un employeur en vertu de cette loi.

La loi comporte enfin certaines dispositions de concordance et transitoires.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre du Travail
<b>Parrain :</b>	M. David Whissell
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-04-23
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-26
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CET 2009-05-29
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-02 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-03

<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-10 Vote: P: 105 C:0 A:0
<b>Sanction :</b>	2009-06-10
<b>Entrée en vigueur :</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement et au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2012, à l'exception : <ul style="list-style-type: none"> <li>1° des articles 12 à 16 et 28, qui entrent en vigueur le 10 juin 2009;</li> <li>2° de l'article 21, dans la mesure où il édicte les articles 236 et 237 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1), qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2010;</li> <li>3° de l'article 21, dans la mesure où il édicte l'article 237.1 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.</li> </ul> <p>Toutefois, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 31 décembre 2010, les articles 236 et 237 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, édictés par l'article 21, doivent se lire en diminuant du tiers les amendes qui y sont prévues.</p>
- 2009-06-18:	aa. 1-6, 8-11, 17-20, 29 Décret n° 769-2009 G. O., 2009, Partie 2, p. 2819, 2820
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001) Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1) Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail (2006, chapitre 53)

**Chapitre 20** (projet de loi n° 10)

## Loi modifiant la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec

**Objet:** Cette loi a pour objet d'assujettir le Conseil des arts et des lettres du Québec à la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et d'introduire dans la loi constitutive du Conseil de nouvelles règles de gouvernance adaptées à celui-ci.

Ces nouvelles règles visent notamment la composition du conseil d'administration. La loi prescrit que le conseil d'administration sera composé de 15 membres, dont le président du conseil et le président-directeur général. Elle prescrit qu'au moins huit de ces membres, dont le président, doivent, de l'avis du gouvernement, se qualifier comme administrateurs indépendants. De plus, cette loi distingue les fonctions de président du conseil d'administration de celles de président-directeur général du Conseil des arts et des lettres du Québec et prescrit les règles de leur nomination.

Par ailleurs, l'assujettissement du Conseil des arts et des lettres du Québec à la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État rendra applicables de nouvelles règles concernant notamment le fonctionnement du conseil d'administration, la constitution des comités relevant du conseil d'administration ainsi que la divulgation et la publication de renseignements. Cette loi prévoit par ailleurs que le comité de gouvernance et d'éthique et le comité des ressources humaines constitués par le conseil d'administration seront composés majoritairement de membres indépendants dont leur président.

Enfin, cette loi contient des dispositions transitoires ainsi que des modifications de concordance.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
<b>Parrain :</b>	Madame Christine St-Pierre
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-17
<b>Adoption du principe :</b>	2009-04-08
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CC 2009-06-02
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-03
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-10
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-11
<b>Sanction :</b>	2009-06-12

**Entrée en vigueur :**

2009-06-12

**Lois modifiées :** Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q., chapitre C-57.02)  
Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (L.R.Q., chapitre G-1.02)



## Chapitre 21 (projet de loi n° 27)

Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection

**Objet:** Cette loi a d'abord pour objet de confirmer le statut juridique de l'eau: l'eau, de surface ou souterraine, constitue une ressource collective, qui fait partie du patrimoine commun de la nation québécoise. Elle reconnaît l'accessibilité à l'eau potable pour toute personne physique et énonce certains principes, dont le devoir de prévenir les atteintes aux ressources en eau et de réparer les dommages qui peuvent leur être causés. Elle institue un recours de nature civile permettant au Procureur général d'exiger la réparation de tout préjudice écologique subi par les ressources en eau, entre autres par une remise en l'état initial ou par le versement d'une indemnité financière.

La loi définit par ailleurs des règles de gouvernance de l'eau fondée sur une gestion intégrée et concertée, à l'échelle des unités hydrographiques désignées par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, dont le Saint-Laurent, ainsi que sur la prise en compte des principes du développement durable. Elle prévoit les conditions dans lesquelles seront élaborés et mis à jour les plans directeurs de l'eau ainsi que le plan de gestion intégrée du Saint-Laurent.

La loi établit en outre un nouveau régime d'autorisation pour les prélèvements d'eau qui renforce la protection des ressources en eau. Ce nouveau régime reconnaît la nécessité de satisfaire en priorité les besoins de la population et de concilier ensuite les besoins des écosystèmes et des activités à caractère économique. La loi limite la période de validité des prélèvements d'eau à 10 ans, sauf exceptions. Elle accorde au ministre et au gouvernement le pouvoir de limiter ou de faire cesser tout prélèvement d'eau qui présente un risque sérieux pour la santé publique ou pour les écosystèmes aquatiques, sans indemnité de la part de l'État.

La loi pourvoit également à la mise en œuvre, au Québec, de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Elle interdit de transférer hors du bassin du fleuve Saint-Laurent de l'eau qui y est prélevée, sauf exceptions. Par ailleurs, les prélèvements nouveaux ou l'augmentation des prélèvements existants dans ce bassin seront aussi soumis, dans les conditions définies par la loi, à de nouvelles règles destinées à renforcer la protection et la gestion des ressources en eau.

De plus, la loi intègre, dans la Loi sur la qualité de l'environnement, l'interdiction des transferts d'eau hors Québec qui se trouve dans la Loi visant la préservation des ressources en eau. Elle subordonne la levée de cette interdiction par le gouvernement, pour un motif d'intérêt public, à l'obligation de consulter la population.

Enfin, la loi énonce des mesures transitoires applicables aux prélèvements d'eau existants.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
<b>Parrain :</b>	Madame Line Beauchamp
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-18

<b>Adoption du principe :</b>	2009-04-08
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CTE 2009-05-12; 2009-05-13; 2009-05-19; 2009-05-20; 2009-05-26
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-05-28 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-03
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-11
<b>Sanction :</b>	2009-06-12
<b>Entrée en vigueur :</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, à l'exception du paragraphe 1° de l'article 22, du sous-paragraphe 2.5° du paragraphe s de l'article 46 de la Loi sur la qualité de l'environnement édicté par le paragraphe 2° de l'article 22 ainsi que du paragraphe 4° de l'article 22 qui entrent en vigueur le 12 juin 2009
- 2009-06-18:	préambule et aa. 1-17 Décret n° 708-2009 G. O., 2009, Partie 2, p. 2819
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3) Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)
<b>Loi abrogée :</b>	Loi visant la préservation des ressources en eau (L.R.Q., chapitre P-18.1)

**Chapitre 22** (projet de loi n° 31)

Loi modifiant la Loi sur les établissements d'hébergement touristique et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les établissements d'hébergement touristique afin de mieux encadrer le processus d'attestation de classification des établissements d'hébergement touristique et de permettre au gouvernement d'exclure, en tout ou en partie, un territoire ou une municipalité de l'application de cette loi ou de certaines de ses dispositions.

La loi a également pour effet d'assujettir à la Loi sur les établissements d'hébergement touristique les établissements d'hébergement des pourvoiries, actuellement régis par la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.

Enfin, la loi contient une modification de concordance à la Loi sur le tabac.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre du Tourisme
<b>Parrain :</b>	Madame Nicole Ménard
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-05-05
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-19
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CET 2009-05-28
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-05-29 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-02
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-12
<b>Sanction :</b>	2009-06-12
<b>Entrée en vigueur :</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)  
 Loi sur les établissements d'hébergement touristique (L.R.Q., chapitre E-14.2)  
 Loi sur le tabac (L.R.Q., chapitre T-0.01)

**Chapitre 23** (projet de loi n° 47)

Loi modifiant la Loi approuvant l'Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake

**Objet:** Cette loi a pour objet de permettre l'approbation et la mise en vigueur de l'Entente concernant le financement de l'agrandissement et du réaménagement de l'immeuble du Centre hospitalier Kateri Memorial, intervenue le 8 mai 2009 entre les Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec.

La loi modifie en conséquence la Loi approuvant l'Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake et y apporte également des modifications de concordance.

**Ministre responsable:** ministre de la Santé et des Services sociaux

**Parrain:** M. Yves Bolduc

**Présentation du projet de loi:** 2009-05-13

**Adoption du principe:** 2009-05-28

**Étude détaillée en commission:** CAS  
2009-06-05

**Dépôt du rapport  
de la commission:** 2009-06-09

**Prise en considération  
du rapport de la commission:** 2009-06-11

**Adoption du projet de loi:** 2009-06-12

**Sanction:** 2009-06-12

**Entrée en vigueur:** 2009-06-12

**Loi modifiée:** Loi approuvant l'Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake (1984, chapitre 13)

## Chapitre 24 (projet de loi n° 49)

Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant et modifiant diverses dispositions législatives

**Objet:** Cette loi institue le régime de représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires visées par la Loi sur les services de santé et les services sociaux ainsi que le régime de négociation d'une entente collective les concernant.

La loi prescrit d'abord les règles et conditions applicables en matière de reconnaissance, par la Commission des relations du travail, d'une association de ressources pour qu'elle puisse les représenter auprès du ministre. Elle prévoit que les unités de représentation peuvent être constituées en fonction de deux groupes distincts de ressources liées à un établissement public: l'un, regroupant les familles d'accueil et les ressources intermédiaires destinées à des enfants et exploitées par des personnes physiques qui exercent leurs activités à leur lieu principal de résidence et accueillent un maximum de neuf usagers, l'autre, regroupant les résidences d'accueil et les ressources intermédiaires destinées à des adultes et exploitées de la même manière.

La loi prévoit la procédure de reconnaissance d'une association de ressources et les effets de cette reconnaissance pour l'association reconnue, notamment le pouvoir de négocier une entente collective pour ces ressources et de faire valoir leurs droits.

La loi énonce aussi les matières sur lesquelles l'entente collective peut porter, les modalités suivant lesquelles le ministre et l'association reconnue doivent entreprendre la négociation de l'entente ainsi que les mécanismes de médiation et de règlement des différends applicables. Elle confère de plus certains droits de recours à la Commission des relations du travail ou à un arbitre selon la procédure que les parties auront déterminée à l'entente. La loi contient en outre des dispositions pénales.

La loi accorde au gouvernement le pouvoir d'établir, par règlement, un régime de retrait préventif de la personne responsable de la ressource et d'en fixer les modalités d'exercice, le financement et le mode de gestion. Elle en confie l'administration à la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

La loi modifie par ailleurs la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin de permettre, à l'égard d'autres ressources intermédiaires, la représentation par un organisme ainsi que la négociation et la conclusion avec le ministre d'une entente pour déterminer les conditions générales d'exercice des activités de ces ressources et y prévoir le niveau et les diverses mesures relatives au financement de leurs services.

Enfin, la loi contient des modifications de concordance et des mesures transitoires.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Santé et des Services sociaux
<b>Parrain :</b>	Madame Lise Thériault
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-05-13

<b>Consultations particulières:</b>	CAS 2009-05-27; 2009-05-28; 2009-05-29
<b>Dépôt du rapport de consultations:</b>	2009-06-02
<b>Adoption du principe:</b>	2009-06-03
<b>Étude détaillée en commission:</b>	CAS 2009-06-05; 2009-06-08; 2009-06-09
<b>Dépôt du rapport de la commission:</b>	2009-06-10 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission:</b>	2009-06-11
<b>Adoption du projet de loi:</b>	2009-06-12
<b>Sanction:</b>	2009-06-12
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement à l'exception des articles 1 à 31, 53, 54, 58, 59, 61 à 63, 65 à 68, 70, 71, 89, 112 à 118, 120, 121, 123 à 127 et 129 à 134 qui entrent en vigueur le 12 juin 2009
<b>- 2010-01-01:</b>	aa. 72, 73, 92, 93 Décret n° 1384-2009 G.O., 2010, Partie 2, p. 81
<b>Lois modifiées:</b>	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001) Loi sur l'assurance parentale (L.R.Q., chapitre A-29.011) Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3) Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5) Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2)
<b>Règlement modifié:</b>	Règlement sur la participation des Indiens au régime de rentes du Québec



**Chapitre 25** (projet de loi n° 8)

## Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi a pour objet de transférer dans la Loi sur les valeurs mobilières l'encadrement des disciplines de valeurs mobilières actuellement visées par la Loi sur la distribution de produits et services financiers, afin d'assurer l'harmonisation de la législation québécoise avec celle des autres provinces et territoires canadiens.

À cette fin, la loi modifie les dispositions de la Loi sur les valeurs mobilières relatives à l'inscription du courtier et du conseiller en valeurs mobilières pour y ajouter certaines particularités propres au courtier en épargne collective, au courtier en plans de bourses d'études et à leurs représentants.

Cette loi oblige également toute personne qui entend agir à titre de gestionnaire de fonds d'investissement à s'inscrire à ce titre conformément à la Loi sur les valeurs mobilières. Elle impose la même obligation au chef de la conformité et à la personne désignée responsable d'un courtier, d'un conseiller ou d'un gestionnaire de fonds d'investissement inscrit.

Cette loi modifie également la Loi sur la distribution de produits et services financiers afin d'y supprimer les dispositions relatives aux disciplines de valeurs mobilières. Elle prévoit cependant que les dispositions concernant le Fonds d'indemnisation des services financiers et celles concernant la Chambre de la sécurité financière, y compris son comité de discipline, continuent de s'appliquer aux personnes qui exerçaient leurs activités en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et qui seront dorénavant régies par la Loi sur les valeurs mobilières.

Cette loi lève l'interdiction de vendre de l'assurance de frais funéraires contenue au Code civil et apporte les modifications requises à la Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture et à la Loi sur la distribution de produits et services financiers.

Enfin, cette loi comporte des modifications de concordance ainsi que des dispositions de nature transitoire.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Finances
<b>Parrain :</b>	Madame Monique Jérôme-Forget
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-11
<b>Adoption du principe :</b>	2009-06-05
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2009-06-09
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-10 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-16
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-17

**Sanction:**

2009-06-17

**Entrée en vigueur:**

2009-06-17, à l'exception des dispositions des articles 1 à 3, 5, 6, 8 à 32, 34 à 46, 48 à 58, 60, 62, 63, 65 à 75, 77, 79 à 113 et 115 à 135 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

- 2009-09-28:

aa. 1-3, 5, 8-32, 34-46, 52-58, 60, 62, 63, 65-75, 77, 79-104, 106-112, 115, 117-135

Décret n° 961-2009

G. O., 2009, Partie 2, p. 4701, 4702

**Lois modifiées:** Code civil du Québec (1991, chapitre 64)

Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (L.R.Q., chapitre A-23.001)

Loi sur les centres financiers internationaux (L.R.Q., chapitre C-8.3)

Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73.1)

Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., chapitre D-9.2)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01)

Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)

Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier (2002, chapitre 45)

Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives (2006, chapitre 50)

Loi sur le courtage immobilier (2008, chapitre 9)

Loi sur les instruments dérivés (2008, chapitre 24)

**Règlement modifié:** Règlement sur les valeurs mobilières



## Chapitre 26 (projet de loi n° 45)

### Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal

**Objet :** Cette loi apporte diverses modifications législatives dans le domaine municipal.

La loi modifie la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec, la Loi sur les compétences municipales et la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations afin d'y apporter divers ajustements et assouplissements dans l'exercice par les municipalités des pouvoirs qui leur sont conférés.

La loi apporte des modifications aux règles applicables à l'adjudication des contrats des organismes municipaux pour, notamment, les rendre conformes à ce que prévoit l'Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et du Nouveau-Brunswick.

La loi élargit les pouvoirs d'enquête de la Commission municipale du Québec et modifie le Code de procédure pénale pour y apporter une précision aux règles applicables en matière de recouvrement de certaines amendes.

La loi apporte certaines modifications à la Loi sur la fiscalité municipale concernant, notamment, les règles servant à limiter l'écart maximal entre les taux de taxation applicables à différentes catégories d'immeubles et celles permettant au citoyen de payer ses taxes municipales en plusieurs versements. Elle apporte, pour certaines municipalités, des modifications aux règles servant à plafonner les taux de taxation foncière applicables aux immeubles non résidentiels.

La loi modifie la Loi sur l'organisation territoriale municipale afin de permettre au ministre de décréter, à la demande d'une municipalité locale régie par la Loi sur les cités et villes, qu'elle sera dorénavant régie par le Code municipal du Québec.

La loi modifie la Charte de la Ville de Montréal afin, en particulier, de faciliter la conclusion d'ententes de services entre le conseil de la ville et les conseils d'arrondissement. Elle y apporte des modifications concernant, entre autres, la Société d'habitation et de développement de Montréal et permet à la Ville de Montréal de prélever des redevances réglementaires.

La loi modifie la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik afin notamment de porter de deux à trois ans le mandat des élus municipaux des villages nordiques et de faire du poste de vice-président un poste à temps plein.

La loi modifie la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation afin de prévoir que l'Administration régionale Crie peut conclure une entente permettant la mise en place et le financement d'un centre local de développement pour les communautés cries.

La loi contient enfin diverses dispositions de nature plus locale ou d'ordre technique concernant la Ville de Montréal, la Ville de Québec, la Ville de Longueuil, la Communauté métropolitaine de Québec, la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux, la Loi sur la sécurité incendie, l'Administration régionale Kativik, la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine, la Ville de Chandler, la Municipalité d'Adstock et la Ville de Clermont.

**Ministre responsable :**

ministre des Affaires municipales, des  
Régions et de l'Occupation du territoire

<b>Parrain :</b>	Madame Nathalie Normandeau
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-05-12
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-28
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CAT 2009-06-02; 2009-06-03; 2009-06-04; 2009-06-11
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-12 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-16
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-17
<b>Sanction :</b>	2009-06-17
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-06-17, à l'exception :  1° des articles 22, 31, 35, 37, 87, 92 et 101 qui entreront en vigueur le 30 juin 2009;  2° des articles 61 à 63 qui entreront en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2010;  3° du paragraphe 3° de l'article 80, de l'article 81, de l'article 89, du paragraphe 1° de l'article 91 et des articles 93 à 98, qui entreront en vigueur le 4 novembre 2009;  4° de l'article 114 qui entrera en vigueur à compter de la date déterminée par le gouvernement.

**Lois modifiées :** Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)  
Charte de la Ville de Longueuil (L.R.Q., chapitre C-11.3)  
Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4)  
Charte de la Ville de Québec (L.R.Q., chapitre C-11.5)  
Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)  
Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)  
Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1)  
Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)  
Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)  
Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.01)  
Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.02)  
Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., chapitre C-47.1)

Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001)  
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)  
 Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., chapitre M-22.1)  
 Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (L.R.Q., chapitre M-30.01)  
 Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9)  
 Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3)  
 Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., chapitre S-2.3)  
 Loi sur la sécurité incendie (L.R.Q., chapitre S-3.4)  
 Loi sur les sociétés de transport en commun (L.R.Q., chapitre S-30.01)  
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)  
 Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale (2008, chapitre 18)  
 Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec (2008, chapitre 27)

**Décrets modifiés:** Décret n° 1202-2001 du 10 octobre 2001, concernant le regroupement de la Municipalité d'Adstock et du Village de Sainte-Anne-du-Lac  
 Décret n° 1214-2005 du 7 décembre 2005, concernant l'agglomération de Longueuil

**Chapitre 27** (projet de loi n° 50)

Loi modifiant la Loi sur les coopératives de services financiers et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les coopératives de services financiers pour permettre l'émission de parts aux membres des caisses par une fédération et pour étendre à l'émission d'actions privilégiées le mode actuel de capitalisation par l'entremise d'une personne morale constituée à cette fin.

La loi modifie également la Loi sur les coopératives de services financiers afin de permettre au ministre des Finances, sur demande de l'Autorité des marchés financiers, d'autoriser une fédération à établir, au nom des caisses qui en sont membres, les conditions et modalités d'un emprunt, d'un cautionnement ou d'une hypothèque sur les biens de ces dernières.

La loi modifie par ailleurs la Loi sur les coopératives de services financiers afin d'éliminer l'obligation faite à une fédération de faire vérifier ses états financiers par son propre service de vérification interne en plus de la vérification faite par un vérificateur externe.

La loi déplace de la Loi sur les valeurs mobilières à la Loi sur les coopératives de services financiers l'encadrement de l'émission de parts par une caisse à ses membres. Elle oblige notamment la caisse à remettre aux membres, lors du placement de ces parts, une note d'information préalablement approuvée par l'Autorité des marchés financiers.

Enfin, la loi modifie la Loi sur l'assurance-dépôts afin de permettre au ministre des Finances de déterminer, pour une période qui ne peut excéder deux ans, un montant supérieur à celui de 100 000 \$ prévu par la loi pour garantir les dépôts d'argent faits auprès d'institutions financières. Elle permet également au ministre, pour la même période, de garantir ces dépôts à 100 %.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Finances
<b>Parrain :</b>	M. Raymond Bachand
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-05-14
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-28
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2009-06-04
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-05 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-09
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-16
<b>Sanction :</b>	2009-06-17

**Entrée en vigueur:**

2009-06-17, à l'exception des articles 2, 8, 10 et 11, qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26)

Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., chapitre C-67.3)

Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)

**Chapitre 28** (projet de loi n° 21)

Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines

**Objet:** Cette loi modifie le Code des professions afin de prévoir une redéfinition des champs d'exercice professionnels dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines pour, notamment, la profession de psychologue, de travailleur social, de thérapeute conjugal et familial, de conseiller d'orientation et de psychoéducateur.

La loi inclut également dans l'exercice de ces professions les activités d'information, de promotion et de prévention communes à l'exercice de certaines professions de la santé. Elle introduit la prévention du suicide parmi les activités de prévention.

La loi établit aussi pour les membres de certains ordres professionnels une réserve d'exercice pour des activités à risque de préjudice dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines.

Finalement, la loi prévoit l'encadrement de la pratique de la psychothérapie. Elle prévoit une définition de la psychothérapie, une réserve de la pratique et du titre de psychothérapeute aux médecins, aux psychologues et aux membres des ordres professionnels dont les membres peuvent être titulaires du permis de psychothérapeute, la gestion du permis par l'Ordre professionnel des psychologues du Québec et la création d'un conseil consultatif interdisciplinaire sur l'exercice de la psychothérapie.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Justice
<b>Parrain :</b>	Madame Kathleen Weil
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-24
<b>Consultations particulières :</b>	CI 2009-06-09; 2009-06-11
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-06-12
<b>Adoption du principe :</b>	2009-06-12
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CI 2009-06-16
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-17 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-18 AM
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-18

**Sanction:**

2009-06-19

**Entrée en vigueur:**à la date ou aux dates fixées par le  
gouvernement**Lois modifiées:** Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)

Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., chapitre I-8)

Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9)

**Chapitre 29** (projet de loi n° 34)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les centres médicaux spécialisés et les laboratoires d'imagerie médicale générale

**Objet:** Cette loi a pour objet d'apporter certains ajustements aux dispositions législatives applicables aux centres médicaux spécialisés et aux laboratoires d'imagerie médicale générale.

À ce titre, la loi modifie certaines dispositions concernant la détention des droits de vote rattachés aux actions ou aux parts d'une personne morale ou société qui exploite un centre médical spécialisé ou un laboratoire d'imagerie médicale générale, celles concernant les médecins qui composent le conseil d'administration ou le conseil de gestion interne d'une telle personne morale ou société et celles concernant la nomination du directeur médical d'un tel centre ou d'un tel laboratoire.

La loi précise de plus les responsabilités du conseil d'administration ou du conseil de gestion interne de la personne morale ou de la société qui exploite un centre médical spécialisé ou un laboratoire d'imagerie médicale générale ainsi que les obligations de l'exploitant d'un centre médical spécialisé où exercent exclusivement des médecins non participants au régime d'assurance maladie.

Par ailleurs, la loi précise que les traitements médicaux spécialisés pouvant être dispensés dans un centre médical spécialisé seront dorénavant déterminés par le gouvernement. Elle précise également les types d'examens d'imagerie médicale par radiologie ou résonance magnétique pouvant être effectués dans un laboratoire d'imagerie médicale générale. Elle prévoit aussi à quelles conditions un organisme communautaire peut offrir dans ses locaux des services d'interruption de grossesse.

La loi prévoit en outre une interdiction de rémunération par la Régie de l'assurance maladie du Québec pour les services assurés fournis par un médecin dans un centre médical spécialisé ou un laboratoire exploité sans permis ou dont le permis est suspendu, révoqué ou non renouvelé.

Enfin, la loi contient des dispositions transitoires ainsi que des dispositions de concordance.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Santé et des Services sociaux
<b>Parrain :</b>	M. Yves Bolduc
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-24
<b>Consultations particulières :</b>	CAS 2009-05-26; 2009-05-27
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-05-28
<b>Adoption du principe :</b>	2009-06-03 MAJ
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CAS 2009-06-10; 2009-06-11; 2009-06-12



<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-16 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-17 MAJ
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-18 MAJ
<b>Sanction :</b>	2009-06-19
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-06-19, à l'exception des dispositions du paragraphe 2° de l'article 3, du paragraphe 1° de l'article 5, du paragraphe 2° de l'article 20 et du paragraphe 1° de l'article 22 qui entreront en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2010
<b>Lois modifiées :</b> Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., chapitre A-29) Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons et la disposition des cadavres (L.R.Q., chapitre L-0.2) Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2) Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives (2006, chapitre 43)	
<b>Règlements modifiés :</b> Règlement d'application de la Loi sur l'assurance maladie Règlement sur les traitements médicaux spécialisés dispensés dans un centre médical spécialisé	

**Chapitre 30** (projet de loi n° 26)

## Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée

**Objet:** Cette loi vise à encadrer les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée de manière à assurer une pratique de qualité, sécuritaire et conforme à l'éthique. Elle vise aussi à favoriser l'amélioration continue des services en cette matière.

À cet égard, la loi prévoit que toute activité de procréation assistée, sauf exception, doit être exercée dans un centre de procréation assistée pour lequel un permis est délivré par le ministre de la Santé et des Services sociaux et qui est dirigé par un médecin. Celui-ci doit s'assurer notamment que les activités qui sont exercées dans le centre respectent une pratique de qualité, sécuritaire et conforme à l'éthique. La loi prévoit également qu'un centre doit obtenir un agrément de ses activités par un organisme reconnu par le ministre.

Par ailleurs, la loi assujettit tout projet de recherche relatif à des activités de procréation assistée à l'approbation et au suivi d'un comité d'éthique de la recherche.

La loi prévoit une reddition de comptes pour chacun des centres au moyen notamment d'un rapport annuel d'activités. Elle octroie des pouvoirs d'inspection au ministre et elle prévoit que ce dernier peut demander au Conseil d'administration de l'Ordre professionnel des médecins du Québec des avis portant sur la qualité, la sécurité et l'éthique des activités de procréation assistée et sur la compétence professionnelle des médecins dans un centre, ainsi que sur les normes à suivre pour relever le niveau de qualité, de sécurité et d'éthique des activités de procréation assistée.

De plus, la loi confie des pouvoirs de réglementation au ministre et au gouvernement concernant les centres de procréation assistée et leurs activités et elle prévoit des sanctions administratives et pénales pour assurer le respect des dispositions de la loi.

Enfin, la loi modifie la Loi sur l'assurance maladie afin de prévoir notamment que les services de procréation assistée déterminés par règlement sont des services assurés au sens de cette loi.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Santé et des Services sociaux
<b>Parrain :</b>	M. Yves Bolduc
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-04-22
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-29
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CAS 2009-06-16; 2009-06-17
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-18 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-18

<b>Adoption du projet de loi:</b>	2009-06-18
<b>Sanction:</b>	2009-06-19
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., chapitre A-29)  
Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3)  
Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons et la disposition des cadavres (L.R.Q., chapitre L-0.2)  
Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9)  
Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique (1997, chapitre 77)

## Chapitre 31 (projet de loi n° 28)

Loi concernant la délimitation du domaine hydrique de l'État et la protection de milieux humides le long d'une partie de la rivière Richelieu

**Objet:** Cette loi détermine la localisation des limites du domaine hydrique de l'État le long d'une partie de la rivière Richelieu.

Elle a également pour objet de favoriser la protection des écosystèmes qui lui sont reliés en attribuant à certains milieux humides situés en bordure de la rivière un statut de protection à titre de réserve de biodiversité projetée, ainsi qu'en introduisant d'autres mesures destinées à mieux assurer la sauvegarde de certaines zones identifiées en raison de l'intérêt écologique qu'elles présentent.

La partie de la rivière visée par la loi est comprise entre la frontière du Québec et des États-Unis d'Amérique et la limite sud de terrains situés à proximité du pont Gouin sur le territoire de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Elle traverse, sur le territoire de la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu, le territoire des sept municipalités suivantes: la Municipalité de Lacolle, la Municipalité de Henryville, la Municipalité de Noyan, la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sabrevois, la Municipalité de Saint-Blaise-sur-Richelieu, la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et la Paroisse de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix.

<b>Ministre responsable:</b>	ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
<b>Parrain:</b>	Madame Line Beauchamp
<b>Présentation du projet de loi:</b>	2009-03-25
<b>Adoption du principe:</b>	2009-06-11
<b>Consultations particulières:</b>	CTE 2009-06-17
<b>Dépôt du rapport de consultations:</b>	2009-06-18
<b>Étude détaillée en commission:</b>	CTE 2009-06-18
<b>Dépôt du rapport de la commission:</b>	2009-06-18 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission:</b>	2009-06-18
<b>Adoption du projet de loi:</b>	2009-06-18

**Sanction:** 2009-06-19

**Entrée en vigueur:** 2009-06-19

**Loi modifiée:** Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3)

**Chapitre 32** (projet de loi n° 32)

Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et d'autres dispositions législatives

**Objet:** La loi élargit le champ d'application de la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma, dans la réalisation de productions audiovisuelles, à d'autres personnes qui contribuent à la création de ces œuvres en raison de leurs fonctions. La loi introduit de nouveaux secteurs de négociation pour ce type de productions. Elle prévoit des mesures permettant de maintenir et d'adapter les reconnaissances des associations d'artistes déjà en vigueur dans ces secteurs.

La loi abolit la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs et transfère ses fonctions à la Commission des relations du travail.

Enfin, la loi prévoit des modifications connexes, transitoires et de concordance.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
<b>Parrain :</b>	Madame Christine St-Pierre
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-04-01
<b>Consultations particulières :</b>	CC 2009-06-04; 2009-06-05
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-06-09
<b>Adoption du principe :</b>	2009-06-10
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CC 2009-06-12
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-16 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-17
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-18
<b>Sanction :</b>	2009-06-19
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-07-01

**Lois modifiées:** Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001)  
Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)  
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., chapitre R-12.1)  
Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs (L.R.Q., chapitre S-32.01)  
Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma (L.R.Q., chapitre S-32.1)

### Chapitre 33 (projet de loi n° 42)

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives en matière de changements climatiques

**Objet:** Cette loi a pour objet la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui affectent la qualité de l'atmosphère et contribuent au réchauffement planétaire et aux changements climatiques.

Afin de permettre de dresser l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre, la loi permet au ministre d'exiger que les émetteurs qu'il détermine par règlement déclarent leurs émissions. Ces renseignements feront l'objet d'un registre public.

De plus, la loi prévoit que le ministre élabore et propose au gouvernement un plan d'action sur les changements climatiques et qu'il publie, chaque année, l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre ainsi que le bilan des mesures mises en œuvre relativement à la réduction de ces émissions et à la lutte aux changements climatiques.

La loi prévoit que le gouvernement fixe des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre sur la base des émissions de l'année 1990.

Cette loi prévoit aussi diverses dispositions permettant d'établir par règlement du gouvernement tout ce qui est nécessaire à la mise en place d'un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission.

Elle établit de plus que certains émetteurs devront couvrir leurs émissions de gaz à effet de serre par un nombre équivalent de droits d'émission. Ces droits sont notamment des unités d'émission, des crédits compensatoires et des crédits pour réduction hâtive qui pourront, dans le cadre du système, faire l'objet de transactions et être mis en réserve. Des plafonds seront établis par le gouvernement quant aux unités d'émission pouvant être accordées par le ministre.

En outre, la loi prévoit diverses dispositions relatives à la gestion et au fonctionnement du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission qui permettent notamment sa gestion par des tiers, ainsi que des dispositions relatives à son harmonisation et son intégration avec des systèmes semblables mis en place par d'autres autorités.

Enfin, la loi prévoit que les sommes perçues en vertu des nouvelles dispositions serviront à financer diverses mesures en matière de changements climatiques.

**Ministre responsable :** ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

**Parrain :** Madame Line Beauchamp

**Présentation du projet de loi :** 2009-05-12

**Consultations particulières :** CTE  
2009-05-28; 2009-05-29

**Dépôt du rapport de consultations :** 2009-06-02

**Adoption du principe :** 2009-06-09



<b>Étude détaillée en commission:</b>	CTE 2009-06-15
<b>Dépôt du rapport de la commission:</b>	2009-06-16 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission:</b>	2009-06-17
<b>Adoption du projet de loi:</b>	2009-06-18
<b>Sanction:</b>	2009-06-19
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, à l'exception des articles 46.1 à 46.4 et de l'article 46.18 de la Loi sur la qualité de l'environnement, édictés par l'article 1 ainsi que des articles 3 à 5, 7, 8 et 9 qui entrent en vigueur le 19 juin 2009
<b>Lois modifiées:</b>	Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) Loi sur la Régie de l'énergie (L.R.Q., chapitre R-6.01)

## Chapitre 34 (projet de loi n° 43)

### Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés au tabac

**Objet:** Cette loi vise à établir des règles particulières adaptées au recouvrement du coût des soins de santé liés au tabac attribuable à la faute d'un ou de plusieurs fabricants de produits du tabac. Elle vise également à rendre certaines de ces règles applicables au recouvrement de dommages-intérêts pour la réparation d'un préjudice attribuable à la faute d'un ou de plusieurs de ces fabricants.

Plus particulièrement, la loi reconnaît d'abord au gouvernement le droit de recouvrer directement de fabricants de produits du tabac le coût des soins de santé qu'il a assumé ou qui a été assumé par un de ses organismes, dès lors que ce coût a été causé ou occasionné par une faute commise par ces fabricants, notamment un manquement à leur devoir d'information du public quant aux risques et dangers que comportent les produits du tabac.

La loi aménage ensuite l'exercice même de ce droit de recouvrement, en prévoyant que le gouvernement pourra prendre action en justice soit sur une base collective, pour recouvrer le coût afférent à l'ensemble des bénéficiaires de soins de santé résultant de leur exposition à des produits du tabac d'une ou de plusieurs catégories, soit sur une base individuelle, pour recouvrer la partie de ce coût afférente à certains bénéficiaires déterminés de pareils soins de santé. La loi propose d'introduire, relativement à ces deux types d'actions, un certain nombre d'adaptations au régime du droit commun de la responsabilité civile autrement applicable.

Ainsi, et au-delà de distinctions inhérentes au caractère collectif ou individuel des actions, la loi prévoit que les données statistiques ou tirées d'études épidémiologiques, sociologiques ou d'autres études pertinentes seront admissibles en preuve dans ces actions, entre autres pour établir le lien de causalité entre la faute d'un défendeur et le coût des soins de santé dont le recouvrement est demandé ou entre l'exposition à un produit du tabac et la maladie des bénéficiaires de soins de santé, ou pour établir le coût même des soins de santé demandé. Elle prévoit également, dans le cas d'une action prise sur une base collective, des règles précises quant aux éléments de preuve qui, une fois établis, engageront la responsabilité d'un défendeur, de même que les moyens permettant de réduire le montant du coût des soins de santé auquel il est tenu ou de rajuster sa part de responsabilité relativement à ce coût, tout en établissant les conditions de la solidarité en cas de pluralité de défendeurs. Elle prévoit aussi, dans le cas d'une action prise sur une base individuelle, des règles de partage de responsabilité entre plusieurs défendeurs parties à une telle action, y compris des règles énonçant les facteurs dont le tribunal pourra tenir compte aux fins de ce partage.

Par ailleurs, la loi étend l'application des règles particulières prévues pour l'action prise par le gouvernement sur une base individuelle à toute action prise par une personne, ses héritiers ou autres ayants cause pour le recouvrement de dommages-intérêts en réparation de tout préjudice lié au tabac causé ou occasionné par une faute commise au Québec par un fabricant de produits du tabac, de même qu'à tout recours collectif fondé sur le recouvrement de dommages-intérêts en réparation d'un tel préjudice.

Enfin, la loi prévoit des règles particulières, communes à toutes les actions qui y sont visées ou à certaines d'entre elles, destinées à compléter les autres règles proposées ou à en assurer une application conforme aux objectifs poursuivis.

Certaines de ces règles traitent du droit d'un défendeur d'exercer, contre un ou plusieurs de ses codéfendeurs, une action récursoire pour obtenir qu'ils assument leur part du coût des soins de santé ou le montant des dommages-intérêts qu'il est appelé à payer au-delà de sa part. D'autres règles prévoient qu'aucune action, y compris un recours collectif, en cours à la date de l'entrée en vigueur de ses dispositions ou intentée dans les trois ans suivant cette date ne pourra être rejetée pour le motif que le droit de recouvrement du coût des soins de santé ou des dommages-intérêts est prescrit, tout en autorisant la reprise, à certaines conditions, de toute action qui a pu dans le passé avoir été rejetée pour ce motif. D'autres règles de la loi, en plus d'accorder au gouvernement le pouvoir réglementaire de prendre toute mesure nécessaire ou utile à leur application, confèrent aux dispositions de la loi tout l'effet rétroactif nécessaire à leur pleine application, notamment pour permettre au gouvernement d'exercer son droit de recouvrement, quel que soit le moment où a été commise la faute y donnant ouverture.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Santé et des Services sociaux
<b>Parrain :</b>	M. Yves Bolduc
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-05-14
<b>Consultations particulières :</b>	CAS 2009-06-09
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-06-10
<b>Adoption du principe :</b>	2009-06-11
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CAS 2009-06-15
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-16 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-17
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-18
<b>Sanction :</b>	2009-06-19
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-06-19
<b>Loi modifiée :</b>	Aucune

**Chapitre 35** (projet de loi n° 46)

## Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi modifie le Code des professions et d'autres dispositions législatives en vue de faciliter l'administration du système professionnel québécois.

C'est ainsi que la loi modifie certaines règles relatives à des désignations d'ordres professionnels et à des titres réservés. Elle apporte aussi certains ajustements à des règles concernant notamment le processus disciplinaire professionnel, les dispositions pénales ainsi que l'exercice en société en nom collectif à responsabilité limitée ou en société par actions.

Par ailleurs, la loi modifie les règles relatives à l'exercice de certaines activités. Plus particulièrement, elle réserve expressément aux comptables agréés, ainsi qu'aux comptables généraux licenciés et aux comptables en management accrédités même s'ils ne sont pas titulaires d'un permis de comptabilité publique, le droit d'effectuer une mission de compilation qui n'est pas destinée exclusivement à des fins d'administration interne; elle interdit également aux optométristes d'avoir un intérêt dans une entreprise de fabrication ou de vente de montures, de médicaments ou des autres produits liés à l'exercice de l'optométrie.

La loi contient enfin des dispositions visant l'administration des ordres professionnels et des dispositions visant à assurer l'harmonisation, la cohérence et la concordance entre certaines dispositions du Code des professions et celles de lois constitutives d'ordres professionnels.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Justice
<b>Parrain :</b>	Madame Kathleen Weil
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-05-13
<b>Adoption du principe :</b>	2009-06-02
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CI 2009-06-03
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-04
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-12
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-16
<b>Sanction :</b>	2009-06-19
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-06-19, à l'exception des articles 19 et 20 qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur les architectes (L.R.Q., chapitre A-21)  
Loi sur les arpenteurs-géomètres (L.R.Q., chapitre A-23)  
Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)  
Loi sur les chimistes professionnels (L.R.Q., chapitre C-15)  
Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)  
Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48)  
Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3)  
Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., chapitre I-8)  
Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., chapitre I-9)  
Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9)  
Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-3)  
Loi sur l'optométrie (L.R.Q., chapitre O-7)  
Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10)  
Loi sur les sages-femmes (L.R.Q., chapitre S-0.1)  
Loi sur les technologues en radiologie (L.R.Q., chapitre T-5)

### Chapitre 36 (projet de loi n° 51)

Loi sur la représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant et modifiant diverses dispositions législatives

**Objet:** Cette loi institue le régime de représentation pour certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial visées par la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance ainsi que le régime de négociation d'une entente collective les concernant.

La loi prescrit d'abord les règles et les conditions applicables en matière de reconnaissance, par la Commission des relations du travail, d'une association de personnes responsables d'un service de garde en milieu familial pour qu'elle puisse les représenter auprès du ministre. À cette fin, elle établit que la reconnaissance est accordée selon les territoires déterminés en vertu de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance.

La loi prévoit la procédure de reconnaissance d'une association de personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et les effets de cette reconnaissance pour l'association reconnue, notamment le pouvoir de négocier une entente collective pour ces personnes et de faire valoir leurs droits.

La loi énonce aussi les matières sur lesquelles l'entente collective peut porter, les modalités suivant lesquelles le ministre et l'association reconnue doivent entreprendre la négociation de l'entente ainsi que les mécanismes de médiation et de règlement des différends applicables. Elle confère de plus certains droits de recours à la Commission des relations du travail ou à un arbitre selon la procédure que les parties auront déterminée à l'entente. La loi contient en outre des dispositions pénales.

La loi accorde au gouvernement le pouvoir d'établir, par règlement, un régime de retrait préventif de la personne responsable d'un service de garde en milieu familial et d'en fixer les modalités d'exercice, le financement et le mode de gestion. Elle en confie l'administration à la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

La loi modifie la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin notamment de prévoir la composition du conseil d'administration de l'organisme à but non lucratif qui, outre le titulaire d'un permis de centre de la petite enfance, peut être agréé à titre de bureau coordonnateur de la garde en milieu familial. Elle énumère les fonctions d'un bureau coordonnateur et introduit une clause d'exonération de responsabilité pour les bureaux coordonnateurs, ses administrateurs et ses employés qui agissent de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

La loi précise qu'une personne responsable d'un service de garde en milieu familial est une travailleuse autonome agissant à son propre compte lorsqu'elle fournit des services de garde aux parents avec qui elle contracte.

La loi précise les obligations d'un prestataire de services subventionnés quant à sa prestation des services et à la contribution parentale fixée par le règlement. Elle précise également le pouvoir du ministre de fixer, dans l'entente de subvention, des conditions portant sur l'entente de services qui doit être utilisée entre le prestataire de services et le parent dont l'enfant occupe une place subventionnée ainsi que les modalités et les montants de toute contribution additionnelle qui peut être demandée pour des biens et services déterminés par règlement ou par l'entente de subvention.

Enfin, la loi contient des modifications de concordance et des mesures transitoires.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Famille
<b>Parrain :</b>	M. Tony Tomassi
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-05-13
<b>Consultations particulières :</b>	CAS 2009-06-02; 2009-06-03
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-06-04
<b>Adoption du principe :</b>	2009-06-09
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CAS 2009-06-10; 2009-06-11; 2009-06-12; 2009-06-16
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-17 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-18
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-18
<b>Sanction :</b>	2009-06-19
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-06-19 à l'exception des articles 30 à 48, 56 et 57 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
- 2009-10-21 :	aa. 30-48, 56, 57 Décret n° 1102-2009 G.O., 2009, Partie 2, p. 5197
<b>Lois modifiées :</b>	Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1.1)
<b>Règlement modifié :</b>	Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance



**Chapitre 37** (projet de loi n° 62)

Loi modifiant la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme

**Objet:** Cette loi pourvoit à la désignation d'une personne chargée de remplir temporairement les fonctions du commissaire au lobbyisme lorsque celui-ci cesse de remplir ses fonctions ou est empêché d'agir.

<b>Ministre responsable :</b>	leader du gouvernement et ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques
<b>Parrain :</b>	M. Jacques P. Dupuis
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-06-18
<b>Adoption du principe :</b>	2009-06-18
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CP 2009-06-18
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-06-18
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-06-18
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-06-18
<b>Sanction :</b>	2009-06-19
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-06-19
<b>Loi modifiée :</b>	Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (L.R.Q., chapitre T-11.011)



## Chapitre 38 (projet de loi n° 40)

Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et diverses dispositions législatives concernant la mise en œuvre de la réforme comptable

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur l'équilibre budgétaire et abroge la Loi constituant une réserve budgétaire pour l'affectation d'excédents afin d'établir une réserve de stabilisation ayant pour objet de faciliter la planification budgétaire pluriannuelle du gouvernement. Elle prévoit que cette réserve est affectée au maintien de l'équilibre budgétaire et établit des règles gouvernant le calcul du solde budgétaire pour une année financière.

De plus, cette loi permet au gouvernement d'utiliser la réserve de stabilisation pour verser des sommes au Fonds des générations. Elle prévoit que l'excédent cumulé est établi à zéro au 1<sup>er</sup> avril 2006. Elle précise le montant des excédents affectés à la réserve de stabilisation depuis le 24 mai 2007.

Cette loi suspend temporairement l'effet de certaines dispositions de la Loi sur l'équilibre budgétaire et permet au ministre de présenter des objectifs de déficits budgétaires décroissants. Elle prévoit aussi la manière suivant laquelle le ministre rendra compte de l'atteinte de ces objectifs.

Par ailleurs, cette loi prévoit la mise en œuvre de la réforme comptable relativement à la consolidation intégrale de l'information financière des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation à celle du gouvernement. Elle contient les dispositions permettant au ministre de recueillir l'information nécessaire à la préparation des comptes publics et des prévisions financières du gouvernement.

De plus, cette loi permet au ministre des Finances de conclure certaines transactions afin de contribuer à la bonne gestion des affaires financières d'un organisme. Elle permet aussi d'établir des conventions comptables applicables à certains organismes.

Par ailleurs, elle modifie les règles concernant la publication des comptes publics et leur présentation à l'Assemblée nationale.

Elle prévoit également des dispositions visant à éviter qu'une modification au budget d'un organisme ait un impact négatif sur les prévisions budgétaires du gouvernement.

Enfin, cette loi contient des modifications de concordance et de nature transitoire.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Finances
<b>Parrain :</b>	M. Raymond Bachand
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-05-13
<b>Audition du Vérificateur général du Québec :</b>	CFP 2009-06-02
<b>Dépôt du rapport d'audition :</b>	2009-06-03
<b>Adoption du principe :</b>	2009-06-10 Vote: P:58 C:46 A:1

**Étude détaillée en commission :** CFP  
 2009-06-10; 2009-06-11; 2009-06-12;  
 2009-06-15; 2009-06-16; 2009-09-15;  
 2009-09-16; 2009-09-17

**Dépôt du rapport  
 de la commission :** 2009-09-18 AM – Étude non complétée  
 Procédure législative d'exception  
 – Renvoi en CP

**Prise en considération  
 du rapport de la commission :** 2009-09-18 AM MAJ

**Adoption du projet de loi :** 2009-09-18 Vote: P:61 C:48 A:0

**Sanction :** 2009-09-21

**Entrée en vigueur :** 2009-09-21

**Lois modifiées :** Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001)  
 Loi sur l'administration publique (L.R.Q., chapitre A-6.01)  
 Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)  
 Loi sur l'équilibre budgétaire (L.R.Q., chapitre E-12.00001)  
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)  
 Loi sur le ministère des Finances (L.R.Q., chapitre M-24.01)  
 Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (L.R.Q.,  
 chapitre R-2.2.0.1)  
 Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., chapitre U-1)

**Loi abrogée :** Loi constituant une réserve budgétaire pour l'affectation d'excédents (L.R.Q.,  
 chapitre R-25.1)

**Chapitre 39** (projet de loi n° 7)

Loi instituant le fonds pour le développement des jeunes enfants et modifiant la Loi instituant le Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie (*titre modifié*)

**Objet:** Cette loi prévoit la création du fonds pour le développement des jeunes enfants. Ce fonds a pour but de soutenir le développement global des enfants âgés de cinq ans et moins vivant en situation de pauvreté.

Le fonds sera affecté au financement d'activités, de projets et d'initiatives visant à favoriser le plus tôt possible le développement global de ces enfants tant sur le plan physique que sur les plans psychologique, cognitif, langagier, social et affectif, tout en reconnaissant le rôle prépondérant des parents. Il sera également affecté au financement d'activités, de projets et d'initiatives visant à soutenir les parents, dès la grossesse, en leur procurant les outils les plus susceptibles de contribuer au développement de ces enfants, ainsi qu'à soutenir l'innovation de même que l'acquisition et le transfert de connaissances en ces matières.

La loi prévoit également les mesures encadrant la constitution et la gestion de ce fonds, de même que certaines règles applicables à la Société de gestion du fonds pour le développement des jeunes enfants.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Famille
<b>Parrain :</b>	M. Tony Tomassi
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-11
<b>Consultations particulières :</b>	CAS 2009-04-01 ; 2009-04-02 ; 2009-04-07 ; 2009-04-08
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-04-09
<b>Adoption du principe :</b>	2009-06-04
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CRC 2009-09-16 ; 2009-09-17
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-09-22 AM dont un au titre
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-09-23
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-09-24

**Sanction:** 2009-09-30

**Entrée en vigueur:** 2009-09-30

**Loi modifiée:** Loi instituant le Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie (L.R.Q., chapitre F-4.0021)

**Chapitre 40** (projet de loi n° 18)

## Loi sur le Recueil des lois et des règlements du Québec

**Objet:** Cette loi institue le Recueil des lois et des règlements du Québec et prévoit qu'il fait l'objet d'une édition technologique à valeur officielle. Elle attribue au ministre de la Justice le pouvoir de déterminer les lois et les règlements qui sont intégrés au recueil et lui fait obligation de pourvoir de manière continue à la mise à jour du recueil. Elle attribue également au ministre le pouvoir, dans certaines circonstances, de procéder à une refonte générale du recueil ou à la refonte partielle de certains de ses textes.

La loi précise les pouvoirs que peut exercer le ministre lors d'une mise à jour ou d'une refonte. Elle assujettit le ministre à l'obligation de faire annuellement rapport de ses activités de mise à jour et, le cas échéant, de refonte devant l'Assemblée nationale; cette dernière pourra faire des recommandations, donner des orientations générales en la matière ou demander la reconsidération d'une décision prise par le ministre dans le cadre de la mise à jour des lois ou d'une refonte.

La loi simplifie par ailleurs le processus d'édiction et d'entrée en vigueur des mises à jour, qu'elle ramène à leur seule publication faite par l'Éditeur officiel du Québec. Elle prévoit aussi que la publication de ces mises à jour, comme celle des refontes, doit comporter certains documents exposant la nature et la portée des opérations effectuées.

Enfin, la loi reconnaît la valeur officielle à toute édition réalisée par l'Éditeur officiel du Québec à partir des documents que lui transmet le ministre de la Justice.

<b>Ministre responsable:</b>	ministre de la Justice
<b>Parrain:</b>	Madame Kathleen Weil
<b>Présentation du projet de loi:</b>	2009-03-17
<b>Adoption du principe:</b>	2009-04-09
<b>Étude détaillée en commission:</b>	CI 2009-09-17; 2009-09-22
<b>Dépôt du rapport de la commission:</b>	2009-09-24 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission:</b>	2009-09-29
<b>Adoption du projet de loi:</b>	2009-09-30
<b>Sanction:</b>	2009-10-06
<b>Entrée en vigueur:</b>	2010-01-01

**Loi modifiée:** Loi sur le Centre de services partagés du Québec (L.R.Q., chapitre C-8.1.1)

**Loi remplacée:** Loi sur la refonte des lois et des règlements (L.R.Q., chapitre R-3)

**Chapitre 41** (projet de loi n° 22)

Loi concernant la gouvernance de la Régie des rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives

**Objet:** Cette loi a pour objet d'assujettir la Régie des rentes du Québec à la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et d'introduire, dans la loi constitutive de l'organisme, de nouvelles règles de gouvernance qui visent notamment la composition et le fonctionnement de son conseil d'administration.

Ainsi, cette loi prévoit que le conseil d'administration est formé de 15 membres, dont au moins les deux tiers devront se qualifier comme administrateurs indépendants. Elle distingue les fonctions de président du conseil d'administration et celles de président-directeur général et prescrit les règles relatives à la nomination des membres du conseil d'administration. La loi prévoit aussi la création, en outre des comités visés à l'article 19 de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État, d'un comité chargé de la politique de placement et d'un comité chargé des services aux citoyens.

L'assujettissement à la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État rend aussi applicables à la Régie des règles sur la divulgation et la publication de renseignements.

Par ailleurs, cette loi modifie la date de la fin de l'exercice financier de la Régie ainsi que la date de remise au ministre du rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

Enfin, cette loi comporte des dispositions transitoires.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
<b>Parrain :</b>	M. Sam Hamad
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-17
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-14
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2009-09-23
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-09-24 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-10-01
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-10-06
<b>Sanction :</b>	2009-10-08

**Entrée en vigueur :**

2009-10-08, à l'exception de l'article 5 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2010 et du paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 6 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2010

**Lois modifiées :** Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (L.R.Q., chapitre G-1.02)

Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)

Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1)

**Chapitre 42** (projet de loi n° 6)Loi instituant le fonds de soutien aux proches aidants (*titre modifié*)

**Objet:** Cette loi prévoit la création du fonds de soutien aux proches aidants. Ce fonds a pour but de contribuer à la réalisation de la mission du ministre responsable des Aînés, en soutenant les proches aidants qui fournissent, sans rémunération, des soins et du soutien régulier à des personnes âgées ayant une incapacité significative ou persistante susceptible de compromettre leur maintien à domicile.

Le fonds sera affecté au financement d'activités, de projets et d'initiatives visant à favoriser, pour le bénéfice des proches aidants, notamment l'augmentation, la diversification et la fourniture de services de répit, la fourniture de services d'accompagnement et de support individuel, communautaire ou social et le soutien efficace et continu des communautés locales œuvrant auprès d'eux. Il sera également affecté au financement d'activités, de projets et d'initiatives visant à favoriser la fourniture de services de formation et d'apprentissage, ainsi que le soutien à l'innovation de même qu'à l'acquisition et au transfert de connaissances en ces matières.

La loi prévoit également les mesures encadrant la constitution et la gestion de ce fonds, de même que certaines règles applicables à la Société de gestion pour le soutien aux proches aidants.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre responsable des Aînés
<b>Parrain :</b>	Madame Marguerite Blais
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-11
<b>Consultations particulières :</b>	CAS 2009-03-24; 2009-03-25; 2009-03-26; 2009-03-31
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-04-01
<b>Adoption du principe :</b>	2009-06-04
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CRC 2009-10-01; 2009-10-06
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-10-06 AM dont un au titre
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-10-07 MAJ
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-10-08 MAJ
<b>Sanction :</b>	2009-10-27
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-10-27
<b>Loi modifiée :</b>	Aucune



**Chapitre 43** (projet de loi n° 55)

Loi concernant la mise en œuvre du neuvième protocole de modification de l'Accord sur le commerce intérieur

**Objet:** Cette loi a pour objet de mettre en œuvre le neuvième protocole de modification de l'Accord sur le commerce intérieur par la modification de diverses dispositions législatives afin de les rendre conformes au nouveau chapitre 7 de cet accord. Pour ce faire, elle modifie certaines habilitations législatives et prévoit diverses dispositions en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
<b>Parrain :</b>	M. Sam Hamad
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-06-09
<b>Adoption du principe :</b>	2009-09-22
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CET 2009-10-20
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-10-21 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-10-22
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-10-28
<b>Sanction :</b>	2009-11-03
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-11-03

**Lois modifiées :** Loi sur les courses (L.R.Q., chapitre C-72.1)  
 Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (L.R.Q., chapitre D-8.3)  
 Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (L.R.Q., chapitre F-5)  
 Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons et la disposition des cadavres (L.R.Q., chapitre L-0.2)  
 Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12.1)  
 Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (L.R.Q., chapitre S-6.2)  
 Loi sur les sténographes (L.R.Q., chapitre S-33)  
 Loi modifiant la Loi sur les décrets de convention collective (1996, chapitre 71)

**Chapitre 44** (projet de loi n° 15)

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et la Loi sur les cours municipales concernant la sécurité dans les tribunaux judiciaires

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires en vue de consacrer les responsabilités du ministre de la Justice et du ministre de la Sécurité publique en ce qui concerne la sécurité dans les immeubles occupés ou utilisés par la Cour d'appel, la Cour supérieure et la Cour du Québec. À cet effet, la loi prohibe la possession dans ces lieux, sauf par les personnes légalement autorisées, d'armes à feu ou d'autres objets pouvant servir à porter atteinte à l'intégrité physique d'une personne, à la menacer ou à l'intimider. Elle établit également l'obligation de se soumettre à des contrôles de sécurité pour avoir accès à l'immeuble et y circuler.

La loi énumère les contrôles qui peuvent être exercés pour assurer la sécurité de ces lieux et encadre leur exercice. Elle dispense certaines personnes de l'application des contrôles de sécurité.

Enfin, la loi confère aux municipalités responsables de l'administration d'une cour municipale la faculté d'établir de tels contrôles de sécurité dans leur cour municipale.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Justice
<b>Parrain :</b>	Madame Kathleen Weil
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-12
<b>Adoption du principe :</b>	2009-09-15
<b>Consultations particulières :</b>	CI 2009-09-24; 2009-09-29
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-09-29
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CI 2009-10-01; 2009-10-06; 2009-10-08; 2009-10-22; 2009-10-27
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-10-29 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-11-03
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-11-12

**Sanction:** 2009-11-19

**Entrée en vigueur:** 2009-11-19

**Lois modifiées:** Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72.01)  
Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

**Chapitre 45** (projet de loi n° 24)

## Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de santé

**Objet:** Cette loi propose diverses modifications en matière de santé.

Ainsi, la loi introduit un régime d'indemnisation, sans égard à la responsabilité, pour les victimes d'un produit distribué par Héma-Québec.

En matière de santé publique, la loi intègre le comité d'éthique de santé publique à l'Institut national de santé publique du Québec. Elle élargit à toutes les maladies transmises par agent vecteur, dont le virus du Nil occidental, la portée du plan gouvernemental visant à protéger la population contre des maladies. Elle apporte également certaines précisions touchant la transmission de renseignements relatifs à des menaces à la santé de la population.

Enfin, la loi apporte certaines modifications notamment à la Loi sur l'assurance maladie, à la Loi sur la protection de la jeunesse, à la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence et à la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Concernant cette dernière, elle précise certaines dispositions relatives notamment à l'utilisation de renseignements aux fins du versement d'un don, à la procédure d'examen des plaintes ainsi qu'aux comités de résidents et aux comités des usagers.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Santé et des Services sociaux
<b>Parrain :</b>	M. Yves Bolduc
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-03-12
<b>Adoption du principe :</b>	2009-05-19
<b>Consultations particulières :</b>	CSSS 2009-09-29
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-09-30
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CSSS 2009-09-29; 2009-10-06; 2009-11-05; 2009-11-11
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-11-12 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-11-17
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-11-18
<b>Sanction :</b>	2009-11-19

**Entrée en vigueur:**

2009-11-19, à l'exception des articles 4, 6, 39  
et 43 qui entreront en vigueur à la date ou aux  
dates fixées par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., chapitre A-29)

Loi sur Héma-Québec et sur le Comité d'hémovigilance (L.R.Q., chapitre H-1.1)

Loi sur l'Institut national de santé publique du Québec (L.R.Q., chapitre I-13.1.1)

Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3)

Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes, des tissus, des  
gamètes et des embryons et la disposition des cadavres (L.R.Q., chapitre L-0.2)

Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)

Loi sur la santé publique (L.R.Q., chapitre S-2.2)

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2)

Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris  
(L.R.Q., chapitre S-5)

Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (L.R.Q., chapitre S-6.2)

Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres  
dispositions législatives (2005, chapitre 32)

**Chapitre 46** (projet de loi n° 56)

Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la certification de certaines ressources offrant de l'hébergement pour des clientèles vulnérables (*titre modifié*)

**Objet:** Cette loi étend le processus de certification des résidences pour personnes âgées à certaines ressources du domaine de la santé et des services sociaux qui offrent de l'hébergement pour des clientèles vulnérables et qui seront déterminées par règlement du gouvernement.

La loi précise également que cette certification sera valide pour trois ans et que ces ressources, comme c'est le cas pour les résidences pour personnes âgées, devront pour l'obtenir se conformer à des critères sociosanitaires et aux exigences visés par règlement. Elle prévoit également que le mécanisme de traitement des plaintes prévu par la loi pour les résidences pour personnes âgées sera également applicable à ces ressources.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Santé et des Services sociaux
<b>Parrain :</b>	Madame Lise Thériault
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-06-18
<b>Adoption du principe :</b>	2009-10-01
<b>Consultations particulières :</b>	CSSS 2009-10-20; 2009-10-21; 2009-10-22; 2009-10-27
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-10-28
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CSSS 2009-10-29; 2009-11-03
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-11-04 AM dont un au titre
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-11-10
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-11-12 Vote: P:106 C:0 A:0
<b>Sanction :</b>	2009-11-19
<b>Entrée en vigueur :</b>	2010-02-01, à l'exception des articles 12 et 17, lesquels entreront en vigueur le 19 novembre 2009, et des articles 15 et 16 qui entreront en vigueur le 30 juin 2010

**Loi modifiée:** Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2)

**Chapitre 47** (projet de loi n° 59)

Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et d'autres dispositions législatives principalement afin de lutter contre la contrebande de tabac

**Objet:** Cette loi modifie la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi sur le ministère du Revenu principalement afin de prévoir diverses mesures visant la lutte contre la contrebande de tabac.

Ainsi, la loi modifie la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin, notamment, d'imposer un moratoire sur la délivrance de permis de manufacturier, de prévoir de nouvelles conditions pour la délivrance ou le maintien en vigueur d'un permis et de permettre la réduction de sa période de validité.

La loi modifie également la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de hausser le montant de certaines amendes, d'imposer de nouvelles pénalités fiscales, d'introduire des mesures de contrôle relativement au matériel de fabrication de produits du tabac, de donner de nouveaux pouvoirs d'intervention aux corps de police et de permettre au tribunal d'ordonner la suspension du permis de conduire d'une personne déclarée coupable d'une infraction à cette loi dans certaines circonstances. Elle permet aussi aux municipalités locales d'intenter des poursuites pénales devant les cours municipales pour les infractions visant les consommateurs de produits du tabac de contrebande commises sur leur territoire.

La loi modifie la Loi sur le ministère du Revenu afin, notamment, de prévoir des règles particulières à l'égard de la confiscation du tabac de contrebande saisi.

Enfin, la loi modifie la Loi concernant la taxe sur les carburants afin d'y apporter des changements similaires à ceux prévus à la Loi concernant l'impôt sur le tabac dont, notamment, les nouvelles conditions pour la délivrance ou le maintien en vigueur d'un permis ainsi que la réduction de sa période de validité.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre du Revenu
<b>Parrain :</b>	M. Robert Dutil
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-10-28
<b>Adoption du principe :</b>	2009-11-04
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2009-11-10; 2009-11-11
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-11-12 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-11-17 AM
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-11-18
<b>Sanction :</b>	2009-11-19

**Entrée en vigueur:**

2009-11-19, à l'exception de l'article 15.0.3 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2), édicté par l'article 18, qui entrera en vigueur le 19 mai 2010

**Lois modifiées:** Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)  
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)



**Chapitre 48** (projet de loi n° 41)**Loi modifiant la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport et d'autres dispositions législatives**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport afin d'établir de nouvelles règles en ce qui a trait au recouvrement des péages et à la protection des montants perçus par un partenaire pour le compte du gouvernement. Elle modifie également la Loi sur le ministère des Transports afin de créer le Fonds des partenariats en matière d'infrastructures de transport.

La loi contient des mesures permettant au gouvernement de confier la gestion d'une infrastructure à une autorité municipale et de conserver la possibilité de réglementer les immeubles ainsi que les installations et les équipements qui s'y trouvent même lorsque les immeubles sont administrés par un partenaire. Elle précise les pouvoirs que le ministre des Transports peut déléguer à un partenaire, certaines obligations de ce dernier et le régime de responsabilité applicable.

La loi précise que la Loi sur la voirie ne s'applique pas à une infrastructure routière construite ou exploitée en vertu d'une entente de partenariat, sauf dans la mesure prévue dans cette entente en application de la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport.

La loi prévoit des dispositions modifiant le Code de la sécurité routière afin d'encadrer l'utilisation des appareils utilisés pour photographier la plaque d'immatriculation des véhicules routiers circulant sur un chemin public visé par la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport.

Enfin, la loi prévoit diverses mesures de concordance et précise certaines notions.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Transports
<b>Parrain :</b>	Madame Julie Boulet
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-05-14
<b>Consultations particulières :</b>	CTE 2009-10-20
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-10-21
<b>Adoption du principe :</b>	2009-10-27
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CTE 2009-10-29; 2009-11-17
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-11-19 AM

**Prise en considération  
du rapport de la commission:** 2009-11-24

**Adoption du projet de loi:** 2009-11-26

**Sanction:** 2009-12-04

**Entrée en vigueur:** 2009-12-04

**Lois modifiées:** Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)  
Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3)  
Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)  
Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport (L.R.Q.,  
chapitre P-9.001)  
Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-9)

**Chapitre 49** (projet de loi n° 52)

## Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune afin d'accorder au ministre responsable de son application de nouveaux pouvoirs, notamment en matière de nourrissage et d'appâtage, de disposition d'animaux déprédateurs et en ce qui a trait à l'établissement de plans d'ensemencement. La loi vise également à transférer au ministre certains pouvoirs réglementaires du gouvernement.

Cette loi accorde de plus au gouvernement le pouvoir de déléguer, aux conditions qu'il détermine, certains pouvoirs réglementaires à la Société des établissements de plein air du Québec ou à un autre organisme partie à un contrat avec le ministre.

Par ailleurs, cette loi reconnaît d'office à titre d'agent de protection de la faune les personnes qui s'occupent du contrôle des lois concernant la faune dans les États et les provinces limitrophes au Québec, lorsqu'elles agissent sous la responsabilité d'un agent de protection de la faune du Québec.

Cette loi accorde aussi aux assistants de protection de la faune et aux gardiens de territoire le pouvoir d'identifier une personne afin qu'un constat d'infraction soit dressé.

En outre, cette loi apporte certaines modifications au fonctionnement du conseil d'administration de la Fondation de la faune du Québec en prévoyant notamment la constitution d'un comité de vérification auquel s'appliqueront les règles de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État en la matière.

Enfin, cette loi prévoit de nouvelles interdictions au sein du régime d'exploitation de la faune de même que des ajustements d'ordre technique et de nature pénale.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Ressources naturelles et de la Faune
<b>Parrain :</b>	M. Serge Simard
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-05-29
<b>Adoption du principe :</b>	2009-09-16
<b>Consultations particulières :</b>	CTE 2009-11-23
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-11-24
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CTE 2009-11-24; 2009-11-25; 2009-11-27
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-12-01 AM

<b>Prise en considération du rapport de la commission:</b>	2009-12-02
<b>Adoption du projet de loi:</b>	2009-12-03
<b>Sanction:</b>	2009-12-04
<b>Entrée en vigueur:</b>	2009-12-04, à l'exception de l'article 5 qui entrera en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du premier règlement pris pour l'application de l'article 30 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, tel que remplacé par l'article 5 de la présente loi, et de l'article 29 qui entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> avril 2010. Toutefois, l'article 46 a effet depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2009.
<b>Lois modifiées:</b>	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1) Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre D-13.1) Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9)
<b>Règlement modifié:</b>	Code de déontologie des policiers du Québec

**Chapitre 50** (projet de loi n° 53)

Loi instituant le poste de Commissaire aux plaintes concernant les mécanismes de reconnaissance des compétences professionnelles

**Objet:** Cette loi prévoit la création d'un poste de commissaire, rattaché à l'Office des professions du Québec, chargé de recevoir et d'examiner toute plainte d'une personne contre un ordre professionnel qui concerne les mécanismes de reconnaissance des compétences professionnelles mis en place au sein des ordres professionnels. Ce commissaire est aussi appelé, notamment, à vérifier le fonctionnement de ces mécanismes.

Par ailleurs, la loi confie à l'Office la responsabilité, en concertation avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, de prendre les mesures visant à favoriser la collaboration entre les établissements d'enseignement et les ordres professionnels afin que, lorsqu'un ordre professionnel exige d'une personne qu'elle acquière une formation d'appoint, cette formation soit offerte par un établissement d'enseignement. L'Office devra produire annuellement un rapport au gouvernement sur les mesures prises et y formuler les recommandations qu'il juge appropriées.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Justice
<b>Parrain :</b>	Madame Kathleen Weil
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-06-10
<b>Adoption du principe :</b>	2009-09-30
<b>Consultations particulières :</b>	CI 2009-11-18; 2009-11-19
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-11-24
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CI 2009-11-25
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-11-26 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-11-27
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-12-01
<b>Sanction :</b>	2009-12-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-12-04

**Loi modifiée :** Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)

**Chapitre 51** (projet de loi n° 60)

Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur la protection du consommateur afin d'y prévoir un régime particulier à l'égard des contrats à exécution successive de service fourni à distance. Ainsi, la loi introduit de nouvelles règles relatives aux renseignements que doit contenir le contrat, à la résolution du contrat, à l'utilisation du dépôt de garantie, de même qu'au renouvellement et à la résiliation du contrat par le consommateur.

La loi ajoute par ailleurs dans la Loi sur la protection du consommateur l'interdiction, pour un commerçant, d'insérer certaines clauses dans un contrat assujéti à cette loi. Elle introduit également des règles relatives à la vente de cartes prépayées ainsi que des règles de divulgation préalable à la vente de garantie supplémentaire. Elle modifie de plus cette loi pour obliger le commerçant à divulguer le coût total du bien ou du service offert.

La loi modifie aussi la Loi sur la protection du consommateur pour élargir la portée du recours en injonction à l'encontre de stipulations et de pratiques interdites et pour en permettre l'exercice par un organisme destiné à protéger le consommateur. Enfin, elle ajoute aux pouvoirs réglementaires du gouvernement celui de créer des fonds d'indemnisation des consommateurs et celui de prévoir l'utilisation des revenus générés par ces fonds.

À l'égard de la Loi sur les agents de voyages, la loi prévoit notamment la suppression de l'exigence, pour un agent de voyages, d'avoir un établissement physiquement accessible à la clientèle; elle y introduit de plus le concept de conseiller en voyage.

Outre ces modifications, la loi modifie la Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture de même que la Loi sur les agents de voyages, afin d'y harmoniser le délai de prescription des poursuites pénales avec celui prévu dans la Loi sur la protection du consommateur.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Justice
<b>Parrain :</b>	Madame Kathleen Weil
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-06-16
<b>Adoption du principe :</b>	2009-10-07
<b>Consultations particulières :</b>	CRC 2009-10-20; 2009-10-21
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-10-22
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CRC 2009-11-04; 2009-11-10; 2009-11-12; 2009-11-17; 2009-11-24

<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-11-25 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-11-26
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-12-02
<b>Sanction :</b>	2009-12-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, mais au plus tard le 30 juin 2010
<b>Lois modifiées :</b> Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10) Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (L.R.Q., chapitre A-23.001) Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1) Loi sur le recouvrement de certaines créances (L.R.Q., chapitre R-2.2)	

**Chapitre 52** (projet de loi n° 63)

## Loi sur les sociétés par actions

**Objet:** Cette loi propose une réforme substantielle du droit applicable aux personnes morales présentement régies par les parties I et IA de la Loi sur les compagnies.

La loi vise à moderniser et à alléger le fonctionnement interne des sociétés par actions, notamment en clarifiant le mécanisme de la convention unanime des actionnaires, en éliminant les exigences qui doivent être satisfaites avant de pouvoir accorder une aide financière aux actionnaires et en simplifiant les règles relatives au maintien du capital-actions.

La loi assure par ailleurs une meilleure protection des actionnaires minoritaires en prévoyant notamment un recours visant à contrer les abus ou les injustices commis par la société à leur égard et en instituant un droit au rachat pour les actionnaires en désaccord avec certains changements majeurs apportés à la structure ou aux activités de la société. Elle permet également le dépôt de propositions d'actionnaires lors des assemblées de la société.

La loi prévoit aussi un cadre général précisant les devoirs des administrateurs et leur accorde, en contrepartie, la possibilité de présenter une défense de diligence raisonnable à l'égard des actes posés de bonne foi dans le cadre de leurs fonctions.

La loi permet aux sociétés par actions de transmettre des documents par voie électronique au registraire des entreprises. Elle permet l'utilisation de moyens technologiques pour la convocation et la participation aux assemblées, y compris le vote électronique.

La loi comprend des dispositions régissant la liquidation des sociétés par actions basées sur les principes et les dispositions de la Loi sur la liquidation des compagnies.

De plus, la loi permet la continuation sous son empire d'une personne morale constituée en vertu de la législation d'une autre autorité législative que le Québec et, en corollaire, prévoit qu'une société par actions constituée au Québec peut se continuer en vertu d'une telle autre législation.

Enfin, la loi apporte des modifications de concordance à plusieurs lois et comporte des dispositions de nature transitoire.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Finances
<b>Parrain :</b>	M. Raymond Bachand
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-10-07
<b>Consultations particulières :</b>	CFP 2009-11-03; 2009-11-04
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-11-05
<b>Adoption du principe :</b>	2009-11-05



<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2009-11-17
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-11-19 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-11-25
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-12-01
<b>Sanction :</b>	2009-12-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
<b>Lois modifiées :</b> Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., chapitre A-4.1) Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26) Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1) Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) Charte de la Ville de Québec (L.R.Q., chapitre C-11.5) Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1) Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., chapitre C-45) Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47) Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48) Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., chapitre C-67.3) Loi sur les dossiers d'entreprises (L.R.Q., chapitre D-12) Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15) Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2) Loi sur les employés publics (L.R.Q., chapitre E-6) Loi sur l'habitation familiale (L.R.Q., chapitre H-1) Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14) Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15) Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3) Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4) Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., chapitre M-35.1) Loi sur la presse (L.R.Q., chapitre P-19) Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45)	

Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre R-13.1)

Loi sur le registraire des entreprises (L.R.Q., chapitre R-17.1)

Loi sur la Société de développement autochtone de la Baie-James (L.R.Q., chapitre S-9.1)

Loi sur les sociétés agricoles et laitières (L.R.Q., chapitre S-23)

Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal (L.R.Q., chapitre S-25.01)

Loi sur les sociétés d'horticulture (L.R.Q., chapitre S-27)

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01)

Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1)

Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)

Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives (2002, chapitre 70)

## Chapitre 53 (projet de loi n° 65)

### Loi sur Infrastructure Québec

**Objet:** Cette loi institue « Infrastructure Québec » qui a pour mission de contribuer, par ses conseils et son expertise, à la planification et à la réalisation des projets d'infrastructure des organismes publics, à la planification de leur entretien ainsi qu'à l'amélioration des services offerts aux citoyens dans le cadre de ces projets.

Cette loi s'applique à tout projet d'infrastructure publique ayant pour objet la construction, l'entretien, l'amélioration ou la démolition d'un immeuble, d'un équipement ou d'un ouvrage de génie civil incluant une infrastructure de transport, qui est considéré majeur par le gouvernement et pour lequel celui-ci contribue financièrement, directement ou indirectement.

Cette loi confère à Infrastructure Québec les fonctions actuellement exercées par l'Agence des partenariats public-privé du Québec. Elle étend toutefois plusieurs de ces fonctions aux projets d'infrastructure publique réalisés selon d'autres modes de réalisation, tels le mode traditionnel, le mode en gérance et le mode « clés en main ».

Elle prévoit qu'un organisme public qui entend réaliser un projet d'infrastructure publique majeur doit s'associer à Infrastructure Québec pour l'élaboration d'un dossier d'affaires lequel, notamment, fait état de la pertinence de réaliser le projet, identifie les options possibles pour répondre au besoin et détermine l'option à recommander et son mode de réalisation.

Elle prévoit également, lorsque le mode de réalisation retenu d'un projet est le mode partenariat public-privé ou le mode « clés en main », que l'organisme public doit s'associer à Infrastructure Québec pour que celui-ci coordonne le processus de sélection de l'entreprise ou du groupement d'entreprises qui sera chargé de réaliser le projet.

Cette loi permet aussi à un organisme public et à un organisme municipal de s'associer à Infrastructure Québec pour la réalisation de diverses opérations reliées à un projet d'infrastructure considéré majeur ou non.

De plus, cette loi prévoit que le Conseil du trésor peut, lorsque la situation le justifie, établir des mécanismes de contrôle et de suivi de la gestion d'un projet d'infrastructure publique d'un organisme public et en confier la mise en œuvre à cet organisme ou à Infrastructure Québec.

Cette loi précise les règles d'organisation et de fonctionnement d'Infrastructure Québec.

Elle contient, enfin, des dispositions transitoires et de concordance nécessaires à la création d'Infrastructure Québec et au transfert du personnel, des droits, des biens et des dossiers de l'Agence des partenariats public-privé du Québec.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor
<b>Parrain :</b>	Madame Monique Gagnon-Tremblay
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-10-21
<b>Adoption du principe :</b>	2009-11-03

<b>Consultations particulières:</b>	CFP 2009-11-05; 2009-11-10
<b>Dépôt du rapport de consultations:</b>	2009-11-11
<b>Étude détaillée en commission:</b>	CFP 2009-11-12; 2009-11-17
<b>Dépôt du rapport de la commission:</b>	2009-11-18 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission:</b>	2009-11-24
<b>Adoption du projet de loi:</b>	2009-11-25
<b>Sanction:</b>	2009-12-04
<b>Entrée en vigueur:</b>	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, au plus tard le 31 mars 2010
<b>Lois modifiées:</b>	Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001) Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport (L.R.Q., chapitre P-9.001) Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., chapitre R-12.1) Loi sur les contrats des organismes publics (2006, chapitre 29)
<b>Loi abrogée:</b>	Loi sur l'Agence des partenariats public-privé du Québec (L.R.Q., chapitre A-7.002)

**Chapitre 54** (projet de loi n° 66)

Loi modifiant la Loi visant à favoriser la protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des armes à feu et modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports

**Objet:** Cette loi prévoit que les personnes admises à titre de membres d'un club de tir entre le 31 août 2008 et le 1<sup>er</sup> septembre 2009 sont réputées être membres de celui-ci, même si elles ne se sont pas conformées à l'article 46.42 de la Loi sur la sécurité dans les sports.

La loi permet en outre aux membres d'un club de tir au 31 août 2009 de disposer d'un délai supplémentaire, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2010, pour transmettre à l'exploitant du club de tir une attestation de réussite du test d'aptitude pour la pratique sécuritaire du tir à la cible avec des armes à feu à autorisation restreinte ou des armes à feu prohibées.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Sécurité publique
<b>Parrain :</b>	M. Jacques P. Dupuis
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-10-20
<b>Adoption du principe :</b>	2009-10-27
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CI 2009-11-26
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-11-27
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-12-01
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-12-02
<b>Sanction :</b>	2009-12-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-12-04

**Loi modifiée :** Loi visant à favoriser la protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des armes à feu et modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports (2007, chapitre 30)

**Chapitre 55** (projet de loi n° 69)

## Loi modifiant le Code de la sécurité routière concernant les écoles de conduite

**Objet:** Cette loi modifie le Code de la sécurité routière afin d'allonger d'un an la suspension du pouvoir de reconnaître de nouvelles écoles de conduite.

Cette loi confère au gouvernement le pouvoir de fixer par règlement les montants minimum et maximum exigibles pour suivre le cours de conduite d'un véhicule de promenade.

De plus, elle prévoit que le retrait de la reconnaissance d'une école de conduite relève de la Société de l'assurance automobile du Québec.

Enfin, cette loi dissocie l'entrée en vigueur, dans le chapitre 40 des lois de 2007, de certaines dispositions sur la sanction d'un permis de conduire de l'entrée en vigueur de l'obligation de suivre un cours de conduite pour l'associer à l'entrée en vigueur des dispositions sur le nombre de points d'inaptitude qui entraînent une sanction. Elle comporte aussi une disposition transitoire.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Transports
<b>Parrain :</b>	Madame Julie Boulet
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-11-11
<b>Adoption du principe :</b>	2009-11-19
<b>Consultations particulières :</b>	CTE 2009-11-25
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-11-26
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CTE 2009-11-26
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-11-27 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-12-01
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-12-02
<b>Sanction :</b>	2009-12-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	2010-01-17
<b>Lois modifiées :</b> Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Règlement sur les points d'inaptitude (2007, chapitre 40)	

**Chapitre 56** (projet de loi n° 70)

## Loi modifiant divers régimes de retraite du secteur public

**Objet:** Cette loi modifie différentes lois qui instituent des régimes de retraite pour les employés du secteur public afin notamment de donner suite à certaines demandes techniques des comités de retraite. La loi modifie également le Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec et habilite le gouvernement à apporter à ce régime des modifications afin de l'harmoniser avec les dispositions des autres régimes de retraite du secteur public.

De plus, la loi reconduit les dispositions de dérogation à l'article 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 prévues dans la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, la Loi sur le régime de retraite des enseignants, la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires et la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor
<b>Parrain :</b>	Madame Monique Gagnon-Tremblay
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-11-10
<b>Adoption du principe :</b>	2009-11-17
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2009-11-19
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-11-24
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-11-25
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-11-26
<b>Sanction :</b>	2009-12-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-12-04, à l'exception des articles 2, 3, 5, 10 à 19, 22 et 23 qui entreront en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2010

**Lois modifiées:** Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1)  
 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2)  
 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
 Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)  
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)  
 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., chapitre R-12.1)



**Chapitre 57** (projet de loi n° 73)

Loi prévoyant certaines mesures afin de lutter contre la criminalité dans l'industrie de la construction

**Objet:** Cette loi modifie diverses dispositions législatives portant sur les conditions de délivrance des licences d'entrepreneur de construction et de constructeur-propriétaire ainsi que sur la restriction qui peut y être rattachée et qui empêche l'obtention d'un contrat public, en plus de modifier diverses dispositions pénales relatives à l'industrie de la construction.

Ainsi, la loi prévoit de nouveaux actes criminels, qui empêchent la délivrance d'une licence d'entrepreneur de construction et de constructeur-propriétaire aux personnes en ayant été reconnues coupables. Elle étend également à davantage d'actionnaires du demandeur de licence l'interdiction d'avoir été reconnu coupable de certaines infractions pour qu'une licence puisse être délivrée au demandeur. Elle prévoit aussi l'obligation de fournir la liste des prêteurs du demandeur de licence et de fournir une déclaration de chaque prêteur sur ses antécédents judiciaires.

Au regard d'une licence dont une restriction empêche l'obtention d'un contrat public, la loi élargit la notion de contrat public, notamment en y ajoutant certains types d'organismes qui peuvent en être partie, tels que les sociétés d'État et les universités. En outre, elle supprime l'exigence qu'une subvention gouvernementale soit versée à une municipalité relativement à un projet de construction pour que le contrat relatif à ce projet soit considéré comme un contrat public. La loi prévoit aussi que la déclaration de culpabilité à certaines lois entraînera une restriction à une licence qui empêchera son titulaire d'obtenir un contrat public.

De plus, la loi augmente le montant de certaines amendes notamment au regard des fausses déclarations pour l'obtention d'une licence, du non-respect des conditions pour agir à titre de délégué de chantier, de l'offre, par un employeur, d'un avantage à un représentant syndical dans l'exercice de ses fonctions, de l'acceptation d'un tel avantage par le représentant, du refus de fournir certains renseignements à la Commission de la construction du Québec et du fait de faire obstacle à l'exercice des fonctions d'un de ses employés.

La loi prévoit aussi de nouvelles infractions pénales dont l'ajout d'une infraction pour quiconque use d'intimidation dans le but de provoquer un ralentissement ou un arrêt des activités sur un chantier de construction, ainsi que d'une infraction pour l'entrepreneur qui conclut un contrat de prêt d'argent avec un prêteur qui refuse de fournir une déclaration sur ses antécédents judiciaires ou dont il sait qu'il a été déclaré coupable d'un acte criminel en lien avec ses activités de prêteur.

Enfin, la loi prévoit que les amendes prévues à la Loi sur le bâtiment et à la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction seront indexées annuellement.

**Ministre responsable :** ministre du Travail

**Parrain :** M. Sam Hamad

**Présentation du projet de loi :** 2009-11-10

**Adoption du principe :** 2009-11-17



<b>Consultations particulières :</b>	CET 2009-11-24; 2009-11-25
<b>Dépôt du rapport de consultations :</b>	2009-11-26
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CET 2009-11-26; 2009-11-27; 2009-12-01; 2009-12-02
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-12-03 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-12-04
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-12-04 MAJ
<b>Sanction :</b>	2009-12-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-12-04, à l'exception des paragraphes 2° et 3° de l'article 1, du paragraphe 1° de l'article 2 en ce qui concerne les actionnaires de la société ou personne morale qui demande la délivrance d'une licence, des paragraphes 2°, 4° et 5° de l'article 2, de l'article 6 et de l'article 8 en tant qu'il concerne l'article 196.2, qui entreront en vigueur à la date d'entrée en vigueur du premier règlement pris après cette date en application du paragraphe 8° de l'article 185 de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1), ainsi que l'article 8 en tant qu'il concerne l'article 196.3 et l'article 16, qui entreront en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2011
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1) Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)

**Chapitre 58** (projet de loi n° 74)

Loi modifiant diverses dispositions législatives afin principalement de resserrer l'encadrement du secteur financier

**Objet:** Cette loi modifie plusieurs lois qui encadrent les institutions financières et certains autres intervenants des marchés financiers, dans le but de renforcer la confiance des investisseurs au Québec.

Plus particulièrement, la loi modifie la Loi sur l'assurance-dépôts notamment pour abolir la limite applicable aux engagements pris par l'Autorité des marchés financiers qui peuvent être garantis par le gouvernement, pour clarifier les responsabilités d'un fonds de sécurité constitué en vertu de la Loi sur les coopératives de services financiers et pour donner de nouveaux pouvoirs spéciaux à l'Autorité relativement à l'administration du régime d'assurance-dépôts.

La loi modifie la Loi sur les assurances afin de rendre applicables à tout assureur exerçant au Québec certaines de ses dispositions concernant la suffisance des actifs, les pratiques de gestion et les pratiques commerciales.

Elle modifie aussi la Loi sur l'Autorité des marchés financiers notamment pour confier au Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières de nouveaux pouvoirs en matière de distribution de produits et services financiers.

La loi modifie le Code de procédure pénale de manière à y prévoir explicitement la possibilité pour le juge d'imposer des peines d'emprisonnement consécutives.

Elle modifie également certaines dispositions de la Loi sur la distribution de produits et services financiers relatives à la distribution sans représentant et harmonise le régime d'infractions de cette loi avec celui prévu dans la Loi sur les valeurs mobilières et la Loi sur les instruments dérivés.

La loi modifie la Loi sur les valeurs mobilières afin notamment d'assurer l'encadrement des agences de notation.

Par ailleurs, la loi modifie la Loi sur la distribution de produits et services financiers, la Loi sur les valeurs mobilières et la Loi sur les instruments dérivés afin d'augmenter les sanctions administratives et les amendes qui peuvent être imposées en vertu de ces lois. De même, ces lois sont modifiées pour conférer de nouveaux pouvoirs à l'Autorité, notamment pour permettre leur harmonisation au niveau pancanadien.

Enfin, la loi modifie plusieurs lois afin de leur apporter des modifications de nature technique et de concordance.

**Ministre responsable :** ministre des Finances

**Parrain :** M. Raymond Bachand

**Présentation du projet de loi :** 2009-11-12

**Adoption du principe :** 2009-11-25

**Étude détaillée en commission :** CFP  
2009-11-26; 2009-11-30

<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-12-01 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-12-02
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-12-03
<b>Sanction :</b>	2009-12-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-12-04, à l'exception des articles 28 à 31 qui entreront en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2010 et du paragraphe 1 <sup>o</sup> de l'article 5, de l'article 13, de l'article 18 dans la mesure où il édicte le deuxième alinéa de l'article 40.2.1 de la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26), des articles 75, 91, 92, 100, 111, du paragraphe 2 <sup>o</sup> de l'article 138 et des articles 139 à 153, 158, 159 et 177 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001) Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26) Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) Loi sur l'Autorité des marchés financiers (L.R.Q., chapitre A-33.2) Loi sur les centres financiers internationaux (L.R.Q., chapitre C-8.3) Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1) Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., chapitre C-67.3) Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73.1) Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., chapitre D-9.2) Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1) Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-3) Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1) Loi sur le courtage immobilier (2008, chapitre 9) Loi sur les instruments dérivés (2008, chapitre 24) Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives (2009, chapitre 25)

**Chapitre 59** (projet de loi n° 75)**Loi modifiant la Loi sur la police concernant les pouvoirs extraterritoriaux des policiers**

**Objet :** Cette loi modifie la Loi sur la police en vue de permettre d'investir des policiers de pouvoirs extraterritoriaux et de déterminer le régime déontologique applicable à ces policiers.

À cette fin, la loi établit une procédure par laquelle un agent d'autorisation désigné par le ministre de la Sécurité publique peut autoriser un policier d'une autre province ou d'un territoire du Canada à exercer des fonctions à titre de policier au Québec. Cette procédure prévoit notamment que l'agent d'autorisation détermine la période de validité de l'autorisation, les fonctions que le policier est autorisé à exercer ainsi que le territoire et les conditions dans lesquels il doit les exercer. La loi prévoit aussi que cette autorisation peut être révoquée en tout temps par l'agent d'autorisation.

La loi accorde au policier ainsi autorisé, dans l'exercice de ses fonctions au Québec et suivant les limites définies à son acte d'autorisation, tous les pouvoirs et la protection dont bénéficient les policiers du Québec.

En matière de déontologie, la loi prévoit qu'une personne peut adresser au Commissaire à la déontologie policière du Québec une plainte relative à la conduite au Québec d'un policier d'un autre ressort, mais qu'aucune sanction ne peut lui être imposée en vertu de la Loi sur la police. Elle établit la procédure de traitement de ces plaintes par le Commissaire et les informations que ce dernier doit transmettre à l'autorité qui traiterait normalement la plainte dans la province ou le territoire d'origine du policier.

En outre, la loi permet à un policier du Québec d'être autorisé par l'autorité compétente d'une autre province ou d'un territoire du Canada à y exercer des fonctions à titre de policier. Elle établit que la Loi sur la police continue de s'appliquer à ce policier lorsqu'il exerce des fonctions dans cette autre province ou ce territoire. Elle prévoit que le Commissaire à la déontologie policière du Québec peut être saisi d'une plainte relative à la conduite d'un policier du Québec déposée dans une autre province ou un territoire et que la plainte est traitée comme si la conduite du policier avait eu lieu au Québec.

Enfin, la loi contient des dispositions concernant l'indemnisation, entre les autorités de qui relèvent les corps de police, des coûts relatifs à l'exercice de pouvoirs extraterritoriaux par les policiers qui en sont investis.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Sécurité publique
<b>Parrain :</b>	M. Jacques P. Dupuis
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-11-17
<b>Adoption du principe :</b>	2009-11-24
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CI 2009-11-26

**Dépôt du rapport  
de la commission:** 2009-11-27

**Prise en considération  
du rapport de la commission:** 2009-12-01

**Adoption du projet de loi:** 2009-12-02

**Sanction:** 2009-12-04

**Entrée en vigueur:** 2009-12-04

**Loi modifiée:** Loi sur la police (L.R.Q., chapitre P-13.1)

**Chapitre 60** (projet de loi n° 80)

Loi prolongeant le mandat de la personne désignée pour remplir temporairement les fonctions du commissaire au lobbyisme

**Objet:** Cette loi prévoit que le mandat de la personne qui, depuis le 6 juillet 2009, remplit temporairement les fonctions du commissaire au lobbyisme est prolongé jusqu'à ce qu'un commissaire soit nommé ou jusqu'au 11 juin 2010, selon la première de ces échéances.

<b>Ministre responsable :</b>	leader du gouvernement
<b>Parrain :</b>	M. Jacques P. Dupuis
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2009-12-03
<b>Adoption du principe :</b>	2009-12-03
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CP 2009-12-03
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2009-12-03
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2009-12-03
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2009-12-03
<b>Sanction :</b>	2009-12-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	2009-12-04
<b>Loi modifiée :</b>	Aucune

**Chapitre 61** (projet de loi n° 199)

Loi proclamant la Journée internationale de la non-violence

**Objet:** Cette loi a pour objet de proclamer le 2 octobre de chaque année Journée internationale de la non-violence.

<b>Parrain:</b>	M. Stéphane Bédard, député de Chicoutimi
<b>Présentation du projet de loi:</b>	2009-11-12
<b>Adoption du principe:</b>	2009-11-27
<b>Étude détaillée en commission:</b>	CP 2009-12-01
<b>Dépôt du rapport de la commission:</b>	2009-12-01 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission:</b>	2009-12-01
<b>Adoption du projet de loi:</b>	2009-12-02
<b>Sanction:</b>	2009-12-04
<b>Entrée en vigueur:</b>	2009-12-04
<b>Loi modifiée:</b>	Aucune





## LISTE DES LOIS PUBLIQUES PAR MINISTÈRE OU PAR SECTEUR

Chapitre	Ministère ou secteur Titre	Projet de loi
	<b>Administration gouvernementale, Conseil du trésor</b>	
2	Loi n° 1 sur les crédits, 2009-2010	n° 29
4	Loi n° 2 sur les crédits, 2009-2010	n° 39
53	Loi sur Infrastructure Québec	n° 65
56	Loi modifiant divers régimes de retraite du secteur public	n° 70
	<b>Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire</b>	
11	Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives	n° 33
26	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	n° 45
	<b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>	
10	Loi visant la régularisation et le développement d'abattoirs de proximité et modifiant la Loi sur les produits alimentaires	n° 4
	<b>Assemblée nationale</b>	
60	Loi prolongeant le mandat de la personne désignée pour remplir temporairement les fonctions du commissaire au lobbyisme	n° 80
61	Loi proclamant la Journée internationale de la non-violence	n° 199
	<b>Culture, Communications et Condition féminine</b>	
20	Loi modifiant la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec	n° 10
32	Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et d'autres dispositions législatives	n° 32
	<b>Développement durable, Environnement et Parcs</b>	
21	Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection	n° 27
31	Loi concernant la délimitation du domaine hydrique de l'État et la protection de milieux humides le long d'une partie de la rivière Richelieu	n° 28
33	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives en matière de changements climatiques	n° 42
	<b>Éducation, Loisir et Sport</b>	
6	Loi sur l'Institut national des mines	n° 13
	<b>Emploi et Solidarité sociale</b>	
1	Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et d'autres dispositions législatives en vue d'atténuer les effets de la crise financière à l'égard de régimes visés par cette loi	n° 1

Chapitre	Ministère ou secteur Titre	Projet de loi
41	Loi concernant la gouvernance de la Régie des rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives	n° 22
43	Loi concernant la mise en œuvre du neuvième protocole de modification de l'Accord sur le commerce intérieur	n° 55
<b>Famille et Aînés</b>		
36	Loi sur la représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant et modifiant diverses dispositions législatives	n° 51
39	Loi instituant le fonds pour le développement des jeunes enfants et modifiant la Loi instituant le Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie ( <i>titre modifié</i> )	n° 7
42	Loi instituant le fonds de soutien aux proches aidants ( <i>titre modifié</i> )	n° 6
<b>Finances</b>		
13	Loi modifiant les lois constitutives de Capital régional et coopératif Desjardins, de Fondation et du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	n° 11
25	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives	n° 8
27	Loi modifiant la Loi sur les coopératives de services financiers et d'autres dispositions législatives	n° 50
38	Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et diverses dispositions législatives concernant la mise en œuvre de la réforme comptable	n° 40
52	Loi sur les sociétés par actions	n° 63
58	Loi modifiant diverses dispositions législatives afin principalement de resserrer l'encadrement du secteur financier	n° 74
<b>Justice</b>		
8	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et la Loi sur le ministère de la Justice	n° 20
12	Loi modifiant le Code de procédure civile pour prévenir l'utilisation abusive des tribunaux et favoriser le respect de la liberté d'expression et la participation des citoyens aux débats publics	n° 9
16	Loi permettant la mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles ainsi que d'autres ententes du même type	n° 3
28	Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines	n° 21
35	Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives	n° 46
40	Loi sur le Recueil des lois et des règlements du Québec	n° 18
44	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et la Loi sur les cours municipales concernant la sécurité dans les tribunaux judiciaires	n° 15
50	Loi instituant le poste de Commissaire aux plaintes concernant les mécanismes de reconnaissance des compétences professionnelles	n° 53

Chapitre	Ministère ou secteur Titre	Projet de loi
51	Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur et d'autres dispositions législatives	n° 60
	<b>Réforme des institutions démocratiques</b>	
3	Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives	n° 36
37	Loi modifiant la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme	n° 62
	<b>Relations internationales</b>	
7	Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse et modifiant diverses dispositions législatives	n° 17
	<b>Ressources naturelles et Faune</b>	
49	Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	n° 52
	<b>Revenu</b>	
5	Loi donnant suite au discours sur le budget du 24 mai 2007, à la déclaration ministérielle du 1 <sup>er</sup> juin 2007 concernant la politique budgétaire 2007-2008 du gouvernement et à certains autres énoncés budgétaires	n° 2
15	Loi donnant suite au discours sur le budget du 13 mars 2008 et à certains autres énoncés budgétaires	n° 37
47	Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et d'autres dispositions législatives principalement afin de lutter contre la contrebande de tabac	n° 59
	<b>Santé et Services sociaux</b>	
14	Loi prolongeant le mandat des membres des conseils d'administration des établissements publics de santé et de services sociaux	n° 14
23	Loi modifiant la Loi approuvant l'Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake	n° 47
24	Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant et modifiant diverses dispositions législatives	n° 49
29	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les centres médicaux spécialisés et les laboratoires d'imagerie médicale générale	n° 34
30	Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée	n° 26
34	Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés au tabac	n° 43
45	Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de santé	n° 24
46	Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la certification de certaines ressources offrant de l'hébergement pour des clientèles vulnérables ( <i>titre modifié</i> )	n° 56

Chapitre	Ministère ou secteur Titre	Projet de loi
<b>Sécurité publique</b>		
54	Loi modifiant la Loi visant à favoriser la protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des armes à feu et modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports	n° 66
59	Loi modifiant la Loi sur la police concernant les pouvoirs extraterritoriaux des policiers	n° 75
<b>Tourisme</b>		
22	Loi modifiant la Loi sur les établissements d'hébergement touristique et d'autres dispositions législatives	n° 31
<b>Transports</b>		
17	Loi modifiant la Loi concernant les services de transport par taxi	n° 5
18	Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route	n° 30
48	Loi modifiant la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport et d'autres dispositions législatives	n° 41
55	Loi modifiant le Code de la sécurité routière concernant les écoles de conduite	n° 69
<b>Travail</b>		
9	Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale	n° 25
19	Loi modifiant le régime de santé et de sécurité du travail afin notamment de majorer certaines indemnités de décès et certaines amendes et d'alléger les modalités de paiement de la cotisation pour les employeurs	n° 35
57	Loi prévoyant certaines mesures afin de lutter contre la criminalité dans l'industrie de la construction	n° 73

## LISTE DES PROJETS DE LOI PRÉSENTÉS EN 2009, MAIS NON ADOPTÉS EN 2009

### Projets de loi publics

- n° 16 Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle
- n° 38 Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire et la Loi sur l'Université du Québec en matière de gouvernance
- n° 44 Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance
- n° 48 Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale
- n° 54 Loi modifiant la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique et la Loi sur la Régie de l'énergie
- n° 57 Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (*titre modifié*)
- n° 58 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives concernant les communautés métropolitaines
- n° 64 Loi donnant suite à l'énoncé économique du 14 janvier 2009, au discours sur le budget du 19 mars 2009 et à certains autres énoncés budgétaires
- n° 67 Loi sur l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
- n° 71 Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives
- n° 76 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le processus d'attribution des contrats des organismes municipaux
- n° 77 Loi modifiant la Loi sur le cadastre et le Code civil
- n° 78 Loi modifiant la Loi électorale concernant la représentation électorale et les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions législatives
- n° 79 Loi modifiant la Loi sur les mines

### Projets de loi publics des députés

- n° 190 Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs
- n° 191 Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
- n° 192 Loi modifiant la Loi permettant d'assurer l'agrandissement du parc national du Mont-Orford, la préservation de la biodiversité de territoires limitrophes et le maintien des activités récréotouristiques afin de réintégrer dans les limites territoriales de ce parc les terres qui en ont été distraites
- n° 193 Loi modifiant la Loi sur les transports
- n° 194 Loi modifiant la Loi sur l'assurance maladie
- n° 196 Loi sur la protection des dénonciateurs du secteur public québécois
- n° 198 Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
- n° 390 Loi proclamant le Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens (l'Holodomor)
- n° 391 Loi visant à affirmer les valeurs fondamentales de la nation québécoise

## Projet de loi d'intérêt privé

n° 216 Loi concernant la Ville de Rimouski

**LISTE DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ENTRÉES OU  
ENTRANT EN VIGUEUR PAR UN DÉCRET DE 2009**

- |             |  |
|-------------|--|
| 1998, c. 24 | Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi sur les terres du domaine public  |
| 2010-01-21: | <p>aa. 1 (par. 1°), 2, 3 (par. 2°-4°), 71-74, 75 (par. 1°, 2°), 76-81, 82 (dans la mesure où il édicte aa. 169.1, 169.2 (par. 3°)), 83-101, 102 (par. 1°), 103 (à l'égard des demandes de permis ou de bail relatif au pétrole, au gaz naturel ou à un réservoir souterrain ou pour une autorisation d'exploiter de la saumure), 104, 113 (par. 1°), 115, 117 (par. 1°), 123, 127 (par. 2°), 128 (par. 2°, 10°, 11°, 12° (à l'égard des demandes de permis ou de bail relatif au pétrole, au gaz naturel ou à un réservoir souterrain ou pour une autorisation d'exploiter de la saumure)), 131, 132, 154-157</p> <p>Décret n° 1380-2009</p> <p>G.O., 2010, Partie 2, p. 5</p> |
| 2002, c. 45 | Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier ( <i>Loi sur l'Autorité des marchés financiers</i> )   |
| Note:       | <p>aa. 342, 343, 361, 378, 384, 390, 400, 403, 416, 418, 483, 484, 491, 727-729 (entrée en vigueur reportée)</p> <p>Décret n° 1282-2009</p> <p>G.O., 2009, Partie 2, p. 5909</p>   |
| 2004, c. 37 | Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives  |
| 2009-09-28: | <p>a. 32 (dans la mesure où il édicte a. 308.2 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1))</p> <p>Décret n° 961-2009</p> <p>G.O., 2009, Partie 2, p. 4701, 4702</p>   |
| 2005, c. 32 | Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives   |
| 2010-01-01: | <p>a. 240 (les mots « ou à un professionnel de la santé », « ou de ce professionnel » et « ou auxquels ce professionnel de la santé dispense des services de santé » dans l'alinéa introduit par le par. 2°)</p> <p>Décret n° 1385-2009</p> <p>G.O., 2010, Partie 2, p. 81, 82</p>   |



- 2006, c. 34      Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives
- 2009-05-14:      aa. 39 (dans la mesure où il édicte aa. 72.9, 72.10 de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)), 70 (dans la mesure où il édicte a. 132 (1<sup>er</sup> al. (par. j)) de la Loi sur la protection de la jeunesse  
Décret n° 479-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 2167
- 2006, c. 50      Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives
- 2009-09-28:      a. 108 (par. 5°) (dans la mesure où il introduit a. 331.1 (par. 6.2°) de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1))  
Décret n° 961-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 4701, 4702
- 2006, c. 51      Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique
- 2009-09-01:      aa. 1-3, 5, 6  
Décret n° 883-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 4465
- 2007, c. 21      Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant d'autres dispositions législatives
- 2009-04-15:      a. 32  
Décret n° 407-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 1773
- 2007, c. 40      Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Règlement sur les points d'inaptitude
- 2009-08-19:      a. 105  
Décret n° 863-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 2963
- 2009-12-06:      aa. 8, 9, 12, 13, 15, 16 (à l'exception des mentions « 79, » et « , 185 et 191.2 » dans le par. 2°), 18, 19, 27, 29, 30, 32, 33, 35 (par. 2°), 40 (a. 209.2.1 (1<sup>er</sup> al. (par. 1°)) du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) qu'il édicte), 68-71, 75, 76, 84-86, 96  
Décret n° 1206-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 5359A



- 2010-01-17: aa. 10, 11 (à l'exception de « , d'un cyclomoteur »), 17  
Décret n° 1310-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 5910
- 2008, c. 11 Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives
- Note: aa. 118 (par. 2°) et 120 (entrée en vigueur reportée)  
Décret n° 75-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 129A
- 2008, c. 13 Loi modifiant la Loi sur la police et d'autres dispositions législatives
- 2009-02-11: a. 13  
Décret n° 51-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 233
- 2009-04-01: aa. 1, 2, 5-11, 14, 15  
Décret n° 257-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 1343
- 2008, c. 14 Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives
- 2009-12-06: aa. 11 (par. 2°), 58  
Décret n° 1207-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 5360A
- 2008, c. 18 Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale
- 2009-06-01: aa. 91-94, 106  
Décret n° 602-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 2553
- 2009-12-01: a. 80  
Décret n° 1035-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 5041
- 2008, c. 24 Loi sur les instruments dérivés
- 2009-02-01: aa. 1-54, 56, 57, 60-81, 82 (sauf 2° al.), 86-174, 175 (sauf 1<sup>er</sup> al. (par. 21°, 22°)), 176-179, 182-222, 224-239  
Décret n° 19-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 21A
- 2009-09-28: aa. 55, 58, 59  
Décret n° 960-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 4701

- 2008, c. 29      Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives
- 2009-02-11:      aa. 26, 30, 35  
Décret n° 92-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 343
- 2009-07-01:      1-8, 19, 20, 22-25, 28, 29, 31-33, 54  
Décret n° 92-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 343
- 2009-09-01:      aa. 37, 38  
Décret n° 883-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 4465
- 2011-01-01:      aa. 36, 39-53  
Décret n° 883-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 4465
- 2011-11-06:      aa. 9-18, 21, 34  
Décret n° 883-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 4465
- 2009, c. 19      Loi modifiant le régime de santé et de sécurité du travail afin notamment de majorer certaines indemnités de décès et certaines amendes et d'alléger les modalités de paiement de la cotisation pour les employeurs
- 2009-06-18:      aa. 1-6, 8-11, 17-20, 29  
Décret n° 769-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 2819, 2820
- 2009, c. 21      Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection
- 2009-06-18:      préambule, aa. 1-17  
Décret n° 708-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 2819
- 2009, c. 24      Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant et modifiant diverses dispositions législatives
- 2010-01-01:      aa. 72, 73, 92, 93  
Décret n° 1384-2009  
G.O., 2010, Partie 2, p. 81

- 2009, c. 25      Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives
- 2009-09-28:      aa. 1-3, 5, 8-32, 34-46, 52-58, 60, 62, 63, 65-75, 77, 79-104, 106-112, 115, 117-135  
Décret n° 961-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 4701, 4702
- 2009, c. 36      Loi sur la représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant et modifiant diverses dispositions législatives
- 2009-10-21:      aa. 30-48, 56, 57  
Décret n° 1102-2009  
G.O., 2009, Partie 2, p. 5197



## TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES EN 2009

Les chiffres en caractères gras sont les numéros des articles.

Les renseignements de ce tableau sont tous donnés sans égard à la date d'entrée en vigueur des modifications. Ce tableau indique les modifications apportées aux lois publiques par les dispositions de lois sans égard aux modifications qui peuvent leur être apportées par d'autres sources tels des décrets.

Les lois non sujettes à la refonte, celles qui ne sont pas encore refondues et le Code civil du Québec sont inscrits à la suite des Lois refondues du Québec.

### Abréviations

a. = article	c. = chapitre
aa. = articles	Form. = Formule
Ab. = Abrogé	ptie = partie
Ann. = Annexe	Remp. = Remplacé
App. = Appendice	sess. = session

#### Référence

#### Titre Modifications

### 1- LOIS REFONDUES DU QUÉBEC

c. A-3.001	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles  2, 2009, c. 24, a. 72 18, 2009, c. 24, a. 73 81.1, 2009, c. 19, a. 1 100, 2009, c. 19, a. 2 101.1, 2009, c. 19, a. 3 110, 2009, c. 19, a. 4 111, 2009, c. 19, a. 5 139, 2009, c. 19, a. 6 345, 2009, c. 19, a. 7 361, 2009, c. 19, a. 8 362, 2009, c. 19, a. 9 362.1, 2009, c. 19, a. 10 Ann. III, 2009, c. 19, a. 11
c. A-4.1	Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents  10, 2009, c. 52, a. 714
c. A-6.001	Loi sur l'administration financière  16, 2009, c. 38, a. 11 87, 2009, c. 38, a. 12 89, 2009, c. 38, a. 13 90, 2009, c. 38, a. 14 Ann. 2, 2009, c. 6, a. 31; 2009, c. 7, a. 44; 2009, c. 32, a. 24; 2009, c. 53, a. 44; 2009, c. 58, a. 1
c. A-6.01	Loi sur l'administration publique  29, 2009, c. 3, a. 3 73, 2009, c. 38, a. 15

Référence	Titre Modifications
c. A-7.002	Loi sur l'Agence des partenariats public-privé du Québec <b>Ab.</b> , 2009, c. 53, a. 63 ( <i>sauf exceptions</i> )
c. A-10	Loi sur les agents de voyages <b>1</b> , 2009, c. 51, a. 21 <b>3</b> , 2009, c. 51, a. 22 <b>4</b> , 2009, c. 51, a. 24 <b>5</b> , <b>Ab.</b> 2009, c. 51, a. 25 <b>7</b> , 2009, c. 51, a. 26 <b>8</b> , 2009, c. 51, a. 27 <b>12</b> , 2009, c. 51, a. 28 <b>36</b> , 2009, c. 51, a. 29 <b>37</b> , 2009, c. 51, a. 30 <b>40.1</b> , 2009, c. 51, a. 31
c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme <b>6</b> , 2009, c. 26, a. 1 <b>137.2</b> , 2009, c. 26, a. 2 <b>145.42</b> , 2009, c. 26, a. 3 <b>145.43</b> , 2009, c. 26, a. 3 <b>227</b> , 2009, c. 26, a. 4
c. A-23	Loi sur les arpenteurs-géomètres <b>52</b> , 2009, c. 35, a. 29 <b>56</b> , 2009, c. 35, a. 30 <b>57</b> , 2009, c. 35, a. 31
c. A-23.001	Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture <b>2</b> , 2009, c. 25, a. 50 <b>17</b> , 2009, c. 25, a. 51 <b>80.1</b> , 2009, c. 51, a. 32
c. A-23.1	Loi sur l'Assemblée nationale <b>35</b> , 2009, c. 3, a. 2
c. A-26	Loi sur l'assurance-dépôts <b>1</b> , 2009, c. 58, a. 3 <b>1.1</b> , 2009, c. 58, a. 3 <b>1.2</b> , 2009, c. 58, a. 3 <b>17</b> , <b>Ab.</b> 2009, c. 58, a. 4 <b>18</b> , <b>Ab.</b> 2009, c. 58, a. 4 <b>25</b> , 2009, c. 52, a. 497; <b>Ab.</b> 2009, c. 58, a. 4 <b>26</b> , <b>Ab.</b> 2009, c. 58, a. 4 <b>27</b> , 2009, c. 58, a. 5 <b>28</b> , 2009, c. 58, a. 6 <b>31.3</b> , 2009, c. 58, a. 7 <b>31.4</b> , 2009, c. 58, a. 8 <b>32.1</b> , 2009, c. 58, a. 9 <b>33.1</b> , 2009, c. 27, a. 9; 2009, c. 58, a. 10 <b>34.1</b> , 2009, c. 58, a. 11 <b>34.2</b> , 2009, c. 58, a. 12 <b>34.4</b> , 2009, c. 58, a. 13 <b>35</b> , 2009, c. 58, a. 14 <b>35.1</b> , 2009, c. 58, a. 15 <b>40</b> , 2009, c. 58, a. 16 <b>40.0.1</b> , 2009, c. 58, a. 17 <b>40.0.2</b> , 2009, c. 58, a. 17 <b>40.0.3</b> , 2009, c. 58, a. 17 <b>40.0.4</b> , 2009, c. 58, a. 17

Référence	Titre Modifications
c. A-26	Loi sur l'assurance-dépôts — <i>Suite</i> 40.0.5, 2009, c. 58, a. 17 40.0.6, 2009, c. 58, a. 17 40.0.7, 2009, c. 58, a. 17 40.0.8, 2009, c. 58, a. 17 40.0.9, 2009, c. 58, a. 17 40.2.1, 2009, c. 58, a. 18 40.3.1, 2009, c. 58, a. 19 40.3.2, Ab. 2009, c. 58, a. 20 40.3.3, Ab. 2009, c. 58, a. 20 41.3, 2009, c. 58, a. 21 42, 2009, c. 58, a. 22 43, 2009, c. 58, a. 23 45, 2009, c. 58, a. 24 45.1, 2009, c. 58, a. 25 51, Ab. 2009, c. 58, a. 26 55, Ab. 2009, c. 58, a. 26 57, 2009, c. 58, a. 27
c. A-29	Loi sur l'assurance maladie 3, 2009, c. 30, a. 46; 2009, c. 45, a. 1 15.1, 2009, c. 29, a. 29 22.0.0.0.1, 2009, c. 29, a. 30; 2009, c. 30, a. 47 65, 2009, c. 45, a. 2 67, 2009, c. 45, a. 3 69, 2009, c. 30, a. 48
c. A-29.01	Loi sur l'assurance médicaments 23, 2009, c. 5, a. 1 24, 2009, c. 5, a. 2 24.1, 2009, c. 5, a. 3
c. A-29.011	Loi sur l'assurance parentale 3, 2009, c. 24, a. 74 6, 2009, c. 24, a. 75 20, 2009, c. 24, a. 76 21, 2009, c. 24, a. 77 22, 2009, c. 24, a. 78 37, 2009, c. 24, a. 79 43, 2009, c. 24, a. 80 49, 2009, c. 24, a. 81 53, 2009, c. 24, a. 82 54, 2009, c. 24, a. 83 55, 2009, c. 24, a. 84 56, 2009, c. 24, a. 85 66, 2009, c. 24, a. 86 67, 2009, c. 24, a. 87 94, 2009, c. 24, a. 88
c. A-32	Loi sur les assurances 1, 2009, c. 52, a. 498 20, 2009, c. 52, a. 499 23, 2009, c. 52, a. 500 33.1, 2009, c. 52, a. 501 35, 2009, c. 52, a. 502 35.1, 2009, c. 52, a. 503 35.1.1, 2009, c. 52, a. 503 35.2, 2009, c. 52, a. 504 35.3, 2009, c. 52, a. 505 37, 2009, c. 52, a. 524 39, 2009, c. 52, a. 506

Référence	Titre Modifications
c. A-32	Loi sur les assurances — <i>Suite</i> 52.2, 2009, c. 52, a. 507 66.2, 2009, c. 52, a. 508 93.22, 2009, c. 52, a. 509 93.27, 2009, c. 52, a. 510 184.1, 2009, c. 52, a. 511 186, 2009, c. 52, a. 512 194, 2009, c. 52, a. 513 200.0.2, 2009, c. 52, a. 514 200.0.4, 2009, c. 52, a. 515 200.0.9, 2009, c. 52, a. 516 200.0.11, 2009, c. 52, a. 517 200.0.12, 2009, c. 52, a. 518 200.0.14, Ab. 2009, c. 52, a. 519 200.0.15, Ab. 2009, c. 52, a. 519 200.0.16, 2009, c. 52, a. 524 200.3, 2009, c. 52, a. 520 200.6, 2009, c. 52, a. 521 200.8, 2009, c. 52, a. 522 243, 2009, c. 58, a. 28 269, 2009, c. 58, a. 29 285.37, 2009, c. 58, a. 30 325.0.2, 2009, c. 58, a. 31 420, 2009, c. 52, a. 523 420.1, 2009, c. 52, a. 524
c. A-33.2	Loi sur l'Autorité des marchés financiers 35.1, 2009, c. 58, a. 32 38.2, 2009, c. 58, a. 33 61, 2009, c. 58, a. 34 73, 2009, c. 58, a. 35 92, 2009, c. 58, a. 38 93, 2009, c. 58, a. 39 94, 2009, c. 58, a. 40 95, 2009, c. 58, a. 41 96, Ab. 2009, c. 58, a. 42 114, 2009, c. 58, a. 43 115, 2009, c. 58, a. 44 115.1, 2009, c. 58, a. 45 115.2, 2009, c. 58, a. 45 115.3, 2009, c. 58, a. 45 115.4, 2009, c. 58, a. 45 115.5, 2009, c. 58, a. 45 115.6, 2009, c. 58, a. 45 115.7, 2009, c. 58, a. 45 115.8, 2009, c. 58, a. 45 115.9, 2009, c. 58, a. 45 115.10, 2009, c. 58, a. 45 115.11, 2009, c. 58, a. 45 115.12, 2009, c. 58, a. 45 115.13, 2009, c. 58, a. 45 115.14, 2009, c. 58, a. 45 115.15, 2009, c. 58, a. 45 115.16, 2009, c. 58, a. 45 115.17, 2009, c. 58, a. 45 115.18, 2009, c. 58, a. 45 115.19, 2009, c. 58, a. 45 115.20, 2009, c. 58, a. 45 115.21, 2009, c. 58, a. 45 115.22, 2009, c. 58, a. 45



Référence	Titre Modifications
c. B-1	Loi sur le Barreau 5, 2009, c. 35, a. 32 10, 2009, c. 35, a. 33 11, 2009, c. 35, a. 34 15, 2009, c. 35, a. 35 22.1, 2009, c. 35, a. 36 44, 2009, c. 35, a. 37 45, 2009, c. 35, a. 38 46, 2009, c. 35, a. 39 48, 2009, c. 35, a. 40 75, 2009, c. 35, a. 41 128, 2009, c. 52, a. 525 131, 2009, c. 35, a. 42 142, 2009, c. 35, a. 43 Ann. I, 2009, c. 35, a. 44
c. B-1.1	Loi sur le bâtiment 58, 2009, c. 57, a. 1 60, 2009, c. 57, a. 2 61, 2009, c. 57, a. 3 65.1, 2009, c. 57, a. 4 65.4, 2009, c. 57, a. 5 70, 2009, c. 57, a. 6 196, 2009, c. 57, a. 7 196.1, 2009, c. 57, a. 8 196.2, 2009, c. 57, a. 8 196.3, 2009, c. 57, a. 8
c. C-6.1	Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins 15, 2009, c. 13, a. 1
c. C-8.1.1	Loi sur le Centre de services partagés du Québec 41, 2009, c. 40, a. 16
c. C-8.3	Loi sur les centres financiers internationaux 4, 2009, c. 15, a. 1 ; 2009, c. 25, a. 52 ; 2009, c. 58, a. 46 7.1, 2009, c. 15, a. 2 51.1, 2009, c. 15, a. 3 51.4, 2009, c. 15, a. 4 51.5, 2009, c. 15, a. 4 65, 2009, c. 5, a. 4
c. C-11.3	Charte de la Ville de Longueuil 54.14, 2009, c. 26, a. 5
c. C-11.4	Charte de la Ville de Montréal 83.15, 2009, c. 26, a. 6 83.16, 2009, c. 26, a. 6 83.17, 2009, c. 26, a. 6 83.18, 2009, c. 26, a. 6 83.19, 2009, c. 26, a. 6 83.20, 2009, c. 26, a. 6 83.21, 2009, c. 26, a. 6 83.22, 2009, c. 26, a. 6 85, 2009, c. 26, a. 7 85.1, 2009, c. 26, a. 8 86.1, 2009, c. 26, a. 9 151.13, 2009, c. 26, a. 10 151.14, 2009, c. 26, a. 10

Référence	Titre Modifications
c. C-11.4	Charte de la Ville de Montréal — <i>Suite</i> <b>151.15</b> , 2009, c. 26, a. 10 <b>151.16</b> , 2009, c. 26, a. 10 <b>151.17</b> , 2009, c. 26, a. 10 <b>151.18</b> , 2009, c. 26, a. 10 <b>11 (Ann. C)</b> , 2009, c. 52, a. 526 <b>12 (Ann. C)</b> , 2009, c. 52, a. 527 <b>133 (Ann. C)</b> , 2009, c. 26, a. 11 <b>140 (Ann. C)</b> , 2009, c. 52, a. 528 <b>180 (Ann. C)</b> , 2009, c. 52, a. 529 <b>187 (Ann. C)</b> , 2009, c. 52, a. 530 <b>222 (Ann. C)</b> , 2009, c. 52, a. 531 <b>224 (Ann. C)</b> , 2009, c. 26, a. 12 <b>233 (Ann. C)</b> , 2009, c. 52, a. 532 <b>262 (Ann. C)</b> , 2009, c. 52, a. 533 <b>269 (Ann. C)</b> , Ab. 2009, c. 26, a. 13 <b>Ann. D</b> , 2009, c. 26, a. 14
c. C-11.5	Charte de la Ville de Québec <b>35.11</b> , 2009, c. 26, a. 15 <b>31 (Ann. C)</b> , 2009, c. 26, a. 16 <b>38 (Ann. C)</b> , 2009, c. 52, a. 534 <b>162 (Ann. C)</b> , 2009, c. 52, a. 535
c. C-15	Loi sur les chimistes professionnels <b>12</b> , Ab. 2009, c. 35, a. 45 <b>13</b> , Ab. 2009, c. 35, a. 45 <b>14</b> , Ab. 2009, c. 35, a. 45 <b>15</b> , Ab. 2009, c. 35, a. 45
c. C-18.1	Loi sur le cinéma <b>101</b> , 2009, c. 52, a. 536 <b>110</b> , 2009, c. 52, a. 537 <b>122.5</b> , 2009, c. 52, a. 538
c. C-19	Loi sur les cités et villes <b>29.5</b> , 2009, c. 26, a. 17 <b>99</b> , 2009, c. 26, a. 18 <b>107.17</b> , 2009, c. 26, a. 19 <b>114.2</b> , 2009, c. 52, a. 539 <b>464</b> , 2009, c. 26, a. 20 <b>465.3</b> , 2009, c. 52, a. 540 <b>465.6</b> , 2009, c. 52, a. 541 <b>465.9.1</b> , 2009, c. 52, a. 542 <b>465.10</b> , 2009, c. 52, a. 543 <b>474</b> , 2009, c. 26, a. 21 <b>573</b> , 2009, c. 26, a. 22 <b>573.3</b> , 2009, c. 26, a. 23
c. C-24.2	Code de la sécurité routière <b>31.1</b> , 2009, c. 48, a. 15 <b>62</b> , 2009, c. 55, a. 1 <b>66.1</b> , 2009, c. 55, a. 2 <b>417.1</b> , 2009, c. 48, a. 16 <b>417.2</b> , 2009, c. 48, a. 17 <b>509.2</b> , 2009, c. 48, a. 18 <b>592</b> , 2009, c. 48, a. 19 <b>592.0.1</b> , 2009, c. 48, a. 20 <b>592.0.2</b> , 2009, c. 48, a. 20

Référence	Titre Modifications
c. C-24.2	Code de la sécurité routière — <i>Suite</i> <b>592.5</b> , 2009, c. 48, a. 21 <b>595.1</b> , 2009, c. 48, a. 22 <b>595.2</b> , 2009, c. 48, a. 22 <b>597.2</b> , 2009, c. 48, a. 23 <b>648</b> , 2009, c. 48, a. 24 <b>648.2</b> , 2009, c. 26, a. 24 <b>660</b> , 2009, c. 55, a. 3
c. C-25	Code de procédure civile <b>26</b> , 2009, c. 12, a. 1 <b>54.1</b> , 2009, c. 12, a. 2 <b>54.2</b> , 2009, c. 12, a. 2 <b>54.3</b> , 2009, c. 12, a. 2 <b>54.4</b> , 2009, c. 12, a. 2 <b>54.5</b> , 2009, c. 12, a. 2 <b>54.6</b> , 2009, c. 12, a. 2 <b>75.1</b> , Ab. 2009, c. 12, a. 3 <b>75.2</b> , Ab. 2009, c. 12, a. 3 <b>151.11</b> , 2009, c. 12, a. 4 <b>547</b> , 2009, c. 12, a. 5 <b>570</b> , 2009, c. 52, a. 544 <b>631</b> , 2009, c. 52, a. 545
c. C-25.1	Code de procédure pénale <b>241</b> , 2009, c. 58, a. 47 <b>363</b> , 2009, c. 26, a. 25
c. C-26	Code des professions <b>5</b> , 2009, c. 50, a. 2 <b>12</b> , 2009, c. 50, a. 3 <b>16.1</b> , 2009, c. 50, a. 4 <b>16.9</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>16.10</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>16.11</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>16.12</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>16.13</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>16.14</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>16.15</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>16.16</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>16.17</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>16.18</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>16.19</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>16.20</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>16.21</b> , 2009, c. 50, a. 5 <b>27</b> , 2009, c. 28, a. 1 <b>27.2</b> , 2009, c. 28, a. 2 <b>32</b> , 2009, c. 35, a. 1 <b>36</b> , 2009, c. 28, a. 3; 2009, c. 35, a. 2 <b>37</b> , 2009, c. 28, a. 4; 2009, c. 35, a. 3 <b>37.1</b> , 2009, c. 28, a. 5 <b>38</b> , 2009, c. 28, a. 6 <b>39.2</b> , 2009, c. 28, a. 7 <b>39.4</b> , 2009, c. 28, a. 8 <b>42</b> , 2009, c. 16, a. 1 <b>42.1</b> , 2009, c. 16, a. 2 <b>70</b> , 2009, c. 35, a. 4 <b>71</b> , 2009, c. 35, a. 5 <b>74</b> , 2009, c. 35, a. 6 <b>93</b> , 2009, c. 16, a. 3 <b>95</b> , 2009, c. 16, a. 4

Référence	Titre Modifications
c. C-26	Code des professions — <i>Suite</i> <b>95.0.1</b> , 2009, c. 16, a. 5 <b>108.8</b> , 2009, c. 35, a. 7 <b>112</b> , 2009, c. 35, a. 8 <b>118</b> , 2009, c. 35, a. 9 <b>118.3</b> , 2009, c. 35, a. 10 <b>133</b> , 2009, c. 35, a. 11 <b>134</b> , 2009, c. 35, a. 12 <b>143.1</b> , 2009, c. 35, a. 13 <b>143.2</b> , 2009, c. 35, a. 13 <b>143.3</b> , 2009, c. 35, a. 14 <b>143.4</b> , 2009, c. 35, a. 15 <b>151</b> , 2009, c. 35, a. 16 <b>164</b> , 2009, c. 35, a. 17 <b>182.1</b> , 2009, c. 28, a. 9; 2009, c. 35, a. 18 <b>182.2</b> , 2009, c. 28, a. 10; 2009, c. 35, a. 19 <b>182.4</b> , 2009, c. 35, a. 20 <b>187.1</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.2</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.3</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.3.1</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.3.2</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.4</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.4.1</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.4.2</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.4.3</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.5</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.5.1</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.5.2</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.5.3</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.5.4</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.5.5</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.5.6</b> , 2009, c. 28, a. 11 <b>187.10.1</b> , 2009, c. 35, a. 21 <b>187.10.2</b> , 2009, c. 35, a. 22 <b>187.10.2.1</b> , 2009, c. 35, a. 23 <b>187.10.4</b> , 2009, c. 35, a. 24 <b>189.0.1</b> , 2009, c. 35, a. 25 <b>196.2</b> , 2009, c. 35, a. 26 <b>Ann. I</b> , 2009, c. 28, a. 12; 2009, c. 35, a. 27
c. C-27	Code du travail <b>152.1</b> , 2009, c. 32, a. 25 <b>Ann. I</b> , 2009, c. 24, a. 89; 2009, c. 32, a. 26; 2009, c. 36, a. 71
c. C-27.1	Code municipal du Québec <b>14.3</b> , 2009, c. 26, a. 26 <b>25</b> , 2009, c. 52, a. 546 <b>203</b> , 2009, c. 26, a. 27 <b>209</b> , 2009, c. 52, a. 547 <b>711</b> , 2009, c. 26, a. 28 <b>711.0.1</b> , 2009, c. 26, a. 29 <b>711.1</b> , 2009, c. 26, a. 30 <b>711.4</b> , 2009, c. 52, a. 548 <b>711.7</b> , 2009, c. 52, a. 549 <b>711.10.1</b> , 2009, c. 52, a. 550 <b>711.11</b> , 2009, c. 52, a. 551 <b>935</b> , 2009, c. 26, a. 31 <b>938</b> , 2009, c. 26, a. 32 <b>954</b> , 2009, c. 26, a. 33

Référence	Titre Modifications
c. C-29	Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel <b>26.1</b> , 2009, c. 38, a. 16 <b>60</b> , 2009, c. 38, a. 17
c. C-35	Loi sur la Commission municipale <b>22</b> , 2009, c. 26, a. 34
c. C-37.01	Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal <b>108</b> , 2009, c. 26, a. 35 <b>189</b> , 2009, c. 26, a. 36
c. C-37.02	Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec <b>101</b> , 2009, c. 26, a. 37 <b>151</b> , 2009, c. 26, a. 38 <b>179</b> , 2009, c. 26, a. 39
c. C-38	Loi sur les compagnies <b>1</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>1.2</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>2.4</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>2.5</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>2.7</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>3</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>3.1</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>4</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>5</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>6</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>7</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>8</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>9</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>9.1</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>9.2</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>10</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>10.1</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>11</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>12</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>13</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>14</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>15</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>16</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>17</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>18</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>18.1</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>18.2</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>19</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>20</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>21</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>22</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>23</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>25</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>28</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>28.1</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>28.2</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>29</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>30</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>31</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>32</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>33</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>34</b> , 2009, c. 52, a. 728 <b>34.1</b> , 2009, c. 52, a. 728

## Référence

## Titre

## Modifications

c. C-38

Loi sur les compagnies — *Suite*

35, 2009, c. 52, a. 728  
 36, 2009, c. 52, a. 728  
 37, 2009, c. 52, a. 728  
 38, 2009, c. 52, a. 728  
 39, 2009, c. 52, a. 728  
 40, 2009, c. 52, a. 728  
 41, 2009, c. 52, a. 728  
 42, 2009, c. 52, a. 728  
 43, 2009, c. 52, a. 728  
 44, 2009, c. 52, a. 728  
 45, 2009, c. 52, a. 728  
 46, 2009, c. 52, a. 728  
 47, 2009, c. 52, a. 728  
 48, 2009, c. 52, a. 728  
 49, 2009, c. 52, a. 728  
 50, 2009, c. 52, a. 728  
 51, 2009, c. 52, a. 728  
 52, 2009, c. 52, a. 728  
 53, 2009, c. 52, a. 728  
 54, 2009, c. 52, a. 728  
 55, 2009, c. 52, a. 728  
 56, 2009, c. 52, a. 728  
 57, 2009, c. 52, a. 728  
 58, 2009, c. 52, a. 728  
 59, 2009, c. 52, a. 728  
 60, 2009, c. 52, a. 728  
 61, 2009, c. 52, a. 728  
 62, 2009, c. 52, a. 728  
 63, 2009, c. 52, a. 728  
 64, 2009, c. 52, a. 728  
 65, 2009, c. 52, a. 728  
 66, 2009, c. 52, a. 728  
 67, 2009, c. 52, a. 728  
 68, 2009, c. 52, a. 728  
 69, 2009, c. 52, a. 728  
 70, 2009, c. 52, a. 728  
 71, 2009, c. 52, a. 728  
 72, 2009, c. 52, a. 728  
 73, 2009, c. 52, a. 728  
 77, 2009, c. 52, a. 728  
 78, 2009, c. 52, a. 728  
 79, 2009, c. 52, a. 728  
 80, 2009, c. 52, a. 728  
 81, 2009, c. 52, a. 728  
 82, 2009, c. 52, a. 728  
 83, 2009, c. 52, a. 728  
 84, 2009, c. 52, a. 728  
 85, 2009, c. 52, a. 728  
 86, 2009, c. 52, a. 728  
 87, 2009, c. 52, a. 728  
 88, 2009, c. 52, a. 728  
 89, 2009, c. 52, a. 728  
 89.1, 2009, c. 52, a. 728  
 89.2, 2009, c. 52, a. 728  
 89.3, 2009, c. 52, a. 728  
 89.4, 2009, c. 52, a. 728  
 90, 2009, c. 52, a. 728  
 91, 2009, c. 52, a. 728  
 92, 2009, c. 52, a. 728  
 93, 2009, c. 52, a. 728  
 94, 2009, c. 52, a. 728  
 95, 2009, c. 52, a. 728  
 96, 2009, c. 52, a. 728

Référence	Titre Modifications
c. C-38	Loi sur les compagnies — <i>Suite</i>
	97, 2009, c. 52, a. 728
	98, 2009, c. 52, a. 728
	98.1, 2009, c. 52, a. 728
	98.2, 2009, c. 52, a. 728
	98.3, 2009, c. 52, a. 728
	98.4, 2009, c. 52, a. 728
	98.5, 2009, c. 52, a. 728
	98.6, 2009, c. 52, a. 728
	98.7, 2009, c. 52, a. 728
	98.8, 2009, c. 52, a. 728
	98.9, 2009, c. 52, a. 728
	98.10, 2009, c. 52, a. 728
	98.11, 2009, c. 52, a. 728
	98.12, 2009, c. 52, a. 728
	99, 2009, c. 52, a. 728
	100, 2009, c. 52, a. 728
	101, 2009, c. 52, a. 728
	102, 2009, c. 52, a. 728
	103, 2009, c. 52, a. 728
	104, 2009, c. 52, a. 728
	105, 2009, c. 52, a. 728
	106, 2009, c. 52, a. 728
	107, 2009, c. 52, a. 728
	108, 2009, c. 52, a. 728
	109, 2009, c. 52, a. 728
	110, 2009, c. 52, a. 728
	111, 2009, c. 52, a. 728
	112, 2009, c. 52, a. 728
	113, 2009, c. 52, a. 728
	114, 2009, c. 52, a. 728
	115, 2009, c. 52, a. 728
	116, 2009, c. 52, a. 728
	117, 2009, c. 52, a. 728
	118, 2009, c. 52, a. 728
	119, 2009, c. 52, a. 728
	120, 2009, c. 52, a. 728
	121, 2009, c. 52, a. 728
	122, 2009, c. 52, a. 728
	123, 2009, c. 52, a. 728
	123.0.1, 2009, c. 52, a. 728
	123.1, 2009, c. 52, a. 728
	123.2, 2009, c. 52, a. 728
	123.3, 2009, c. 52, a. 728
	123.4, 2009, c. 52, a. 728
	123.5, 2009, c. 52, a. 728
	123.6, 2009, c. 52, a. 728
	123.7, 2009, c. 52, a. 728
	123.8, 2009, c. 52, a. 728
	123.9, 2009, c. 52, a. 728
	123.10, 2009, c. 52, a. 728
	123.11, 2009, c. 52, a. 728
	123.12, 2009, c. 52, a. 728
	123.13, 2009, c. 52, a. 728
	123.14, 2009, c. 52, a. 728
	123.15, 2009, c. 52, a. 728
	123.16, 2009, c. 52, a. 728
	123.17, 2009, c. 52, a. 728
	123.18, 2009, c. 52, a. 728
	123.19, 2009, c. 52, a. 728
	123.20, 2009, c. 52, a. 728
	123.22, 2009, c. 52, a. 728
	123.23, 2009, c. 52, a. 728
	123.24, 2009, c. 52, a. 728

Référence	Titre Modifications
c. C-38	Loi sur les compagnies — <i>Suite</i>
	123.26, 2009, c. 52, a. 728
	123.27, 2009, c. 52, a. 728
	123.27.1, 2009, c. 52, a. 728
	123.27.2, 2009, c. 52, a. 728
	123.27.3, 2009, c. 52, a. 728
	123.27.4, 2009, c. 52, a. 728
	123.27.5, 2009, c. 52, a. 728
	123.29, 2009, c. 52, a. 728
	123.30, 2009, c. 52, a. 728
	123.31, 2009, c. 52, a. 728
	123.32, 2009, c. 52, a. 728
	123.33, 2009, c. 52, a. 728
	123.34, 2009, c. 52, a. 728
	123.35, 2009, c. 52, a. 728
	123.36, 2009, c. 52, a. 728
	123.38, 2009, c. 52, a. 728
	123.39, 2009, c. 52, a. 728
	123.40, 2009, c. 52, a. 728
	123.41, 2009, c. 52, a. 728
	123.42, 2009, c. 52, a. 728
	123.43, 2009, c. 52, a. 728
	123.44, 2009, c. 52, a. 728
	123.45, 2009, c. 52, a. 728
	123.46, 2009, c. 52, a. 728
	123.47, 2009, c. 52, a. 728
	123.48, 2009, c. 52, a. 728
	123.49, 2009, c. 52, a. 728
	123.50, 2009, c. 52, a. 728
	123.51, 2009, c. 52, a. 728
	123.52, 2009, c. 52, a. 728
	123.53, 2009, c. 52, a. 728
	123.54, 2009, c. 52, a. 728
	123.55, 2009, c. 52, a. 728
	123.56, 2009, c. 52, a. 728
	123.57, 2009, c. 52, a. 728
	123.58, 2009, c. 52, a. 728
	123.59, 2009, c. 52, a. 728
	123.60, 2009, c. 52, a. 728
	123.61, 2009, c. 52, a. 728
	123.62, 2009, c. 52, a. 728
	123.63, 2009, c. 52, a. 728
	123.64, 2009, c. 52, a. 728
	123.65, 2009, c. 52, a. 728
	123.66, 2009, c. 52, a. 728
	123.67, 2009, c. 52, a. 728
	123.68, 2009, c. 52, a. 728
	123.69, 2009, c. 52, a. 728
	123.70, 2009, c. 52, a. 728
	123.71, 2009, c. 52, a. 728
	123.72, 2009, c. 52, a. 728
	123.73, 2009, c. 52, a. 728
	123.74, 2009, c. 52, a. 728
	123.75, 2009, c. 52, a. 728
	123.76, 2009, c. 52, a. 728
	123.77, 2009, c. 52, a. 728
	123.78, 2009, c. 52, a. 728
	123.79, 2009, c. 52, a. 728
	123.80, 2009, c. 52, a. 728
	123.81, 2009, c. 52, a. 728
	123.82, 2009, c. 52, a. 728
	123.83, 2009, c. 52, a. 728
	123.84, 2009, c. 52, a. 728
	123.85, 2009, c. 52, a. 728



Référence	Titre Modifications
c. C-38	Loi sur les compagnies — <i>Suite</i>

123.86, 2009, c. 52, a. 728  
 123.87, 2009, c. 52, a. 728  
 123.88, 2009, c. 52, a. 728  
 123.89, 2009, c. 52, a. 728  
 123.90, 2009, c. 52, a. 728  
 123.91, 2009, c. 52, a. 728  
 123.92, 2009, c. 52, a. 728  
 123.93, 2009, c. 52, a. 728  
 123.94, 2009, c. 52, a. 728  
 123.95, 2009, c. 52, a. 728  
 123.96, 2009, c. 52, a. 728  
 123.97, 2009, c. 52, a. 728  
 123.98, 2009, c. 52, a. 728  
 123.99, 2009, c. 52, a. 728  
 123.100, 2009, c. 52, a. 728  
 123.101, 2009, c. 52, a. 728  
 123.102, 2009, c. 52, a. 728  
 123.103, 2009, c. 52, a. 728  
 123.104, 2009, c. 52, a. 728  
 123.105, 2009, c. 52, a. 728  
 123.106, 2009, c. 52, a. 728  
 123.107, 2009, c. 52, a. 728  
 123.107.1, 2009, c. 52, a. 728  
 123.108, 2009, c. 52, a. 728  
 123.109, 2009, c. 52, a. 728  
 123.110, 2009, c. 52, a. 728  
 123.111, 2009, c. 52, a. 728  
 123.112, 2009, c. 52, a. 728  
 123.113, 2009, c. 52, a. 728  
 123.114, 2009, c. 52, a. 728  
 123.115, 2009, c. 52, a. 728  
 123.116, 2009, c. 52, a. 728  
 123.117, 2009, c. 52, a. 728  
 123.118, 2009, c. 52, a. 728  
 123.119, 2009, c. 52, a. 728  
 123.120, 2009, c. 52, a. 728  
 123.121, 2009, c. 52, a. 728  
 123.122, 2009, c. 52, a. 728  
 123.123, 2009, c. 52, a. 728  
 123.124, 2009, c. 52, a. 728  
 123.125, 2009, c. 52, a. 728  
 123.126, 2009, c. 52, a. 728  
 123.127, 2009, c. 52, a. 728  
 123.128, 2009, c. 52, a. 728  
 123.129, 2009, c. 52, a. 728  
 123.130, 2009, c. 52, a. 728  
 123.131, 2009, c. 52, a. 728  
 123.132, 2009, c. 52, a. 728  
 123.133, 2009, c. 52, a. 728  
 123.134, 2009, c. 52, a. 728  
 123.135, 2009, c. 52, a. 728  
 123.136, 2009, c. 52, a. 728  
 123.138, 2009, c. 52, a. 728  
 123.139, 2009, c. 52, a. 728  
 123.139.1, 2009, c. 52, a. 728  
 123.139.2, 2009, c. 52, a. 728  
 123.139.3, 2009, c. 52, a. 728  
 123.139.4, 2009, c. 52, a. 728  
 123.139.5, 2009, c. 52, a. 728  
 123.139.6, 2009, c. 52, a. 728  
 123.139.7, 2009, c. 52, a. 728  
 123.140, 2009, c. 52, a. 728  
 123.141, 2009, c. 52, a. 728

Référence	Titre Modifications
c. C-38	<p>Loi sur les compagnies — <i>Suite</i></p> <p>123.142, 2009, c. 52, a. 728  123.143, 2009, c. 52, a. 728  123.144, 2009, c. 52, a. 728  123.145, 2009, c. 52, a. 728  123.146, 2009, c. 52, a. 728  123.147, 2009, c. 52, a. 728  123.148, 2009, c. 52, a. 728  123.158, 2009, c. 52, a. 728  123.159, 2009, c. 52, a. 728  123.160, 2009, c. 52, a. 728  123.161, 2009, c. 52, a. 728  123.162, 2009, c. 52, a. 728  123.163, 2009, c. 52, a. 728  123.164, 2009, c. 52, a. 728  123.165, 2009, c. 52, a. 728  123.166, 2009, c. 52, a. 728  123.167, 2009, c. 52, a. 728  123.168, 2009, c. 52, a. 728  123.169, 2009, c. 52, a. 728  123.170, 2009, c. 52, a. 728  123.171, 2009, c. 52, a. 728  123.172, 2009, c. 52, a. 728  227.2, Ab. 2009, c. 52, a. 552  227.3, Ab. 2009, c. 52, a. 552</p>
c. C-45	<p>Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone</p> <p>2.1, 2009, c. 52, a. 553  4, 2009, c. 52, a. 554  6.1, 2009, c. 52, a. 555</p>
c. C-47	<p>Loi sur les compagnies minières</p> <p>2, 2009, c. 52, a. 556</p>
c. C-47.1	<p>Loi sur les compétences municipales</p> <p>78.1, 2009, c. 26, a. 40  78.2, 2009, c. 26, a. 41  78.5, 2009, c. 26, a. 42  78.6, 2009, c. 26, a. 43  78.14, 2009, c. 26, a. 44  78.15, 2009, c. 26, a. 44  110.1, 2009, c. 26, a. 45  110.2, 2009, c. 26, a. 46  126, 2009, c. 26, a. 47</p>
c. C-48	<p>Loi sur les comptables agréés</p> <p>19, 2009, c. 35, a. 46  22, 2009, c. 52, a. 557  25, 2009, c. 35, a. 47  30, Ab. 2009, c. 35, a. 48  31, Ab. 2009, c. 35, a. 48  32, Ab. 2009, c. 35, a. 48  33, Ab. 2009, c. 35, a. 48  34, Ab. 2009, c. 35, a. 48  35, Ab. 2009, c. 35, a. 48  36, Ab. 2009, c. 35, a. 48  37, Ab. 2009, c. 35, a. 48  38, Ab. 2009, c. 35, a. 48  39, Ab. 2009, c. 35, a. 48  40, Ab. 2009, c. 35, a. 48</p>

Référence	Titre Modifications
c. C-52.1	Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale  7, 2009, c. 3, a. 1
c. C-57.02	Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec  5, 2009, c. 20, a. 1 5.1, 2009, c. 20, a. 1 5.2, 2009, c. 20, a. 1 5.3, 2009, c. 20, a. 1 5.4, 2009, c. 20, a. 1 5.5, 2009, c. 20, a. 1 6, Ab. 2009, c. 20, a. 2 8, 2009, c. 20, a. 3 9, Ab. 2009, c. 20, a. 4 10, Ab. 2009, c. 20, a. 4 11, 2009, c. 20, a. 5 12, Ab. 2009, c. 20, a. 6 31, 2009, c. 20, a. 7 32, 2009, c. 20, a. 8 35.1, 2009, c. 20, a. 9 40, 2009, c. 20, a. 8 41, 2009, c. 20, a. 8 42, 2009, c. 20, a. 8
c. C-61.1	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune  1, 2009, c. 49, a. 1 1.1, 2009, c. 49, a. 2 3, 2009, c. 49, a. 43 6, 2009, c. 49, a. 43 7, 2009, c. 49, a. 3 8, 2009, c. 49, a. 4 8.1, 2009, c. 49, a. 43 12, 2009, c. 49, a. 43 13, 2009, c. 49, a. 43 13.1, 2009, c. 49, a. 43 14, 2009, c. 49, a. 43 15, 2009, c. 49, a. 43 16, 2009, c. 49, a. 43 17, 2009, c. 49, a. 43 18, 2009, c. 49, a. 43 18.1, 2009, c. 49, a. 43 19, 2009, c. 49, a. 43 20, 2009, c. 49, a. 43 22, 2009, c. 49, a. 43 23, 2009, c. 49, a. 43 30, 2009, c. 49, a. 5 30.4, 2009, c. 49, a. 6 45, 2009, c. 49, a. 43 47, 2009, c. 49, a. 7 54, 2009, c. 49, a. 8 54.1, 2009, c. 49, a. 9 67, 2009, c. 49, a. 10 68, 2009, c. 49, a. 11 71, 2009, c. 49, a. 12 72, 2009, c. 49, a. 43 73.1, 2009, c. 49, a. 13 78.3, 2009, c. 22, a. 17 78.4, 2009, c. 22, a. 17 78.6, 2009, c. 49, a. 14 78.7, 2009, c. 49, a. 15 84.1, 2009, c. 49, a. 16 106.0.2, 2009, c. 49, a. 17

Référence	Titre Modifications
c. C-61.1	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune — <i>Suite</i> 110, 2009, c. 49, a. 18 110.1, 2009, c. 49, a. 19 110.2, 2009, c. 49, a. 20 110.3, 2009, c. 49, a. 21 110.4, Ab. 2009, c. 49, a. 22 110.5, Ab. 2009, c. 49, a. 22 118.0.1, 2009, c. 49, a. 23 121, 2009, c. 49, a. 24 121.1, 2009, c. 49, a. 25 121.2, 2009, c. 49, a. 25 121.3, 2009, c. 49, a. 25 125, 2009, c. 49, a. 26 133, 2009, c. 49, a. 27 135, 2009, c. 49, a. 28 144.1, 2009, c. 49, a. 29 146, 2009, c. 49, a. 30 162, 2009, c. 49, a. 31 163, 2009, c. 49, a. 32 164, 2009, c. 49, a. 33 165, 2009, c. 49, a. 34 167, 2009, c. 49, a. 35 169, 2009, c. 49, a. 43 171, 2009, c. 49, a. 36 171.5, 2009, c. 49, a. 37 171.5.1, 2009, c. 49, a. 38 171.6, 2009, c. 49, a. 39 172, 2009, c. 49, a. 40 177, 2009, c. 49, a. 41 191.2, Ab. 2009, c. 49, a. 42
c. C-67.2	Loi sur les coopératives 143, 2009, c. 52, a. 558 149, 2009, c. 52, a. 559 149.3, 2009, c. 52, a. 560 149.4, 2009, c. 52, a. 561 173, 2009, c. 52, a. 563 174, 2009, c. 52, a. 564 176, 2009, c. 52, a. 565 185, 2009, c. 52, a. 566 188, 2009, c. 52, a. 567 224.7, 2009, c. 52, a. 568 225, 2009, c. 52, a. 569 225.1, 2009, c. 52, a. 570 225.2, 2009, c. 52, a. 571 225.3, 2009, c. 52, a. 572 225.4, 2009, c. 52, a. 573 225.5, 2009, c. 52, a. 574 225.6, 2009, c. 52, a. 575 257, 2009, c. 52, a. 576 258, 2009, c. 52, a. 577 259.1, 2009, c. 52, a. 578 259.2, 2009, c. 52, a. 578 260, 2009, c. 52, a. 579 261, 2009, c. 52, a. 580 263, 2009, c. 52, a. 581 264, 2009, c. 52, a. 582 265.1, 2009, c. 52, a. 583 266, 2009, c. 52, a. 584 268, 2009, c. 52, a. 585 269, 2009, c. 52, a. 586 327.1, 2009, c. 52, a. 587 327.2, 2009, c. 52, a. 587

Référence	Titre Modifications
c. C-67.3	Loi sur les coopératives de services financiers  <b>46</b> , 2009, c. 27, a. 1 <b>55.1</b> , 2009, c. 27, a. 2 <b>81.1</b> , 2009, c. 27, a. 3 <b>82</b> , 2009, c. 27, a. 4 <b>424</b> , 2009, c. 27, a. 5 <b>480</b> , 2009, c. 27, a. 6; 2009, c. 52, a. 589 <b>481</b> , 2009, c. 27, a. 7 <b>487</b> , 2009, c. 58, a. 48 <b>599.1</b> , 2009, c. 27, a. 8
c. C-72.01	Loi sur les cours municipales  <b>88.1</b> , 2009, c. 44, a. 2
c. C-72.1	Loi sur les courses  <b>63</b> , 2009, c. 43, a. 2
c. C-73.1	Loi sur le courtage immobilier  <b>1</b> , 2009, c. 58, a. 49 <b>2</b> , 2009, c. 58, a. 50 <b>20</b> , 2009, c. 25, a. 53; 2009, c. 58, a. 51
c. C-81	Loi sur le curateur public  <b>24.1</b> , 2009, c. 5, a. 5
c. D-3	Loi sur les dentistes  <b>30</b> , 2009, c. 35, a. 49 <b>38</b> , 2009, c. 35, a. 50
c. D-8.3	Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre  <b>11</b> , 2009, c. 15, a. 5 <b>15</b> , 2009, c. 15, a. 6 <b>16</b> , 2009, c. 15, a. 7 <b>25.7</b> , 2009, c. 43, a. 3
c. D-9.2	Loi sur la distribution de produits et services financiers  <b>1</b> , 2009, c. 25, a. 54 <b>9</b> , Ab. 2009, c. 25, a. 55 <b>12</b> , 2009, c. 25, a. 56 <b>13</b> , 2009, c. 25, a. 57 <b>14</b> , 2009, c. 25, a. 58 <b>19</b> , 2009, c. 25, a. 106 <b>20</b> , 2009, c. 25, a. 106 <b>20.1</b> , 2009, c. 25, a. 59 <b>21</b> , 2009, c. 25, a. 106 <b>22</b> , 2009, c. 25, a. 106 <b>50</b> , 2009, c. 25, a. 106 <b>51</b> , Ab. 2009, c. 25, a. 60 <b>52</b> , Ab. 2009, c. 25, a. 60 <b>53</b> , Ab. 2009, c. 25, a. 60 <b>54</b> , Ab. 2009, c. 25, a. 60 <b>55</b> , Ab. 2009, c. 25, a. 60 <b>59</b> , 2009, c. 25, a. 61; 2009, c. 58, a. 52 <b>72</b> , 2009, c. 25, a. 62; 2009, c. 58, a. 53 <b>79</b> , 2009, c. 25, a. 63 <b>83</b> , 2009, c. 25, a. 64; 2009, c. 58, a. 54

Référence	Titre Modifications
c. D-9.2	Loi sur la distribution de produits et services financiers — <i>Suite</i>
	<p> 95, 2009, c. 25, a. 65  96, 2009, c. 25, a. 66  98, Ab. 2009, c. 25, a. 67  99, Ab. 2009, c. 25, a. 67  100, 2009, c. 58, a. 55  105, 2009, c. 58, a. 56  114.1, 2009, c. 25, a. 68  115, 2009, c. 58, a. 57  117, Ab. 2009, c. 58, a. 58  119, Ab. 2009, c. 58, a. 58  121, Ab. 2009, c. 58, a. 58  122, Ab. 2009, c. 58, a. 58  124, Ab. 2009, c. 58, a. 58  127, 2009, c. 58, a. 59  128, 2009, c. 25, a. 69  136, 2009, c. 58, a. 60  146, 2009, c. 25, a. 70; 2009, c. 58, a. 61  146.1, 2009, c. 58, a. 62  201, Ab. 2009, c. 25, a. 71  202.1, 2009, c. 25, a. 72  206, 2009, c. 25, a. 73  207, 2009, c. 25, a. 74  210, Ab. 2009, c. 58, a. 63  214, Ab. 2009, c. 25, a. 75  217, 2009, c. 58, a. 64  217.1, Ab. 2009, c. 25, a. 75  218, 2009, c. 25, a. 76  219, 2009, c. 25, a. 77  220, 2009, c. 25, a. 78  223, 2009, c. 25, a. 79  224.1, Ab. 2009, c. 25, a. 80  227, Ab. 2009, c. 25, a. 80  228.1, Ab. 2009, c. 25, a. 80  228.2, Ab. 2009, c. 25, a. 80  258, 2009, c. 25, a. 81  258.1, 2009, c. 25, a. 82  278, 2009, c. 25, a. 83  283.1, 2009, c. 25, a. 84  289, 2009, c. 25, a. 85  294, 2009, c. 25, a. 86  296, 2009, c. 25, a. 87  312, 2009, c. 25, a. 88  319, 2009, c. 25, a. 89  320.3, 2009, c. 25, a. 90  320.4, 2009, c. 25, a. 91  329, 2009, c. 25, a. 92  330, 2009, c. 25, a. 93  336, 2009, c. 25, a. 94  337, 2009, c. 25, a. 95  338, 2009, c. 25, a. 96  340, 2009, c. 25, a. 97  346, 2009, c. 25, a. 98  351.3.1, 2009, c. 25, a. 99  353, 2009, c. 25, a. 100  354, 2009, c. 25, a. 101  359, 2009, c. 25, a. 102  360, 2009, c. 25, a. 103  361, 2009, c. 25, a. 104  376, 2009, c. 58, a. 65  378, 2009, c. 58, a. 66  379, 2009, c. 58, a. 67  381, Ab. 2009, c. 58, a. 68  382, Ab. 2009, c. 58, a. 68 </p>

Référence	Titre Modifications
c. D-9.2	Loi sur la distribution de produits et services financiers — <i>Suite</i> <b>383</b> , Ab. 2009, c. 58, a. 68 <b>408.1</b> , 2009, c. 58, a. 69 <b>414</b> , 2009, c. 58, a. 70 <b>419</b> , 2009, c. 58, a. 71 <b>423</b> , 2009, c. 58, a. 72 <b>424</b> , 2009, c. 25, a. 105; 2009, c. 58, a. 73 <b>426</b> , 2009, c. 58, a. 74 <b>434</b> , Ab. 2009, c. 58, a. 75 <b>436</b> , 2009, c. 58, a. 76 <b>440</b> , 2009, c. 25, a. 106 <b>441</b> , 2009, c. 25, a. 106 <b>442</b> , 2009, c. 25, a. 106 <b>443</b> , 2009, c. 25, a. 106 <b>453</b> , 2009, c. 58, a. 77 <b>455</b> , Ab. 2009, c. 58, a. 78 <b>456</b> , Ab. 2009, c. 58, a. 78 <b>466.1</b> , 2009, c. 58, a. 79 <b>468</b> , 2009, c. 58, a. 80 <b>469.1</b> , 2009, c. 58, a. 81 <b>469.2</b> , 2009, c. 58, a. 81 <b>469.3</b> , 2009, c. 58, a. 81 <b>470.1</b> , 2009, c. 58, a. 82 <b>483</b> , Ab. 2009, c. 58, a. 83 <b>485</b> , 2009, c. 58, a. 84 <b>486</b> , 2009, c. 58, a. 84 <b>487</b> , 2009, c. 58, a. 84 <b>488</b> , 2009, c. 58, a. 84 <b>489</b> , 2009, c. 58, a. 84 <b>490</b> , 2009, c. 58, a. 84 <b>491</b> , 2009, c. 58, a. 85 <b>566</b> , 2009, c. 58, a. 86
c. D-12	Loi sur les dossiers d'entreprises <b>3</b> , 2009, c. 52, a. 590
c. D-13.1	Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec <b>4</b> , 2009, c. 49, a. 44
c. D-15	Loi concernant les droits sur les mines <b>3</b> , 2009, c. 52, a. 591
c. E-2.2	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités <b>2</b> , 2009, c. 11, a. 2 <b>3</b> , 2009, c. 11, a. 3 <b>12.1</b> , 2009, c. 11, a. 4 <b>54</b> , 2009, c. 11, a. 84 <b>55</b> , 2009, c. 11, a. 84 <b>55.2</b> , 2009, c. 11, a. 5 <b>56</b> , 2009, c. 11, a. 6 <b>58</b> , 2009, c. 11, a. 84 <b>61</b> , 2009, c. 11, a. 84 <b>63</b> , 2009, c. 11, a. 7 <b>64</b> , 2009, c. 11, a. 8 <b>81.1</b> , 2009, c. 11, a. 9 <b>104</b> , 2009, c. 11, a. 10 <b>110</b> , 2009, c. 11, a. 11 <b>122</b> , 2009, c. 11, a. 12 <b>126</b> , 2009, c. 11, a. 13

Référence	Titre Modifications
-----------	------------------------

c. E-2.2      Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités — *Suite*

134.1, 2009, c. 11, a. 14  
 150, 2009, c. 11, a. 84  
 153, 2009, c. 11, a. 15  
 154, 2009, c. 11, a. 16  
 160, 2009, c. 11, a. 17  
 165, 2009, c. 11, a. 18  
 166.1, 2009, c. 11, a. 19  
 174, 2009, c. 11, a. 20  
 175, 2009, c. 11, a. 21  
 178, 2009, c. 11, a. 22  
 179, 2009, c. 11, a. 23  
 180, 2009, c. 11, a. 24  
 191, Ab. 2009, c. 11, a. 25  
 219, 2009, c. 11, a. 26  
 226, 2009, c. 11, a. 27  
 276, 2009, c. 11, a. 28  
 277, 2009, c. 11, a. 29  
 305, 2009, c. 52, a. 714  
 314, 2009, c. 11, a. 84  
 314.1, 2009, c. 11, a. 30  
 314.2, 2009, c. 11, a. 31  
 334, 2009, c. 11, a. 32  
 335, 2009, c. 11, a. 33  
 336, 2009, c. 11, a. 34  
 337, 2009, c. 11, a. 35  
 340, Ab. 2009, c. 11, a. 36  
 341, 2009, c. 11, a. 84  
 342, 2009, c. 11, a. 37  
 364, 2009, c. 11, a. 38  
 368, 2009, c. 11, a. 39  
 375, 2009, c. 11, a. 40  
 391, 2009, c. 11, a. 41  
 392, 2009, c. 11, a. 42  
 393, 2009, c. 11, a. 43  
 394, 2009, c. 11, a. 44  
 400, 2009, c. 11, a. 45  
 404, 2009, c. 11, a. 46  
 415, 2009, c. 11, a. 47  
 416, 2009, c. 11, a. 48  
 423, 2009, c. 11, a. 49  
 425, 2009, c. 11, a. 50  
 440, 2009, c. 11, a. 51  
 463, 2009, c. 11, a. 52  
 465, 2009, c. 11, a. 53  
 479, 2009, c. 11, a. 54  
 484, 2009, c. 11, a. 54  
 485, 2009, c. 11, a. 54  
 492, 2009, c. 11, a. 55  
 495, 2009, c. 11, a. 56  
 500, 2009, c. 11, a. 57  
 512.1, 2009, c. 11, a. 59  
 512.4, 2009, c. 11, a. 60  
 512.5, 2009, c. 11, a. 60  
 512.7, 2009, c. 11, a. 60  
 512.9, 2009, c. 11, a. 60  
 512.10, 2009, c. 11, a. 60  
 512.17, 2009, c. 11, a. 61  
 512.20, 2009, c. 11, a. 60  
 513, 2009, c. 11, a. 62  
 513.0.1, 2009, c. 11, a. 63  
 513.1.1, 2009, c. 11, a. 64  
 532, 2009, c. 11, a. 65  
 533.1, 2009, c. 11, a. 66



Référence	Titre Modifications
c. E-2.2	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités — <i>Suite</i> 535, 2009, c. 11, a. 67 556, 2009, c. 11, a. 68 557, 2009, c. 11, a. 69 558, 2009, c. 11, a. 70 559, 2009, c. 11, a. 71 574, Ab. 2009, c. 11, a. 72 586, 2009, c. 11, a. 73 588.1, 2009, c. 11, a. 74 592, 2009, c. 11, a. 75 610.1, 2009, c. 11, a. 76 614, 2009, c. 11, a. 77 624, 2009, c. 11, a. 78 624.1, 2009, c. 11, a. 79 631, 2009, c. 11, a. 80 641, 2009, c. 11, a. 81 645, 2009, c. 11, a. 82 659, 2009, c. 11, a. 83
c. E-3.3	Loi électorale 40.12.22, 2009, c. 11, a. 85
c. E-6	Loi sur les employés publics 21, 2009, c. 52, a. 592
c. E-12.00001	Loi sur l'équilibre budgétaire 2, 2009, c. 38, a. 1 2.1, 2009, c. 38, a. 1 5.1, 2009, c. 38, a. 2 5.2, 2009, c. 38, a. 2 5.3, 2009, c. 38, a. 2 5.4, 2009, c. 38, a. 2 5.5, 2009, c. 38, a. 2 6.1, 2009, c. 38, a. 3 6.2, 2009, c. 38, a. 3 7, 2009, c. 38, a. 4 7.1, 2009, c. 38, a. 5 7.2, 2009, c. 38, a. 5 7.3, 2009, c. 38, a. 5 7.4, 2009, c. 38, a. 5 7.5, 2009, c. 38, a. 5 8, 2009, c. 38, a. 6 9, Ab. 2009, c. 38, a. 7 13, 2009, c. 38, a. 8 14, 2009, c. 38, a. 9 15, 2009, c. 38, a. 10
c. E-12.001	Loi sur l'équité salariale 4, 2009, c. 9, a. 1 6, 2009, c. 9, a. 2 7, 2009, c. 9, a. 2 11, 2009, c. 9, a. 3 12.1, 2009, c. 9, a. 4 13, 2009, c. 9, a. 5 14, 2009, c. 9, a. 6 14.1, 2009, c. 9, a. 7 21.1, 2009, c. 9, a. 8 30.1, 2009, c. 9, a. 9 32, 2009, c. 9, a. 10 35, 2009, c. 9, a. 11

Référence	Titre Modifications
c. E-12.001	Loi sur l'équité salariale — <i>Suite</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>37, 2009, c. 9, a. 12</li> <li>39, Ab. 2009, c. 9, a. 13</li> <li>40, Ab. 2009, c. 9, a. 14</li> <li>41, Ab. 2009, c. 9, a. 14</li> <li>42, Ab. 2009, c. 9, a. 14</li> <li>43, Ab. 2009, c. 9, a. 14</li> <li>46.1, 2009, c. 9, a. 15</li> <li>46.2, 2009, c. 9, a. 15</li> <li>47, 2009, c. 9, a. 16</li> <li>49, Ab. 2009, c. 9, a. 17</li> <li>55, 2009, c. 9, a. 18</li> <li>61, 2009, c. 9, a. 19</li> <li>67, 2009, c. 9, a. 20</li> <li>75, 2009, c. 9, a. 21</li> <li>76, 2009, c. 9, a. 22</li> <li>76.1, 2009, c. 9, a. 23</li> <li>76.2, 2009, c. 9, a. 23</li> <li>76.3, 2009, c. 9, a. 23</li> <li>76.4, 2009, c. 9, a. 23</li> <li>76.5, 2009, c. 9, a. 23</li> <li>76.6, 2009, c. 9, a. 23</li> <li>76.7, 2009, c. 9, a. 23</li> <li>76.8, 2009, c. 9, a. 23</li> <li>76.9, 2009, c. 9, a. 23</li> <li>76.10, 2009, c. 9, a. 23</li> <li>76.11, 2009, c. 9, a. 23</li> <li>89.1, 2009, c. 9, a. 24</li> <li>90.1, 2009, c. 9, a. 25</li> <li>91, 2009, c. 9, a. 26</li> <li>92, 2009, c. 9, a. 27</li> <li>93, 2009, c. 9, a. 28</li> <li>94, 2009, c. 9, a. 29</li> <li>95, 2009, c. 9, a. 30</li> <li>95.1, 2009, c. 9, a. 31</li> <li>95.2, 2009, c. 9, a. 31</li> <li>95.3, 2009, c. 9, a. 31</li> <li>95.4, 2009, c. 9, a. 31</li> <li>96, 2009, c. 9, a. 32</li> <li>96.1, 2009, c. 9, a. 33</li> <li>97, 2009, c. 9, a. 34</li> <li>99, 2009, c. 9, a. 35</li> <li>100, 2009, c. 9, a. 36</li> <li>101, 2009, c. 9, a. 37</li> <li>101.1, 2009, c. 9, a. 38</li> <li>102.1, 2009, c. 9, a. 39</li> <li>102.2, 2009, c. 9, a. 39</li> <li>103, 2009, c. 9, a. 40</li> <li>103.1, 2009, c. 9, a. 40</li> <li>104, 2009, c. 9, a. 41</li> <li>110.1, 2009, c. 9, a. 42</li> <li>114, 2009, c. 9, a. 43</li> <li>115, 2009, c. 9, a. 44</li> <li>130, 2009, c. 9, a. 45</li> </ul>
c. E-14.2	Loi sur les établissements d'hébergement touristique <ul style="list-style-type: none"> <li>6, 2009, c. 22, a. 1</li> <li>7, 2009, c. 22, a. 2</li> <li>8, 2009, c. 22, a. 3</li> <li>9, 2009, c. 22, a. 4</li> <li>10.1, 2009, c. 22, a. 5</li> <li>11, 2009, c. 22, a. 6</li> <li>11.1, 2009, c. 22, a. 7</li> </ul>

Référence	Titre Modifications
c. E-14.2	Loi sur les établissements d'hébergement touristique — <i>Suite</i> <b>12</b> , 2009, c. 22, a. 8 <b>15</b> , 2009, c. 22, a. 9 <b>30</b> , 2009, c. 22, a. 10 <b>31</b> , Ab. 2009, c. 22, a. 11 <b>32</b> , 2009, c. 22, a. 12 <b>32.1</b> , 2009, c. 22, a. 13 <b>37</b> , 2009, c. 22, a. 14 <b>38</b> , 2009, c. 22, a. 15 <b>39</b> , 2009, c. 22, a. 16
c. E-20.001	Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations <b>99.1</b> , 2009, c. 26, a. 48 <b>115</b> , 2009, c. 26, a. 49 <b>115.1</b> , 2009, c. 26, a. 50 <b>116.1</b> , 2009, c. 26, a. 51 <b>118.5.1</b> , 2009, c. 26, a. 52 <b>118.10</b> , 2009, c. 26, a. 53 <b>118.12</b> , 2009, c. 26, a. 54 <b>118.39</b> , 2009, c. 26, a. 55 <b>118.82.1</b> , 2009, c. 26, a. 56 <b>118.95</b> , 2009, c. 26, a. 57
c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale <b>243.7</b> , 2009, c. 26, a. 58 <b>243.8</b> , 2009, c. 26, a. 59 <b>243.10.1</b> , 2009, c. 26, a. 60 <b>244.40</b> , 2009, c. 26, a. 61 <b>244.43</b> , 2009, c. 26, a. 62 <b>244.46</b> , 2009, c. 26, a. 63 <b>244.68</b> , 2009, c. 26, a. 64 <b>244.69</b> , 2009, c. 26, a. 65 <b>244.70</b> , 2009, c. 26, a. 66 <b>244.71.1</b> , 2009, c. 26, a. 67 <b>252</b> , 2009, c. 26, a. 68 <b>253.31</b> , 2009, c. 26, a. 69 <b>262</b> , 2009, c. 26, a. 70 <b>263</b> , 2009, c. 26, a. 71
c. F-3.1.2	Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi <b>14</b> , 2009, c. 13, a. 2
c. F-3.2.1	Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) <b>11</b> , 2009, c. 13, a. 3
c. F-4.0021	Loi instituant le Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie <b>8.1</b> , 2009, c. 39, a. 18 <b>12.1</b> , 2009, c. 39, a. 19 <b>13</b> , 2009, c. 39, a. 20
c. F-5	Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre <b>29.1</b> , 2009, c. 43, a. 4 <b>29.2</b> , 2009, c. 43, a. 5

Référence	Titre Modifications
c. G-1.02	Loi sur la gouvernance des sociétés d'État  <b>Ann. I</b> , 2009, c. 20, a. 10; 2009, c. 41, a. 7
c. H-1	Loi sur l'habitation familiale  <b>13</b> , 2009, c. 52, a. 714
c. H-1.1	Loi sur Héma-Québec et sur le Comité d'hémovigilance  <b>54.1</b> , 2009, c. 45, a. 4 <b>54.2</b> , 2009, c. 45, a. 4 <b>54.3</b> , 2009, c. 45, a. 4 <b>54.4</b> , 2009, c. 45, a. 4 <b>54.5</b> , 2009, c. 45, a. 4 <b>54.6</b> , 2009, c. 45, a. 4 <b>54.7</b> , 2009, c. 45, a. 4 <b>54.8</b> , 2009, c. 45, a. 4 <b>54.9</b> , 2009, c. 45, a. 4 <b>54.10</b> , 2009, c. 45, a. 4 <b>54.11</b> , 2009, c. 45, a. 4 <b>54.12</b> , 2009, c. 45, a. 4
c. I-2	Loi concernant l'impôt sur le tabac  <b>2</b> , 2009, c. 15, a. 8; 2009, c. 47, a. 1 <b>6.0.1</b> , 2009, c. 47, a. 2 <b>6.0.2</b> , 2009, c. 47, a. 2 <b>6.1</b> , 2009, c. 47, a. 3 <b>6.1.1</b> , 2009, c. 15, a. 9; 2009, c. 47, a. 4 <b>6.3</b> , 2009, c. 47, a. 5 <b>6.4</b> , Ab. 2009, c. 47, a. 6 <b>7.0.1</b> , 2009, c. 15, a. 10 <b>7.0.2</b> , 2009, c. 15, a. 11 <b>7.1.2</b> , 2009, c. 15, a. 12 <b>7.10</b> , 2009, c. 15, a. 13 <b>7.10.1</b> , 2009, c. 47, a. 7 <b>8</b> , 2009, c. 15, a. 14 <b>8.1</b> , 2009, c. 15, a. 15 <b>9</b> , 2009, c. 15, a. 16 <b>10</b> , 2009, c. 15, a. 17 <b>13.1.1</b> , 2009, c. 47, a. 8 <b>13.2.0.1</b> , 2009, c. 47, a. 9 <b>13.3</b> , 2009, c. 15, a. 18; 2009, c. 47, a. 10 <b>13.3.1</b> , 2009, c. 15, a. 19; 2009, c. 47, a. 11 <b>13.3.2</b> , 2009, c. 47, a. 12 <b>13.4</b> , Ab. 2009, c. 15, a. 20 <b>13.4.1</b> , Ab. 2009, c. 15, a. 20 <b>13.4.2</b> , Ab. 2009, c. 15, a. 20 <b>13.4.3</b> , Ab. 2009, c. 15, a. 20 <b>13.5</b> , Ab. 2009, c. 15, a. 20 <b>13.5.1</b> , Ab. 2009, c. 15, a. 20 <b>13.6</b> , Ab. 2009, c. 15, a. 20 <b>13.7</b> , Ab. 2009, c. 15, a. 20 <b>13.7.1</b> , Ab. 2009, c. 15, a. 20 <b>13.8</b> , Ab. 2009, c. 15, a. 20 <b>13.9</b> , 2009, c. 47, a. 14 <b>13.10</b> , 2009, c. 47, a. 14 <b>13.11</b> , 2009, c. 47, a. 14 <b>13.12</b> , 2009, c. 47, a. 14 <b>13.13</b> , 2009, c. 47, a. 14 <b>13.14</b> , 2009, c. 47, a. 14 <b>13.15</b> , 2009, c. 47, a. 14 <b>13.16</b> , 2009, c. 47, a. 14 <b>13.17</b> , 2009, c. 47, a. 14

## Référence

Titre  
Modifications

c. I-2

Loi concernant l'impôt sur le tabac — *Suite*

13.18, 2009, c. 47, a. 14  
 14.1, 2009, c. 47, a. 15  
 14.2, 2009, c. 15, a. 21; 2009, c. 47, a. 16  
 14.3, 2009, c. 47, a. 17  
 15.0.1, 2009, c. 47, a. 18  
 15.0.2, 2009, c. 47, a. 18  
 15.0.3, 2009, c. 47, a. 18  
 15.1, Ab. 2009, c. 15, a. 22  
 17.2, 2009, c. 15, a. 23  
 17.5, 2009, c. 15, a. 24

c. I-3

Loi sur les impôts

1, 2009, c. 5, a. 6; 2009, c. 15, a. 25; 2009, c. 24, a. 90  
 1.2, 2009, c. 15, a. 26  
 1.8, 2009, c. 5, a. 7  
 2.1.3, 2009, c. 5, a. 8  
 5.1, Ab. 2009, c. 15, a. 27  
 5.2, Ab. 2009, c. 15, a. 27  
 6.1, 2009, c. 5, a. 9  
 6.1.1, 2009, c. 5, a. 10  
 6.2, 2009, c. 5, a. 11  
 6.3, 2009, c. 5, a. 12  
 6.4, 2009, c. 5, a. 12  
 7, 2009, c. 5, a. 13  
 7.0.3, 2009, c. 5, a. 14  
 7.0.4, 2009, c. 5, a. 15  
 7.0.5, 2009, c. 5, a. 16  
 7.0.6, 2009, c. 5, a. 17  
 7.1, 2009, c. 5, a. 18  
 7.11.0.1, 2009, c. 5, a. 19  
 7.11.2, 2009, c. 5, a. 20  
 7.11.4, 2009, c. 5, a. 21  
 7.18.1, 2009, c. 5, a. 22; 2009, c. 15, a. 28  
 7.19.1, 2009, c. 5, a. 23  
 7.20, 2009, c. 5, a. 23  
 7.21, 2009, c. 5, a. 23  
 7.22, 2009, c. 5, a. 23  
 7.23, 2009, c. 5, a. 23  
 7.24, 2009, c. 5, a. 23  
 7.25, 2009, c. 5, a. 23  
 7.26, 2009, c. 5, a. 23  
 7.27, 2009, c. 5, a. 23  
 7.28, 2009, c. 5, a. 23  
 7.29, 2009, c. 5, a. 23  
 7.30, 2009, c. 5, a. 23  
 7.31, 2009, c. 5, a. 23  
 8, 2009, c. 5, a. 24  
 8.2, 2009, c. 5, a. 25  
 16.1.2, 2009, c. 5, a. 26  
 18, 2009, c. 5, a. 27  
 21.1, 2009, c. 5, a. 28; 2009, c. 15, a. 29  
 21.3, 2009, c. 5, a. 29  
 21.3.1, 2009, c. 5, a. 30  
 21.4.1, 2009, c. 15, a. 30  
 21.4.2, 2009, c. 5, a. 31  
 21.4.4, 2009, c. 5, a. 32  
 21.4.5, 2009, c. 5, a. 32  
 21.4.6, 2009, c. 5, a. 32  
 21.4.7, 2009, c. 5, a. 32  
 21.4.8, 2009, c. 5, a. 32  
 21.4.9, 2009, c. 5, a. 32  
 21.4.10, 2009, c. 5, a. 32

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	<p> 21.4.11, 2009, c. 5, a. 32  21.4.12, 2009, c. 5, a. 32  21.4.13, 2009, c. 5, a. 32  21.4.14, 2009, c. 5, a. 32  21.4.15, 2009, c. 5, a. 32  21.19, 2009, c. 5, a. 33  21.20.2, 2009, c. 15, a. 31  21.20.11, 2009, c. 5, a. 34  21.32, 2009, c. 5, a. 35  21.35, 2009, c. 5, a. 36  21.35.1, 2009, c. 5, a. 37  21.36, 2009, c. 5, a. 38  21.36.1, 2009, c. 5, a. 38  21.36.2, 2009, c. 5, a. 39  21.36.3, 2009, c. 5, a. 39  21.40, 2009, c. 5, a. 40  21.43, 2009, c. 15, a. 32  31.1, 2009, c. 15, a. 33  35.1, 2009, c. 5, a. 41  37.0.3, 2009, c. 15, a. 34  38.1, 2009, c. 15, a. 35  39, 2009, c. 15, a. 36  39.4.1, 2009, c. 15, a. 37  39.5, 2009, c. 15, a. 38  42, 2009, c. 15, a. 39  42.0.1, 2009, c. 15, a. 40  42.6, 2009, c. 5, a. 42  42.9, Ab. 2009, c. 5, a. 43  42.13, 2009, c. 5, a. 44  47.7, 2009, c. 5, a. 45  47.8, 2009, c. 5, a. 46  47.18, 2009, c. 15, a. 41  49.2.3, 2009, c. 5, a. 47  58.0.2, 2009, c. 15, a. 42  65, 2009, c. 15, a. 43  67, 2009, c. 15, a. 44  75.6, 2009, c. 5, a. 48; Ab. 2009, c. 15, a. 45  76, 2009, c. 15, a. 46  77, 2009, c. 15, a. 47  85.5, 2009, c. 5, a. 49  85.6, 2009, c. 5, a. 49  87, 2009, c. 5, a. 50  92.5.2, 2009, c. 15, a. 48  92.5.2.1, 2009, c. 15, a. 49  92.5.4, Ab. 2009, c. 5, a. 51  93.3.1, 2009, c. 5, a. 52  93.14, 2009, c. 15, a. 50  96, 2009, c. 5, a. 53; 2009, c. 15, a. 51  96.0.1, 2009, c. 15, a. 52  96.0.2, 2009, c. 15, a. 53  96.1, 2009, c. 5, a. 54  106.1, 2009, c. 5, a. 55  107.0.1, 2009, c. 5, a. 56  110.1, 2009, c. 5, a. 57; 2009, c. 15, a. 54  130.1, 2009, c. 15, a. 55  133.4, 2009, c. 15, a. 56  134.1, 2009, c. 36, a. 72  153, 2009, c. 5, a. 58  154.2, Ab. 2009, c. 5, a. 59  156.8, 2009, c. 15, a. 57  157, 2009, c. 5, a. 60; 2009, c. 15, a. 58  157.10, 2009, c. 5, a. 61  157.11, Ab. 2009, c. 5, a. 62 </p>

## Référence

Titre  
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

157.17, 2009, c. 15, a. 59  
 157.17.1, 2009, c. 15, a. 60  
 157.17.2, 2009, c. 15, a. 60  
 158.14, 2009, c. 5, a. 63  
 158.15, 2009, c. 5, a. 64  
 175.2, 2009, c. 15, a. 61  
 184, 2009, c. 5, a. 65  
 185, 2009, c. 5, a. 66  
 190, 2009, c. 5, a. 67  
 194, 2009, c. 5, a. 68  
 195, 2009, c. 5, a. 69  
 199, 2009, c. 5, a. 70  
 200, 2009, c. 5, a. 71  
 209.4, 2009, c. 5, a. 72  
 215, 2009, c. 5, a. 73  
 216, 2009, c. 5, a. 73  
 217.2, 2009, c. 5, a. 74  
 217.3, 2009, c. 5, a. 75  
 230, 2009, c. 5, a. 76  
 231, 2009, c. 15, a. 62  
 231.2, 2009, c. 15, a. 63  
 231.2.1, 2009, c. 15, a. 64  
 231.4, 2009, c. 5, a. 77  
 231.5, 2009, c. 15, a. 65  
 234.0.1, 2009, c. 5, a. 78  
 235, 2009, c. 5, a. 79  
 238, 2009, c. 5, a. 80  
 238.2, 2009, c. 5, a. 81  
 238.3.1, 2009, c. 5, a. 82  
 241, 2009, c. 15, a. 66  
 248, 2009, c. 5, a. 83; 2009, c. 15, a. 67  
 248.1, 2009, c. 5, a. 84  
 250.1, 2009, c. 5, a. 85  
 250.3, 2009, c. 5, a. 86  
 255, 2009, c. 5, a. 87  
 257, 2009, c. 5, a. 88; 2009, c. 15, a. 68  
 259.0.1, 2009, c. 5, a. 89  
 259.1, 2009, c. 5, a. 90  
 261.2, 2009, c. 5, a. 91  
 274, 2009, c. 5, a. 92  
 274.0.1, 2009, c. 5, a. 93; 2009, c. 15, a. 69  
 277.1, 2009, c. 5, a. 94  
 278, 2009, c. 15, a. 70  
 278.1, 2009, c. 15, a. 70  
 279, 2009, c. 5, a. 95  
 279.1, 2009, c. 5, a. 96  
 280, 2009, c. 5, a. 97  
 280.1, 2009, c. 5, a. 98  
 280.3, 2009, c. 5, a. 99  
 280.4, 2009, c. 5, a. 99  
 280.10, 2009, c. 5, a. 100  
 280.11, 2009, c. 5, a. 101  
 280.16, 2009, c. 5, a. 102  
 280.17, 2009, c. 5, a. 103  
 284, 2009, c. 5, a. 104  
 286.1, 2009, c. 5, a. 105  
 286.2, Ab. 2009, c. 5, a. 106  
 306.1, 2009, c. 5, a. 107  
 308.0.1, 2009, c. 15, a. 71  
 308.2.1, 2009, c. 15, a. 72  
 308.2.2, 2009, c. 15, a. 73  
 308.3.1, 2009, c. 15, a. 74  
 308.3.2, 2009, c. 15, a. 75

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	308.3.4, 2009, c. 15, a. 76
	308.3.5, 2009, c. 15, a. 76
	308.3.6, 2009, c. 15, a. 76
	308.6, 2009, c. 5, a. 108
	311, 2009, c. 5, a. 109
	312, 2009, c. 5, a. 110
	312.3, 2009, c. 5, a. 111
	313.0.1, 2009, c. 5, a. 112
	313.11, 2009, c. 5, a. 113
	314, 2009, c. 15, a. 77
	317.3, 2009, c. 5, a. 114
	333.1, 2009, c. 5, a. 115
	333.2, 2009, c. 5, a. 116
	333.3, 2009, c. 5, a. 116
	333.4, 2009, c. 5, a. 117
	333.5, 2009, c. 5, a. 117
	333.6, 2009, c. 5, a. 117
	333.7, 2009, c. 5, a. 117
	333.8, 2009, c. 5, a. 117
	333.9, 2009, c. 5, a. 117
	333.10, 2009, c. 5, a. 117
	333.11, 2009, c. 5, a. 117
	333.12, 2009, c. 5, a. 117
	333.13, 2009, c. 5, a. 117
	333.14, 2009, c. 5, a. 117
	333.15, 2009, c. 5, a. 117
	333.16, 2009, c. 5, a. 117
	336, 2009, c. 5, a. 118; 2009, c. 15, a. 78
	336.1, 2009, c. 5, a. 119
	336.5, 2009, c. 5, a. 120; 2009, c. 15, a. 79
	336.8, 2009, c. 5, a. 121
	336.9, 2009, c. 5, a. 121
	336.10, 2009, c. 5, a. 121
	336.11, 2009, c. 5, a. 121
	336.12, 2009, c. 5, a. 121
	336.13, 2009, c. 5, a. 121
	339, 2009, c. 5, a. 122
	348, 2009, c. 5, a. 123
	349, 2009, c. 5, a. 124
	349.1, 2009, c. 5, a. 125
	350, 2009, c. 5, a. 126
	350.2, 2009, c. 15, a. 80
	350.4, 2009, c. 15, a. 81
	358.0.1, 2009, c. 5, a. 127
	359.2.5, 2009, c. 15, a. 82
	359.8.1, 2009, c. 5, a. 128
	359.15, 2009, c. 5, a. 129
	359.18, 2009, c. 5, a. 130
	412, 2009, c. 5, a. 131
	418.17, 2009, c. 5, a. 132
	418.17.3, 2009, c. 5, a. 133
	418.19, 2009, c. 5, a. 134
	418.21, 2009, c. 5, a. 135
	418.26, 2009, c. 5, a. 136
	418.28, 2009, c. 5, a. 137
	418.29, 2009, c. 5, a. 137
	418.30, 2009, c. 5, a. 137
	421, 2009, c. 5, a. 138
	421.1, 2009, c. 15, a. 83
	421.1.1, 2009, c. 15, a. 84
	421.2, 2009, c. 5, a. 139
	421.4.1, 2009, c. 15, a. 85
	424, 2009, c. 5, a. 140



## Référence

Titre  
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

430, 2009, c. 5, a. 141  
 431, 2009, c. 5, a. 142  
 435, 2009, c. 5, a. 143  
 437, 2009, c. 5, a. 144  
 440, 2009, c. 5, a. 145  
 441.1, 2009, c. 5, a. 146  
 441.2, 2009, c. 5, a. 147  
 442, 2009, c. 5, a. 148  
 444, 2009, c. 5, a. 149  
 445, 2009, c. 5, a. 150  
 450, 2009, c. 5, a. 151  
 452, 2009, c. 5, a. 152  
 453, 2009, c. 5, a. 153  
 455.0.1, 2009, c. 5, a. 154  
 462.6.1, 2009, c. 5, a. 155  
 462.6.2, 2009, c. 5, a. 156  
 462.14, 2009, c. 5, a. 157  
 462.16, 2009, c. 5, a. 158  
 462.24, 2009, c. 15, a. 86  
 467.1, 2009, c. 15, a. 87  
 467.2, 2009, c. 15, a. 88  
 470, 2009, c. 5, a. 159  
 471, 2009, c. 5, a. 159  
 472, 2009, c. 5, a. 160  
 473, 2009, c. 5, a. 161  
 474, 2009, c. 5, a. 162  
 475, 2009, c. 5, a. 163  
 476, 2009, c. 5, a. 164  
 477, 2009, c. 5, a. 165  
 478, 2009, c. 5, a. 166  
 479, 2009, c. 5, a. 166  
 484.9, 2009, c. 5, a. 167  
 484.11, 2009, c. 5, a. 168  
 485.6, 2009, c. 15, a. 89  
 485.21, 2009, c. 5, a. 169  
 487.0.3, 2009, c. 5, a. 170  
 489, 2009, c. 24, a. 91  
 496, 2009, c. 5, a. 171  
 497, 2009, c. 5, a. 172; 2009, c. 15, a. 90  
 498.1, 2009, c. 5, a. 173  
 500, 2009, c. 5, a. 174  
 506.1, 2009, c. 5, a. 175  
 509.1, Ab. 2009, c. 15, a. 91  
 517.4.5, 2009, c. 5, a. 176  
 520.3, Ab. 2009, c. 5, a. 177  
 522.1, Ab. 2009, c. 5, a. 178  
 522.2, Ab. 2009, c. 5, a. 178  
 522.3, Ab. 2009, c. 5, a. 178  
 522.4, Ab. 2009, c. 5, a. 178  
 522.5, Ab. 2009, c. 5, a. 178  
 529, 2009, c. 5, a. 179  
 549, 2009, c. 5, a. 180  
 550.0.1, 2009, c. 5, a. 181  
 559, 2009, c. 5, a. 182  
 560, 2009, c. 5, a. 183  
 563, 2009, c. 5, a. 184  
 569, 2009, c. 5, a. 185  
 570, 2009, c. 5, a. 186  
 578.2, 2009, c. 5, a. 187  
 598.1, 2009, c. 15, a. 92  
 600.2, 2009, c. 5, a. 188  
 601, 2009, c. 5, a. 189  
 602, Ab. 2009, c. 5, a. 190

## Référence

Titre  
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

- 602.1, 2009, c. 5, a. 191  
 603, 2009, c. 5, a. 192; 2009, c. 15, a. 93  
 603.1, 2009, c. 5, a. 193; 2009, c. 15, a. 94  
 606, 2009, c. 5, a. 194  
 614, 2009, c. 5, a. 195  
 638.2, 2009, c. 5, a. 196  
 646.1, 2009, c. 5, a. 197  
 647, 2009, c. 5, a. 198; 2009, c. 15, a. 95  
 650, 2009, c. 15, a. 96  
 652, 2009, c. 5, a. 199  
 653, 2009, c. 5, a. 200  
 656.4, 2009, c. 5, a. 201  
 657, 2009, c. 5, a. 202  
 659.1, 2009, c. 5, a. 203  
 660.1, 2009, c. 5, a. 204  
 663.4, 2009, c. 5, a. 205  
 665.1, 2009, c. 5, a. 206  
 666, 2009, c. 5, a. 207  
 668, 2009, c. 5, a. 208  
 668.1, 2009, c. 15, a. 97  
 668.2.1, 2009, c. 15, a. 98  
 668.2.2, 2009, c. 15, a. 98  
 668.2.3, 2009, c. 15, a. 98  
 668.2.4, 2009, c. 15, a. 98  
 668.4, 2009, c. 15, a. 99  
 668.7, 2009, c. 5, a. 209  
 671, 2009, c. 5, a. 210  
 677, 2009, c. 5, a. 211  
 678, Ab. 2009, c. 5, a. 212  
 679, Ab. 2009, c. 5, a. 212  
 683, 2009, c. 5, a. 213  
 685, 2009, c. 5, a. 214  
 687, 2009, c. 5, a. 215  
 688, 2009, c. 5, a. 216  
 688.0.0.1, 2009, c. 5, a. 217  
 688.0.0.2, 2009, c. 5, a. 218  
 688.0.1, 2009, c. 5, a. 219  
 688.1, 2009, c. 5, a. 220  
 688.1.1, 2009, c. 5, a. 221  
 688.2, 2009, c. 5, a. 222  
 690, 2009, c. 5, a. 223  
 690.1, 2009, c. 5, a. 224  
 690.2, 2009, c. 5, a. 225  
 690.3, 2009, c. 5, a. 226  
 691, 2009, c. 5, a. 227  
 691.1, 2009, c. 5, a. 228  
 691.2, 2009, c. 5, a. 229  
 692, 2009, c. 5, a. 230  
 692.0.1, 2009, c. 5, a. 231  
 692.5, 2009, c. 5, a. 232; 2009, c. 15, a. 100  
 692.8, 2009, c. 5, a. 233; 2009, c. 15, a. 101  
 693.2, 2009, c. 15, a. 102  
 693.3, 2009, c. 15, a. 102  
 694.0.0.1, 2009, c. 5, a. 234  
 694.0.0.2, 2009, c. 5, a. 235  
 694.0.0.3, 2009, c. 15, a. 104  
 710, 2009, c. 5, a. 236; 2009, c. 15, a. 105  
 710.0.0.1, 2009, c. 15, a. 106  
 710.0.0.2, 2009, c. 15, a. 106  
 711, 2009, c. 5, a. 237  
 714, 2009, c. 5, a. 238  
 714.2, 2009, c. 5, a. 239  
 716, 2009, c. 5, a. 240

## Référence

Titre  
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

716.0.1.1, 2009, c. 5, a. 241  
 725.0.3, 2009, c. 15, a. 107  
 725.1.3, 2009, c. 15, a. 108  
 725.1.4, 2009, c. 15, a. 108  
 725.1.5, 2009, c. 15, a. 108  
 725.1.6, 2009, c. 15, a. 108  
 725.2.0.1, 2009, c. 15, a. 109  
 725.2.2, 2009, c. 15, a. 110  
 725.2.4, 2009, c. 15, a. 111  
 725.3.1, 2009, c. 15, a. 112  
 725.7.1, 2009, c. 5, a. 242  
 725.7.2, 2009, c. 15, a. 113  
 726.6, 2009, c. 15, a. 114  
 726.6.1, 2009, c. 5, a. 243  
 726.7, 2009, c. 5, a. 244; 2009, c. 15, a. 115  
 726.7.1, 2009, c. 5, a. 245  
 726.7.2, 2009, c. 5, a. 246  
 726.7.3, 2009, c. 15, a. 116  
 726.9, 2009, c. 15, a. 117  
 726.10, 2009, c. 15, a. 118  
 726.11, 2009, c. 15, a. 119  
 726.13, 2009, c. 15, a. 120  
 726.14, 2009, c. 15, a. 121  
 726.19.1, 2009, c. 15, a. 122  
 726.20.1, 2009, c. 15, a. 123  
 726.29, 2009, c. 15, a. 124  
 726.32, 2009, c. 15, a. 125  
 726.33, 2009, c. 15, a. 126  
 726.34, 2009, c. 15, a. 127  
 726.36, 2009, c. 15, a. 128  
 726.37, 2009, c. 15, a. 128  
 728.0.1, 2009, c. 15, a. 129  
 729.1, 2009, c. 5, a. 247  
 733.0.6, 2009, c. 5, a. 248  
 736, 2009, c. 5, a. 249  
 737.14, 2009, c. 5, a. 250  
 737.17, 2009, c. 5, a. 251  
 737.18.10, 2009, c. 5, a. 252  
 737.18.14, 2009, c. 5, a. 253; 2009, c. 15, a. 130  
 737.18.16.1, 2009, c. 5, a. 254  
 737.18.18, 2009, c. 5, a. 255; 2009, c. 15, a. 131  
 737.18.20, 2009, c. 15, a. 132  
 737.18.25, 2009, c. 15, a. 133  
 737.18.26, 2009, c. 5, a. 256  
 737.18.29, 2009, c. 58, a. 87  
 737.18.34, 2009, c. 5, a. 257  
 750, 2009, c. 5, a. 258  
 750.1, 2009, c. 5, a. 259  
 750.2, 2009, c. 5, a. 260; 2009, c. 15, a. 134  
 752.0.0.1, 2009, c. 5, a. 261  
 752.0.0.2, Ab. 2009, c. 5, a. 262  
 752.0.0.3, 2009, c. 5, a. 263  
 752.0.0.4, 2009, c. 5, a. 264  
 752.0.0.5, 2009, c. 5, a. 265  
 752.0.0.6, 2009, c. 5, a. 266  
 752.0.1, 2009, c. 5, a. 267  
 752.0.1.1, 2009, c. 5, a. 268  
 752.0.1.2, Ab. 2009, c. 5, a. 269  
 752.0.2, 2009, c. 5, a. 270  
 752.0.4, Ab. 2009, c. 5, a. 271  
 752.0.5.2, Ab. 2009, c. 5, a. 272  
 752.0.7, 2009, c. 5, a. 273  
 752.0.7.1, 2009, c. 5, a. 274

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	752.0.7.4, 2009, c. 5, a. 275; 2009, c. 15, a. 135
	752.0.7.4.1, 2009, c. 5, a. 276
	752.0.8, 2009, c. 15, a. 136
	752.0.10, 2009, c. 5, a. 277
	752.0.10.0.1, 2009, c. 5, a. 278
	752.0.10.1, 2009, c. 5, a. 279; 2009, c. 15, a. 137
	752.0.10.3, 2009, c. 5, a. 280
	752.0.10.5, 2009, c. 15, a. 138
	752.0.10.10.3, 2009, c. 15, a. 139
	752.0.10.10.4, 2009, c. 15, a. 140
	752.0.10.10.5, 2009, c. 15, a. 141
	752.0.10.11, 2009, c. 5, a. 281; 2009, c. 15, a. 142
	752.0.10.11.2, 2009, c. 5, a. 282
	752.0.10.12, 2009, c. 5, a. 283
	752.0.10.13, 2009, c. 5, a. 284
	752.0.10.14, 2009, c. 5, a. 285
	752.0.10.15.1, 2009, c. 5, a. 286
	752.0.10.16, 2009, c. 5, a. 287
	752.0.10.17.1, 2009, c. 15, a. 143
	752.0.10.18, 2009, c. 15, a. 144
	752.0.11.1, 2009, c. 5, a. 288; 2009, c. 15, a. 145
	752.0.14, 2009, c. 5, a. 289
	752.0.18.3, 2009, c. 15, a. 146
	752.0.18.10, 2009, c. 5, a. 290
	752.0.18.13.1, 2009, c. 5, a. 291
	752.0.22, 2009, c. 5, a. 292
	752.0.23.1, Ab. 2009, c. 5, a. 293
	752.0.24, 2009, c. 5, a. 294
	752.0.24.1, 2009, c. 5, a. 295
	752.0.26, 2009, c. 5, a. 296
	752.0.27, 2009, c. 5, a. 297
	752.0.27.1, 2009, c. 5, a. 298
	752.14, 2009, c. 5, a. 299
	766.2, 2009, c. 5, a. 300; 2009, c. 15, a. 147
	766.2.1, 2009, c. 5, a. 301
	766.12, 2009, c. 5, a. 302
	766.17, 2009, c. 15, a. 148
	767, 2009, c. 5, a. 303; 2009, c. 15, a. 149
	768, 2009, c. 5, a. 304
	770, 2009, c. 5, a. 305
	770.0.1, 2009, c. 5, a. 306
	771, 2009, c. 5, a. 307
	771.0.2.2, 2009, c. 5, a. 308
	771.0.2.3, Ab. 2009, c. 5, a. 309
	771.0.2.3.1, 2009, c. 5, a. 310
	771.0.2.4, 2009, c. 5, a. 311
	771.1, 2009, c. 5, a. 312; 2009, c. 15, a. 150
	771.2.1.3, 2009, c. 5, a. 313
	771.2.1.9, 2009, c. 5, a. 314; 2009, c. 15, a. 151
	771.2.2, 2009, c. 5, a. 315
	771.2.3, 2009, c. 5, a. 316
	771.2.4, 2009, c. 5, a. 317
	771.2.5, 2009, c. 5, a. 317
	771.2.6, 2009, c. 5, a. 318
	771.2.7, 2009, c. 5, a. 319
	771.6, 2009, c. 5, a. 320; 2009, c. 15, a. 152
	771.13, 2009, c. 15, a. 153
	772.2, 2009, c. 5, a. 321
	772.2.1, 2009, c. 15, a. 154
	772.3, 2009, c. 5, a. 322
	772.4, 2009, c. 5, a. 323
	772.9.1.1, 2009, c. 5, a. 324
	772.9.2, 2009, c. 5, a. 325

Référence	Titre Modifications
c. 1-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	772.9.3, 2009, c. 5, a. 326
	776.41.5, 2009, c. 5, a. 327; 2009, c. 15, a. 155
	776.41.12, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.13, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.14, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.15, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.16, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.17, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.18, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.19, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.20, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.21, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.22, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.23, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.24, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.25, 2009, c. 5, a. 328
	776.41.26, 2009, c. 5, a. 328
	776.50, 2009, c. 15, a. 156
	776.54, 2009, c. 15, a. 157
	776.55.1, 2009, c. 5, a. 329
	776.55.2, 2009, c. 5, a. 329
	776.56, 2009, c. 5, a. 330
	776.65, 2009, c. 5, a. 331
	779, 2009, c. 5, a. 332; 2009, c. 15, a. 158
	782, 2009, c. 5, a. 333
	785.0.1, 2009, c. 5, a. 334; 2009, c. 15, a. 159
	785.1, 2009, c. 5, a. 335
	785.2, 2009, c. 5, a. 336
	785.2.1, 2009, c. 5, a. 337
	785.2.2, 2009, c. 5, a. 338
	785.2.3, 2009, c. 5, a. 339
	785.2.4, 2009, c. 5, a. 340
	785.5, 2009, c. 5, a. 341; 2009, c. 15, a. 160
	785.6, 2009, c. 5, a. 342
	786.1, 2009, c. 15, a. 161
	798, 2009, c. 5, a. 343
	803.1, 2009, c. 5, a. 344
	803.2, 2009, c. 5, a. 344
	808, 2009, c. 5, a. 345
	813, 2009, c. 5, a. 346
	824, 2009, c. 5, a. 347
	832.3, 2009, c. 5, a. 348
	832.6, 2009, c. 5, a. 349
	832.9, 2009, c. 5, a. 350
	832.25, 2009, c. 5, a. 351
	844.4, 2009, c. 5, a. 352
	851.19, 2009, c. 15, a. 162
	851.20, 2009, c. 5, a. 353
	851.21, 2009, c. 5, a. 354
	851.22.23, 2009, c. 5, a. 355
	851.22.38, 2009, c. 5, a. 356
	851.22.42, 2009, c. 5, a. 357
	851.27, 2009, c. 5, a. 358
	851.28, 2009, c. 5, a. 359
	851.29, 2009, c. 5, a. 359
	851.30, 2009, c. 5, a. 360
	851.31, 2009, c. 5, a. 361
	851.32, Ab. 2009, c. 5, a. 362
	851.33, 2009, c. 5, a. 363
	851.34, 2009, c. 5, a. 364
	851.35, 2009, c. 5, a. 365
	851.36, 2009, c. 5, a. 366
	851.37, 2009, c. 5, a. 367

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	851.41.1, 2009, c. 5, a. 370
	851.48, 2009, c. 5, a. 371
	853, 2009, c. 5, a. 372
	865, 2009, c. 5, a. 373
	866, 2009, c. 5, a. 373
	867, 2009, c. 5, a. 374
	888.3, Ab. 2009, c. 5, a. 375
	888.4, 2009, c. 5, a. 376
	890.0.1, 2009, c. 5, a. 377
	890.15, 2009, c. 5, a. 378; 2009, c. 15, a. 163
	890.15.1, 2009, c. 5, a. 379
	890.16.1, 2009, c. 15, a. 164
	895, 2009, c. 5, a. 380; 2009, c. 15, a. 165
	895.0.1.1, 2009, c. 15, a. 166
	895.0.1.2, 2009, c. 15, a. 166
	895.0.2, 2009, c. 5, a. 381
	895.0.3, 2009, c. 15, a. 167
	898.1, 2009, c. 5, a. 382
	905.0.3, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.4, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.5, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.6, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.7, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.8, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.9, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.10, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.11, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.12, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.13, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.14, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.15, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.16, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.17, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.18, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.19, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.20, 2009, c. 15, a. 168
	905.0.21, 2009, c. 15, a. 168
	930, 2009, c. 15, a. 169
	935.1, 2009, c. 5, a. 383
	935.8, Ab. 2009, c. 5, a. 384
	935.20, 2009, c. 15, a. 170
	935.21, 2009, c. 15, a. 170
	935.22, 2009, c. 15, a. 170
	935.23, 2009, c. 15, a. 170
	935.24, 2009, c. 15, a. 170
	935.25, 2009, c. 15, a. 170
	935.26, 2009, c. 15, a. 170
	935.27, 2009, c. 15, a. 170
	935.28, 2009, c. 15, a. 170
	935.29, 2009, c. 15, a. 170
	961.1.5.0.1, 2009, c. 5, a. 385
	961.15, 2009, c. 5, a. 386
	961.24, 2009, c. 15, a. 171
	965.0.17.3, 2009, c. 5, a. 387
	965.0.18, Ab. 2009, c. 5, a. 388
	965.37.1, 2009, c. 15, a. 172
	965.39.5, 2009, c. 15, a. 173
	965.55, 2009, c. 25, a. 107; 2009, c. 58, a. 88
	965.66, 2009, c. 15, a. 174
	965.88, 2009, c. 15, a. 175
	965.91, 2009, c. 5, a. 389
	965.94, 2009, c. 5, a. 390
	965.96, 2009, c. 5, a. 391

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	<b>965.97</b> , 2009, c. 5, a. 392 <b>965.129</b> , 2009, c. 5, a. 393 <b>968</b> , 2009, c. 15, a. 176 <b>971.3</b> , 2009, c. 5, a. 394 <b>979.21</b> , 2009, c. 5, a. 395 <b>979.22</b> , 2009, c. 5, a. 396 <b>979.23</b> , 2009, c. 5, a. 396 <b>984</b> , 2009, c. 5, a. 397 <b>985</b> , 2009, c. 5, a. 398 <b>985.0.1</b> , 2009, c. 5, a. 399 <b>985.0.2</b> , 2009, c. 5, a. 400 <b>985.0.3</b> , 2009, c. 5, a. 401 <b>985.1</b> , 2009, c. 5, a. 402; 2009, c. 15, a. 177 <b>985.1.0.2</b> , 2009, c. 15, a. 178 <b>985.1.1</b> , 2009, c. 5, a. 403 <b>985.1.2</b> , 2009, c. 5, a. 403 <b>985.2</b> , 2009, c. 5, a. 404 <b>985.2.3</b> , 2009, c. 5, a. 405 <b>985.3</b> , 2009, c. 5, a. 406 <b>985.5.2</b> , 2009, c. 5, a. 407 <b>985.6</b> , 2009, c. 5, a. 408 <b>985.7</b> , 2009, c. 5, a. 409 <b>985.8</b> , 2009, c. 5, a. 410; 2009, c. 15, a. 179 <b>985.16</b> , 2009, c. 5, a. 411 <b>985.22</b> , 2009, c. 5, a. 412; 2009, c. 15, a. 180 <b>985.35.6</b> , 2009, c. 5, a. 413 <b>985.35.16</b> , 2009, c. 5, a. 414 <b>985.40</b> , 2009, c. 5, a. 415 <b>985.42</b> , 2009, c. 5, a. 416 <b>996</b> , 2009, c. 5, a. 417 <b>998</b> , 2009, c. 5, a. 418; 2009, c. 15, a. 181 <b>999.1</b> , 2009, c. 5, a. 419 <b>1000</b> , 2009, c. 15, a. 182 <b>1003.1</b> , 2009, c. 15, a. 183 <b>1003.2</b> , 2009, c. 15, a. 183 <b>1007.1</b> , 2009, c. 15, a. 184 <b>1012</b> , 2009, c. 15, a. 185 <b>1012.1</b> , 2009, c. 5, a. 420; 2009, c. 15, a. 186 <b>1015</b> , 2009, c. 15, a. 187 <b>1015.3</b> , 2009, c. 5, a. 421; 2009, c. 15, a. 188 <b>1017.1</b> , 2009, c. 5, a. 422 <b>1017.2</b> , 2009, c. 5, a. 422 <b>1019.4</b> , 2009, c. 5, a. 423 <b>1026.0.2</b> , 2009, c. 5, a. 424; 2009, c. 15, a. 189 <b>1026.3</b> , 2009, c. 5, a. 425 <b>1027</b> , 2009, c. 15, a. 190 <b>1027.0.1</b> , 2009, c. 15, a. 191 <b>1027.0.2</b> , 2009, c. 15, a. 191 <b>1027.0.3</b> , 2009, c. 15, a. 191 <b>1027.4</b> , 2009, c. 15, a. 192 <b>1027.5</b> , 2009, c. 15, a. 192 <b>1029.6.0.0.1</b> , 2009, c. 5, a. 426; 2009, c. 15, a. 193 <b>1029.6.0.1</b> , 2009, c. 5, a. 427 <b>1029.6.0.1.3</b> , Ab. 2009, c. 15, a. 194 <b>1029.6.0.1.7</b> , 2009, c. 15, a. 195 <b>1029.6.0.1.8</b> , 2009, c. 15, a. 196 <b>1029.6.0.1.8.1</b> , 2009, c. 15, a. 197 <b>1029.6.0.1.8.3</b> , 2009, c. 15, a. 198 <b>1029.6.0.1.8.4</b> , 2009, c. 15, a. 198 <b>1029.6.0.1.8.5</b> , 2009, c. 15, a. 198 <b>1029.6.0.6</b> , 2009, c. 5, a. 428; 2009, c. 15, a. 199 <b>1029.6.0.7</b> , 2009, c. 5, a. 429; 2009, c. 15, a. 200 <b>1029.7</b> , 2009, c. 5, a. 430

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	1029.7.7, 2009, c. 15, a. 201
	1029.7.8, 2009, c. 15, a. 202
	1029.7.9, 2009, c. 15, a. 203
	1029.7.9.1, 2009, c. 15, a. 204
	1029.8, 2009, c. 5, a. 431; 2009, c. 15, a. 205
	1029.8.6, 2009, c. 5, a. 432
	1029.8.7, 2009, c. 5, a. 433; 2009, c. 15, a. 206
	1029.8.9.0.4, 2009, c. 15, a. 207
	1029.8.10, 2009, c. 5, a. 434
	1029.8.11, 2009, c. 5, a. 435; 2009, c. 15, a. 208
	1029.8.16.1.1, 2009, c. 15, a. 209
	1029.8.16.1.4, 2009, c. 15, a. 210
	1029.8.16.1.5, 2009, c. 15, a. 211
	1029.8.16.1.7, Ab. 2009, c. 15, a. 212
	1029.8.16.1.8, Ab. 2009, c. 15, a. 212
	1029.8.16.1.9, 2009, c. 15, a. 213
	1029.8.18, 2009, c. 15, a. 214
	1029.8.18.0.1, 2009, c. 15, a. 215
	1029.8.18.1, 2009, c. 5, a. 436
	1029.8.18.1.1, 2009, c. 5, a. 437; 2009, c. 15, a. 216
	1029.8.18.1.2, 2009, c. 5, a. 438
	1029.8.18.1.3, 2009, c. 15, a. 217
	1029.8.19.2, 2009, c. 15, a. 218
	1029.8.20, 2009, c. 5, a. 439
	1029.8.21.3.2, Ab. 2009, c. 5, a. 440
	1029.8.21.24, 2009, c. 15, a. 219
	1029.8.21.25, 2009, c. 15, a. 220
	1029.8.21.27, 2009, c. 15, a. 221
	1029.8.21.28, 2009, c. 15, a. 222
	1029.8.21.30, 2009, c. 15, a. 223
	1029.8.21.32, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.33, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.34, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.35, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.36, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.37, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.38, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.39, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.40, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.41, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.42, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.43, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.44, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.45, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.46, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.47, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.48, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.49, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.50, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.21.51, Ab. 2009, c. 15, a. 224
	1029.8.33.2, 2009, c. 15, a. 225
	1029.8.33.4.3, 2009, c. 15, a. 226
	1029.8.33.7, 2009, c. 15, a. 227
	1029.8.33.7.1, 2009, c. 15, a. 228
	1029.8.33.7.2, 2009, c. 15, a. 229
	1029.8.33.8, 2009, c. 15, a. 230
	1029.8.33.11.1, 2009, c. 15, a. 231
	1029.8.33.11.2, 2009, c. 15, a. 231
	1029.8.33.11.3, 2009, c. 15, a. 231
	1029.8.33.11.4, 2009, c. 15, a. 231
	1029.8.33.11.5, 2009, c. 15, a. 231
	1029.8.33.11.6, 2009, c. 15, a. 231
	1029.8.33.11.7, 2009, c. 15, a. 231



## Référence

Titre  
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

1029.8.33.11.8, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.11.9, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.11.10, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.11.11, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.11.12, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.11.13, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.11.14, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.11.15, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.11.16, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.11.17, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.11.18, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.11.19, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.11.20, 2009, c. 15, a. 231  
 1029.8.33.14, 2009, c. 15, a. 232  
 1029.8.34, 2009, c. 15, a. 233  
 1029.8.35.2, 2009, c. 15, a. 234  
 1029.8.36.0.0.1, 2009, c. 15, a. 235  
 1029.8.36.0.0.4, 2009, c. 15, a. 236  
 1029.8.36.0.0.5, 2009, c. 15, a. 237  
 1029.8.36.0.0.7, 2009, c. 5, a. 441  
 1029.8.36.0.3.46, 2009, c. 15, a. 238  
 1029.8.36.0.3.63, 2009, c. 5, a. 442  
 1029.8.36.0.3.69, 2009, c. 5, a. 443  
 1029.8.36.0.3.69.1, 2009, c. 5, a. 444  
 1029.8.36.0.3.69.2, 2009, c. 5, a. 444; 2009, c. 15, a. 239  
 1029.8.36.0.3.72, 2009, c. 15, a. 240  
 1029.8.36.0.3.79, 2009, c. 15, a. 241  
 1029.8.36.0.3.80, 2009, c. 15, a. 241  
 1029.8.36.0.3.81, 2009, c. 15, a. 241  
 1029.8.36.0.3.82, 2009, c. 15, a. 241  
 1029.8.36.0.3.83, 2009, c. 15, a. 241  
 1029.8.36.0.17, 2009, c. 15, a. 242  
 1029.8.36.0.46, 2009, c. 15, a. 243  
 1029.8.36.0.47, 2009, c. 15, a. 244  
 1029.8.36.0.50, 2009, c. 15, a. 245  
 1029.8.36.0.51, 2009, c. 15, a. 246  
 1029.8.36.0.53, 2009, c. 15, a. 247  
 1029.8.36.0.63, 2009, c. 15, a. 248  
 1029.8.36.0.64, 2009, c. 15, a. 249  
 1029.8.36.0.67, 2009, c. 15, a. 250  
 1029.8.36.0.68, 2009, c. 15, a. 251  
 1029.8.36.0.70, 2009, c. 15, a. 252  
 1029.8.36.0.74, 2009, c. 15, a. 253  
 1029.8.36.0.75, 2009, c. 15, a. 254  
 1029.8.36.0.78, 2009, c. 15, a. 255  
 1029.8.36.0.79, 2009, c. 15, a. 256  
 1029.8.36.0.82, 2009, c. 15, a. 257  
 1029.8.36.6, 2009, c. 15, a. 258  
 1029.8.36.7.1, 2009, c. 15, a. 259  
 1029.8.36.18, 2009, c. 15, a. 260  
 1029.8.36.18.1, 2009, c. 15, a. 261  
 1029.8.36.18.2, 2009, c. 15, a. 262  
 1029.8.36.18.3, 2009, c. 15, a. 263  
 1029.8.36.21, 2009, c. 15, a. 264  
 1029.8.36.22, 2009, c. 15, a. 265  
 1029.8.36.23.1, 2009, c. 15, a. 266  
 1029.8.36.23.2, 2009, c. 15, a. 267  
 1029.8.36.53.10, 2009, c. 15, a. 268  
 1029.8.36.53.18, 2009, c. 15, a. 269  
 1029.8.36.53.19, 2009, c. 15, a. 270  
 1029.8.36.54, 2009, c. 15, a. 271  
 1029.8.36.59.3, 2009, c. 15, a. 272  
 1029.8.36.59.4, 2009, c. 15, a. 273

## Référence

Titre  
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

1029.8.36.59.12, 2009, c. 15, a. 274  
 1029.8.36.59.14, 2009, c. 15, a. 275  
 1029.8.36.59.15, 2009, c. 15, a. 276  
 1029.8.36.59.17, 2009, c. 15, a. 277  
 1029.8.36.59.18, 2009, c. 15, a. 278  
 1029.8.36.59.20, 2009, c. 15, a. 279  
 1029.8.36.59.22, 2009, c. 15, a. 280  
 1029.8.36.59.25, 2009, c. 15, a. 281  
 1029.8.36.59.26, 2009, c. 15, a. 282  
 1029.8.36.59.28, 2009, c. 15, a. 283  
 1029.8.36.59.29, 2009, c. 15, a. 284  
 1029.8.36.59.31, 2009, c. 15, a. 285  
 1029.8.36.72.82.1, 2009, c. 15, a. 286  
 1029.8.36.72.82.3.1, 2009, c. 15, a. 287  
 1029.8.36.72.82.3.2, 2009, c. 15, a. 287  
 1029.8.36.72.82.3.3, 2009, c. 15, a. 287  
 1029.8.36.72.82.4, 2009, c. 15, a. 288  
 1029.8.36.72.82.5, 2009, c. 15, a. 289  
 1029.8.36.72.82.6, 2009, c. 15, a. 290  
 1029.8.36.72.82.6.1, 2009, c. 5, a. 445; 2009, c. 15, a. 291  
 1029.8.36.72.82.7, 2009, c. 15, a. 292  
 1029.8.36.72.82.10, 2009, c. 5, a. 446; 2009, c. 15, a. 293  
 1029.8.36.72.82.10.1, 2009, c. 5, a. 447; 2009, c. 15, a. 294  
 1029.8.36.72.82.10.2, 2009, c. 5, a. 448; 2009, c. 15, a. 295  
 1029.8.36.72.82.13, 2009, c. 5, a. 448; 2009, c. 15, a. 296  
 1029.8.36.72.82.22, 2009, c. 5, a. 449  
 1029.8.36.72.82.23, 2009, c. 5, a. 450  
 1029.8.36.72.82.24, 2009, c. 5, a. 451; 2009, c. 15, a. 297  
 1029.8.36.72.86, 2009, c. 5, a. 452  
 1029.8.36.72.92, 2009, c. 5, a. 453  
 1029.8.36.72.92.1, 2009, c. 5, a. 454  
 1029.8.36.72.92.2, 2009, c. 5, a. 454; 2009, c. 15, a. 298  
 1029.8.36.102, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.103, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.104, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.105, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.106, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.107, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.108, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.109, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.110, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.111, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.112, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.113, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.114, Ab. 2009, c. 5, a. 455  
 1029.8.36.119, 2009, c. 15, a. 299  
 1029.8.36.120, 2009, c. 15, a. 300  
 1029.8.36.122, 2009, c. 15, a. 301  
 1029.8.36.123, 2009, c. 15, a. 302  
 1029.8.36.166.40, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.41, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.42, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.43, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.44, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.45, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.46, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.47, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.48, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.49, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.50, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.51, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.52, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.53, 2009, c. 15, a. 303

## Référence

Titre  
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

1029.8.36.166.54, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.55, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.56, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.57, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.58, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.59, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.166.60, 2009, c. 15, a. 303  
 1029.8.36.167, 2009, c. 15, a. 304  
 1029.8.36.169, 2009, c. 15, a. 305  
 1029.8.36.171, 2009, c. 15, a. 306  
 1029.8.36.172, 2009, c. 15, a. 307  
 1029.8.36.174, 2009, c. 15, a. 308  
 1029.8.36.175, 2009, c. 15, a. 309  
 1029.8.36.176.1, 2009, c. 15, a. 310  
 1029.8.36.177, 2009, c. 15, a. 311  
 1029.8.50, 2009, c. 15, a. 312  
 1029.8.50.2, 2009, c. 15, a. 313  
 1029.8.61.1, 2009, c. 15, a. 314  
 1029.8.61.1.1, Ab. 2009, c. 15, a. 315  
 1029.8.61.2, 2009, c. 15, a. 316  
 1029.8.61.2.1, 2009, c. 15, a. 317  
 1029.8.61.2.2, 2009, c. 15, a. 317  
 1029.8.61.2.3, 2009, c. 15, a. 317  
 1029.8.61.2.4, 2009, c. 15, a. 317  
 1029.8.61.2.5, 2009, c. 15, a. 317  
 1029.8.61.2.6, 2009, c. 15, a. 317  
 1029.8.61.2.7, 2009, c. 15, a. 317  
 1029.8.61.3, 2009, c. 15, a. 318  
 1029.8.61.3.1, 2009, c. 15, a. 319  
 1029.8.61.4, 2009, c. 15, a. 320  
 1029.8.61.5, 2009, c. 15, a. 321  
 1029.8.61.5.1, 2009, c. 15, a. 322  
 1029.8.61.5.2, 2009, c. 15, a. 322  
 1029.8.61.6, 2009, c. 15, a. 323  
 1029.8.61.7.1, 2009, c. 15, a. 324  
 1029.8.61.20, 2009, c. 5, a. 456; 2009, c. 15, a. 325  
 1029.8.61.61, 2009, c. 5, a. 457  
 1029.8.61.65, 2009, c. 5, a. 458  
 1029.8.61.71, 2009, c. 5, a. 459  
 1029.8.61.72, 2009, c. 5, a. 459  
 1029.8.61.73, 2009, c. 5, a. 459  
 1029.8.61.74, 2009, c. 5, a. 459  
 1029.8.61.75, 2009, c. 5, a. 459  
 1029.8.61.76, 2009, c. 15, a. 326  
 1029.8.61.77, 2009, c. 15, a. 326  
 1029.8.61.78, 2009, c. 15, a. 326  
 1029.8.61.79, 2009, c. 15, a. 326  
 1029.8.61.80, 2009, c. 15, a. 326  
 1029.8.61.81, 2009, c. 15, a. 326  
 1029.8.61.82, 2009, c. 15, a. 326  
 1029.8.63, 2009, c. 15, a. 327  
 1029.8.66.2, 2009, c. 15, a. 328  
 1029.8.67, 2009, c. 5, a. 460; 2009, c. 15, a. 329  
 1029.8.67.1, 2009, c. 15, a. 330  
 1029.8.68, 2009, c. 5, a. 461  
 1029.8.69, 2009, c. 5, a. 462  
 1029.8.70, Ab. 2009, c. 5, a. 463  
 1029.8.71, Ab. 2009, c. 5, a. 463  
 1029.8.72, Ab. 2009, c. 5, a. 463  
 1029.8.73, 2009, c. 5, a. 464  
 1029.8.74, 2009, c. 5, a. 465  
 1029.8.75, 2009, c. 5, a. 466  
 1029.8.76, 2009, c. 5, a. 467

## Référence

Titre  
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

1029.8.77.1, 2009, c. 15, a. 331  
 1029.8.79, 2009, c. 5, a. 468  
 1029.8.80, 2009, c. 15, a. 332  
 1029.8.80.2, 2009, c. 5, a. 469; 2009, c. 15, a. 333  
 1029.8.80.3, 2009, c. 15, a. 334  
 1029.8.81, 2009, c. 5, a. 470  
 1029.8.101, 2009, c. 5, a. 471; 2009, c. 15, a. 335  
 1029.8.108, 2009, c. 15, a. 336  
 1029.8.110, 2009, c. 5, a. 472; 2009, c. 15, a. 337  
 1029.8.113, 2009, c. 5, a. 473  
 1029.8.114, 2009, c. 5, a. 474  
 1029.8.114.1, 2009, c. 5, a. 475  
 1029.8.115.1, 2009, c. 5, a. 476  
 1029.8.116.0.1, 2009, c. 5, a. 477  
 1029.8.116.1, 2009, c. 5, a. 478; 2009, c. 15, a. 339  
 1029.8.116.2.2, 2009, c. 15, a. 340  
 1029.8.116.3, Ab. 2009, c. 15, a. 341  
 1029.8.116.5, 2009, c. 15, a. 343  
 1029.8.116.5.0.1, 2009, c. 15, a. 344  
 1029.8.116.5.0.2, 2009, c. 15, a. 344  
 1029.8.116.5.0.3, 2009, c. 15, a. 344  
 1029.8.116.5.1, 2009, c. 15, a. 345  
 1029.8.116.5.2, 2009, c. 15, a. 346  
 1029.8.116.8, 2009, c. 5, a. 479; 2009, c. 15, a. 347  
 1029.8.116.8.1, 2009, c. 15, a. 348  
 1029.8.116.8.2, 2009, c. 15, a. 348  
 1029.8.116.9, 2009, c. 15, a. 349  
 1029.8.116.9.1, 2009, c. 15, a. 350  
 1029.8.116.9.2, 2009, c. 15, a. 350  
 1029.8.116.10, 2009, c. 15, a. 351  
 1029.8.116.11, 2009, c. 15, a. 352  
 1029.8.126, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.127, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.128, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.129, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.130, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.131, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.132, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.133, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.134, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.135, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.136, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.137, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.138, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.139, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.140, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.141, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.142, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.143, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.144, 2009, c. 5, a. 480  
 1029.8.145, 2009, c. 5, a. 480  
 1033.7, 2009, c. 5, a. 481  
 1033.8, 2009, c. 5, a. 482  
 1034.0.0.3, 2009, c. 5, a. 483  
 1034.1, 2009, c. 15, a. 353  
 1034.6, 2009, c. 5, a. 484  
 1034.8, 2009, c. 5, a. 485  
 1034.9, 2009, c. 5, a. 485  
 1034.10, 2009, c. 15, a. 354  
 1035, 2009, c. 5, a. 486; 2009, c. 15, a. 355  
 1036, 2009, c. 5, a. 486; 2009, c. 15, a. 356  
 1038, 2009, c. 5, a. 487  
 1044, 2009, c. 15, a. 357

## Référence

Titre  
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

1044.0.2, 2009, c. 5, a. 488  
 1045.0.1, 2009, c. 5, a. 489  
 1049, 2009, c. 5, a. 490  
 1049.14, 2009, c. 15, a. 358  
 1049.14.0.1, 2009, c. 15, a. 359  
 1052, 2009, c. 5, a. 491; 2009, c. 15, a. 360  
 1053.0.1.1, 2009, c. 15, a. 361  
 1053.0.2, 2009, c. 5, a. 492  
 1053.0.3, 2009, c. 5, a. 493  
 1053.0.4, 2009, c. 5, a. 494  
 1054, 2009, c. 5, a. 495  
 1055, 2009, c. 5, a. 496  
 1055.1.1, 2009, c. 15, a. 362  
 1056.4.0.1, 2009, c. 5, a. 497  
 1056.4.1, 2009, c. 5, a. 498  
 1065.1, 2009, c. 15, a. 363  
 1079.1, 2009, c. 5, a. 499  
 1086.9, 2009, c. 15, a. 364  
 1086.10, 2009, c. 15, a. 365  
 1086.12.1, 2009, c. 15, a. 367  
 1086.12.2, 2009, c. 15, a. 368  
 1092, 2009, c. 5, a. 500  
 1096.1, 2009, c. 5, a. 501  
 1096.2, 2009, c. 5, a. 502  
 1101, 2009, c. 15, a. 369  
 1101.1, 2009, c. 15, a. 370  
 1101.2, 2009, c. 15, a. 370  
 1102, 2009, c. 5, a. 503; 2009, c. 15, a. 371  
 1102.1, 2009, c. 5, a. 504  
 1102.2, 2009, c. 15, a. 372  
 1102.4, 2009, c. 5, a. 505; 2009, c. 15, a. 373  
 1102.5, 2009, c. 15, a. 374  
 1120, 2009, c. 5, a. 506  
 1120.0.1, 2009, c. 5, a. 507  
 1120.1, 2009, c. 5, a. 508  
 1121.7, 2009, c. 5, a. 509  
 1121.7.1, 2009, c. 5, a. 510  
 1125.1, 2009, c. 5, a. 511  
 1129.0.0.1, 2009, c. 5, a. 512  
 1129.0.0.4.1, 2009, c. 15, a. 375  
 1129.0.0.6, 2009, c. 5, a. 513  
 1129.0.1, 2009, c. 5, a. 514  
 1129.0.2, 2009, c. 5, a. 515  
 1129.0.3, 2009, c. 5, a. 516; 2009, c. 15, a. 376  
 1129.0.4, 2009, c. 5, a. 517  
 1129.0.5, 2009, c. 5, a. 518; 2009, c. 15, a. 377  
 1129.0.7, 2009, c. 15, a. 378  
 1129.0.8, 2009, c. 5, a. 519  
 1129.0.9, 2009, c. 5, a. 520; 2009, c. 15, a. 379  
 1129.0.9.1, 2009, c. 15, a. 380  
 1129.0.13, 2009, c. 15, a. 381  
 1129.0.17, 2009, c. 15, a. 382  
 1129.0.21, 2009, c. 15, a. 383  
 1129.2, 2009, c. 15, a. 384  
 1129.4.0.6, 2009, c. 15, a. 385  
 1129.4.2.1, 2009, c. 15, a. 386  
 1129.4.3.3, 2009, c. 15, a. 387  
 1129.4.3.6, 2009, c. 5, a. 521  
 1129.4.3.10, 2009, c. 5, a. 522  
 1129.4.3.36, 2009, c. 15, a. 388  
 1129.4.3.37, 2009, c. 15, a. 388  
 1129.4.3.38, 2009, c. 15, a. 388  
 1129.4.3.39, 2009, c. 15, a. 388

## Référence

Titre  
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

1129.4.15, 2009, c. 15, a. 389  
 1129.4.20, 2009, c. 15, a. 390  
 1129.4.25, 2009, c. 15, a. 391  
 1129.12.10, 2009, c. 15, a. 392  
 1129.12.15, 2009, c. 15, a. 393  
 1129.12.19, 2009, c. 15, a. 394  
 1129.18, 2009, c. 15, a. 395  
 1129.22, 2009, c. 15, a. 396  
 1129.23.3, 2009, c. 15, a. 397  
 1129.23.4.3, 2009, c. 15, a. 398  
 1129.23.4.7, 2009, c. 15, a. 399  
 1129.23.7, 2009, c. 15, a. 400  
 1129.27.4.3, 2009, c. 15, a. 401  
 1129.33.2, 2009, c. 15, a. 402  
 1129.33.3, 2009, c. 15, a. 403  
 1129.33.4, 2009, c. 15, a. 404  
 1129.36, 2009, c. 15, a. 405  
 1129.40, 2009, c. 15, a. 406  
 1129.41.0.1, 2009, c. 15, a. 407  
 1129.41.0.2, 2009, c. 15, a. 407  
 1129.41.0.3, 2009, c. 15, a. 407  
 1129.41.0.4, 2009, c. 15, a. 407  
 1129.41.0.5, 2009, c. 15, a. 407  
 1129.41.0.6, 2009, c. 15, a. 407  
 1129.41.0.7, 2009, c. 15, a. 407  
 1129.41.0.8, 2009, c. 15, a. 407  
 1129.41.0.9, 2009, c. 15, a. 407  
 1129.41.0.10, 2009, c. 15, a. 407  
 1129.42, 2009, c. 5, a. 523  
 1129.43, 2009, c. 5, a. 524  
 1129.44, 2009, c. 5, a. 525; 2009, c. 15, a. 408  
 1129.44.2, 2009, c. 15, a. 409  
 1129.45.0.3, 2009, c. 15, a. 410  
 1129.45.1, 2009, c. 5, a. 526  
 1129.45.2, 2009, c. 5, a. 527  
 1129.45.2.1, 2009, c. 5, a. 528  
 1129.45.3.3, 2009, c. 15, a. 411  
 1129.45.3.5.3, 2009, c. 15, a. 412  
 1129.45.3.5.9, 2009, c. 15, a. 413  
 1129.45.3.30.2, 2009, c. 15, a. 414  
 1129.45.3.30.3, 2009, c. 15, a. 415  
 1129.45.6, 2009, c. 15, a. 416  
 1129.45.7.1, 2009, c. 15, a. 417  
 1129.45.19, 2009, c. 15, a. 418  
 1129.45.20, 2009, c. 5, a. 529  
 1129.45.24, 2009, c. 15, a. 419  
 1129.45.29, 2009, c. 15, a. 420  
 1129.45.41.12, 2009, c. 15, a. 421  
 1129.45.41.13, 2009, c. 15, a. 421  
 1129.45.41.14, 2009, c. 15, a. 421  
 1129.45.41.15, 2009, c. 15, a. 421  
 1129.45.41.16, 2009, c. 15, a. 421  
 1129.45.41.17, 2009, c. 15, a. 421  
 1129.45.41.18, 2009, c. 15, a. 421  
 1129.45.44, 2009, c. 15, a. 422  
 1129.52, 2009, c. 5, a. 530  
 1129.60, 2009, c. 5, a. 531  
 1129.60.1, 2009, c. 5, a. 532  
 1129.66.1, 2009, c. 5, a. 533  
 1129.66.2, 2009, c. 5, a. 533  
 1129.66.3, 2009, c. 5, a. 533  
 1129.66.4, 2009, c. 5, a. 533  
 1129.66.5, 2009, c. 5, a. 533

## Référence

Titre  
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

**1129.66.6**, 2009, c. 5, a. 533  
**1129.66.7**, 2009, c. 5, a. 533  
**1129.66.8**, 2009, c. 5, a. 533  
**1129.67**, 2009, c. 15, a. 423  
**1129.70**, 2009, c. 5, a. 534; 2009, c. 15, a. 424  
**1129.71**, 2009, c. 5, a. 534; 2009, c. 15, a. 425  
**1129.72**, 2009, c. 5, a. 534  
**1129.73**, 2009, c. 5, a. 534; 2009, c. 15, a. 426  
**1129.74**, 2009, c. 5, a. 534  
**1129.75**, 2009, c. 5, a. 534  
**1129.76**, 2009, c. 5, a. 534  
**1130**, 2009, c. 5, a. 535; 2009, c. 15, a. 427  
**1132.4**, 2009, c. 5, a. 536  
**1132.5**, 2009, c. 5, a. 537  
**1135**, 2009, c. 5, a. 538  
**1135.1**, 2009, c. 5, a. 539  
**1135.2**, 2009, c. 5, a. 540  
**1135.3**, 2009, c. 5, a. 541; 2009, c. 15, a. 428  
**1135.3.0.1**, 2009, c. 5, a. 542; 2009, c. 15, a. 429  
**1135.3.1**, 2009, c. 5, a. 543; 2009, c. 15, a. 430  
**1135.4**, 2009, c. 5, a. 544  
**1135.5**, 2009, c. 15, a. 431  
**1135.6**, 2009, c. 5, a. 545  
**1135.6.0.1**, 2009, c. 5, a. 546  
**1135.6.1**, 2009, c. 5, a. 547  
**1135.7**, 2009, c. 5, a. 548  
**1135.7.0.1**, 2009, c. 5, a. 549  
**1135.7.1**, 2009, c. 5, a. 550  
**1135.7.2**, 2009, c. 5, a. 551  
**1135.7.3**, 2009, c. 5, a. 552  
**1135.8**, 2009, c. 5, a. 553; 2009, c. 15, a. 432  
**1135.8.1**, 2009, c. 5, a. 554; 2009, c. 15, a. 433  
**1135.9**, 2009, c. 5, a. 555  
**1135.12**, 2009, c. 15, a. 434  
**1136**, 2009, c. 5, a. 556  
**1137**, 2009, c. 15, a. 435  
**1137.0.0.2**, 2009, c. 15, a. 436  
**1137.0.1**, 2009, c. 15, a. 437  
**1137.4**, 2009, c. 15, a. 438  
**1138**, 2009, c. 5, a. 557  
**1138.0.1**, 2009, c. 5, a. 558  
**1138.1**, 2009, c. 5, a. 559  
**1138.2.2**, 2009, c. 5, a. 560  
**1138.2.2.1**, 2009, c. 15, a. 439  
**1138.2.2.2**, 2009, c. 15, a. 439  
**1138.2.3**, 2009, c. 5, a. 561  
**1138.2.6**, 2009, c. 15, a. 440  
**1138.4**, 2009, c. 5, a. 562  
**1141.1.1**, 2009, c. 15, a. 441  
**1141.1.2**, 2009, c. 15, a. 442  
**1141.8.1**, 2009, c. 15, a. 443  
**1141.8.2**, 2009, c. 15, a. 443  
**1145**, 2009, c. 15, a. 444  
**1159.7**, 2009, c. 15, a. 445  
**1170.1**, 2009, c. 5, a. 563  
**1170.4**, 2009, c. 5, a. 564  
**1175**, 2009, c. 15, a. 446  
**1175.4.1**, 2009, c. 5, a. 565  
**1175.4.4**, 2009, c. 5, a. 566  
**1175.19**, 2009, c. 15, a. 447  
**1175.19.2**, 2009, c. 5, a. 567; 2009, c. 15, a. 448  
**1175.19.2.1**, 2009, c. 5, a. 568; 2009, c. 15, a. 449  
**1175.19.2.2**, 2009, c. 15, a. 450

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i> <b>1175.21.0.1</b> , 2009, c. 15, a. 451 <b>1175.25</b> , 2009, c. 15, a. 452 <b>1175.27</b> , 2009, c. 15, a. 453 <b>1175.28.9</b> , 2009, c. 15, a. 454 <b>1175.28.10</b> , 2009, c. 15, a. 455 <b>1175.28.10.1</b> , 2009, c. 15, a. 456 <b>1175.28.14</b> , 2009, c. 5, a. 569 <b>1175.28.15</b> , 2009, c. 15, a. 457 <b>1178</b> , 2009, c. 15, a. 458 <b>1185</b> , 2009, c. 5, a. 570 <b>1186.3</b> , 2009, c. 5, a. 571 <b>1186.5</b> , 2009, c. 5, a. 572 <b>1186.8</b> , 2009, c. 5, a. 573 <b>1186.10</b> , 2009, c. 5, a. 574
c. I-4	Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts <b>17</b> , 2009, c. 15, a. 459
c. I-8	Loi sur les infirmières et les infirmiers <b>11</b> , 2009, c. 35, a. 51 <b>12</b> , 2009, c. 35, a. 52 <b>14</b> , 2009, c. 28, a. 13 <b>33</b> , 2009, c. 35, a. 53 <b>34</b> , 2009, c. 35, a. 54 <b>36</b> , 2009, c. 28, a. 14 <b>38</b> , 2009, c. 35, a. 55
c. I-9	Loi sur les ingénieurs <b>26</b> , 2009, c. 35, a. 56
c. I-13.1.1	Loi sur l'Institut national de santé publique du Québec <b>19.1</b> , 2009, c. 45, a. 5 <b>19.2</b> , 2009, c. 45, a. 5 <b>19.3</b> , 2009, c. 45, a. 5 <b>19.4</b> , 2009, c. 45, a. 5 <b>19.5</b> , 2009, c. 45, a. 5
c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique <b>277</b> , 2009, c. 38, a. 18 <b>280</b> , Ab. 2009, c. 38, a. 19 <b>445</b> , 2009, c. 38, a. 20
c. I-14	Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis <b>617</b> , 2009, c. 52, a. 593
c. I-15	Loi sur l'interdiction de subventions municipales <b>1</b> , 2009, c. 52, a. 714
c. J-3	Loi sur la justice administrative <b>25</b> , 2009, c. 24, a. 92; 2009, c. 30, a. 49 <b>Ann. I</b> , 2009, c. 24, a. 93; 2009, c. 30, a. 50; 2009, c. 45, a. 6 <b>Ann. III</b> , 2009, c. 21, a. 31; 2009, c. 31, a. 29 <b>Ann. IV</b> , 2009, c. 48, a. 25; 2009, c. 52, a. 594



Référence	Titre Modifications
c. L-0.2	<p>Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons et la disposition des cadavres  <i>(Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes et des tissus et la disposition des cadavres)</i></p> <p><b>Titre</b>, 2009, c. 30, a. 51  <b>1</b>, 2009, c. 30, a. 52  <b>24.1</b>, Ab. 2009, c. 45, a. 7  <b>24.2</b>, Ab. 2009, c. 45, a. 7  <b>24.3</b>, Ab. 2009, c. 45, a. 7  <b>24.4</b>, Ab. 2009, c. 45, a. 7  <b>24.5</b>, Ab. 2009, c. 45, a. 7  <b>24.6</b>, Ab. 2009, c. 45, a. 7  <b>30.1</b>, 2009, c. 29, a. 19  <b>30.2</b>, 2009, c. 29, a. 20  <b>30.4.1</b>, 2009, c. 29, a. 21  <b>30.5</b>, 2009, c. 29, a. 22  <b>34</b>, 2009, c. 29, a. 23  <b>35</b>, 2009, c. 29, a. 24  <b>38</b>, 2009, c. 29, a. 25; 2009, c. 43, a. 6  <b>39.1</b>, 2009, c. 29, a. 26  <b>40.3.2</b>, 2009, c. 29, a. 27  <b>67.1</b>, 2009, c. 29, a. 28  <b>69</b>, 2009, c. 43, a. 7</p>
c. L-4	<p>Loi sur la liquidation des compagnies</p> <p><b>1</b>, 2009, c. 52, a. 595</p>
c. M-9	<p>Loi médicale</p> <p><b>1</b>, 2009, c. 30, a. 53  <b>15</b>, 2009, c. 30, a. 54  <b>16</b>, 2009, c. 30, a. 55  <b>31</b>, 2009, c. 28, a. 15  <b>34</b>, 2009, c. 35, a. 57  <b>43</b>, 2009, c. 35, a. 58</p>
c. M-12.1	<p>Loi sur les mesureurs de bois</p> <p><b>18</b>, 2009, c. 43, a. 8  <b>30</b>, 2009, c. 43, a. 9</p>
c. M-19	<p>Loi sur le ministère de la Justice</p> <p><b>7</b>, 2009, c. 8, a. 12</p>
c. M-22.1	<p>Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</p> <p><b>14</b>, 2009, c. 26, a. 72</p>
c. M-24.01	<p>Loi sur le ministère des Finances</p> <p><b>4</b>, 2009, c. 38, a. 21  <b>22</b>, 2009, c. 38, a. 22</p>
c. M-28	<p>Loi sur le ministère des Transports</p> <p><b>3</b>, 2009, c. 48, a. 26  <b>12.1</b>, 2009, c. 48, a. 27  <b>12.1.1</b>, 2009, c. 48, a. 28  <b>12.30</b>, 2009, c. 48, a. 29  <b>12.43</b>, 2009, c. 48, a. 30  <b>12.44</b>, 2009, c. 48, a. 30</p>

Référence	Titre Modifications
c. M-30.01	Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation  <b>96</b> , 2009, c. 26, a. 73
c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu  <b>1</b> , 2009, c. 15, a. 460 <b>1.2.1</b> , 2009, c. 15, a. 461 <b>12.0.3.1</b> , 2009, c. 5, a. 575 <b>14</b> , 2009, c. 5, a. 576 <b>17.3</b> , 2009, c. 15, a. 462 <b>17.5</b> , 2009, c. 15, a. 463 <b>34.3</b> , 2009, c. 5, a. 577 <b>37.8</b> , 2009, c. 15, a. 464 <b>38</b> , 2009, c. 15, a. 465 <b>40</b> , 2009, c. 15, a. 466 <b>40.1</b> , 2009, c. 15, a. 467 <b>40.1.0.1</b> , 2009, c. 15, a. 468 <b>40.1.0.2</b> , 2009, c. 15, a. 468 <b>40.1.3</b> , 2009, c. 15, a. 469 <b>40.2</b> , 2009, c. 15, a. 470 <b>40.3</b> , 2009, c. 15, a. 471; 2009, c. 47, a. 19 <b>40.4</b> , 2009, c. 15, a. 471 <b>40.5</b> , 2009, c. 15, a. 471 <b>40.6</b> , 2009, c. 15, a. 471 <b>40.7</b> , 2009, c. 15, a. 471 <b>40.8</b> , 2009, c. 15, a. 471 <b>40.9</b> , 2009, c. 15, a. 471 <b>40.10</b> , 2009, c. 15, a. 471 <b>40.11</b> , 2009, c. 15, a. 471 <b>40.12</b> , 2009, c. 15, a. 471 <b>60.3</b> , 2009, c. 5, a. 578 <b>68.0.2</b> , 2009, c. 15, a. 472; 2009, c. 47, a. 20 <b>69.0.0.0.1</b> , 2009, c. 19, a. 12 <b>69.0.0.7</b> , 2009, c. 19, a. 13 <b>69.0.0.8</b> , 2009, c. 19, a. 14 <b>69.1</b> , 2009, c. 19, a. 15 <b>69.3</b> , 2009, c. 19, a. 16 <b>72.1</b> , 2009, c. 47, a. 21 <b>72.3.1</b> , 2009, c. 47, a. 22 <b>72.4</b> , 2009, c. 47, a. 23 <b>93.1.1</b> , 2009, c. 24, a. 94 <b>93.1.1.1</b> , 2009, c. 15, a. 473 <b>93.1.8</b> , 2009, c. 5, a. 579 <b>93.1.12</b> , 2009, c. 5, a. 580 <b>93.2</b> , 2009, c. 24, a. 95 <b>94.0.3.2</b> , 2009, c. 5, a. 581 <b>97.2</b> , 2009, c. 5, a. 582
c. M-35.1	Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche  <b>59</b> , 2009, c. 52, a. 596
c. N-1.1	Loi sur les normes du travail  <b>39.0.3</b> , 2009, c. 15, a. 474 <b>39.0.4</b> , 2009, c. 15, a. 475 <b>77</b> , 2009, c. 25, a. 108; 2009, c. 58, a. 89
c. N-3	Loi sur le notariat  <b>6</b> , 2009, c. 35, a. 59 <b>9</b> , 2009, c. 35, a. 60 <b>12</b> , 2009, c. 35, a. 61

Référence	Titre Modifications
c. N-3	Loi sur le notariat — <i>Suite</i> <b>13</b> , 2009, c. 35, a. 62 <b>18</b> , 2009, c. 58, a. 90 <b>28</b> , 2009, c. 35, a. 63 <b>37</b> , 2009, c. 35, a. 64
c. O-7	Loi sur l'optométrie <b>20</b> , 2009, c. 35, a. 65
c. O-9	Loi sur l'organisation territoriale municipale <b>210.3.1</b> , 2009, c. 26, a. 74 <b>210.3.2</b> , 2009, c. 26, a. 75 <b>210.3.3</b> , 2009, c. 26, a. 76 <b>210.3.10</b> , 2009, c. 26, a. 77 <b>210.3.11</b> , 2009, c. 26, a. 78 <b>210.3.12</b> , 2009, c. 26, a. 79 <b>210.29.2</b> , 2009, c. 11, a. 86 <b>Ann. I</b> , 2009, c. 11, aa. 87, 88, 89
c. O-10	Loi reconnaissant des organismes visant à favoriser les échanges internationaux pour la jeunesse <b>8</b> , 2009, c. 7, a. 39 <b>9</b> , 2009, c. 7, a. 40 <b>10</b> , 2009, c. 7, a. 41 <b>11</b> , 2009, c. 7, a. 42 <b>12</b> , 2009, c. 7, a. 43
c. P-9	Loi sur les parcs <b>15</b> , 2009, c. 49, a. 45
c. P-9.001	Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport <b>1.1</b> , 2009, c. 53, a. 45 <b>3</b> , 2009, c. 48, a. 1 <b>4</b> , 2009, c. 48, a. 2 <b>6</b> , 2009, c. 48, a. 3 <b>8</b> , 2009, c. 48, a. 4 <b>8.1</b> , 2009, c. 48, a. 5 <b>8.2</b> , 2009, c. 48, a. 5 <b>11</b> , 2009, c. 48, a. 6 <b>12</b> , 2009, c. 48, a. 7 <b>13</b> , 2009, c. 48, a. 8 <b>14</b> , 2009, c. 48, a. 9 <b>15</b> , 2009, c. 48, a. 10 <b>16</b> , 2009, c. 48, a. 11 <b>16.1</b> , 2009, c. 48, a. 12 <b>16.2</b> , 2009, c. 48, a. 12 <b>17</b> , 2009, c. 48, a. 13 <b>18</b> , 2009, c. 48, a. 14 <b>19</b> , 2009, c. 48, a. 14 <b>20</b> , 2009, c. 48, a. 14 <b>21</b> , 2009, c. 48, a. 14 <b>22</b> , 2009, c. 48, a. 14 <b>23</b> , 2009, c. 48, a. 14
c. P-10	Loi sur la pharmacie <b>18</b> , 2009, c. 35, a. 66 <b>37</b> , 2009, c. 35, a. 67

Référence	Titre Modifications
c. P-13.1	Loi sur la police 104.1, 2009, c. 59, a. 1 104.2, 2009, c. 59, a. 1 104.3, 2009, c. 59, a. 1 104.4, 2009, c. 59, a. 1 104.5, 2009, c. 59, a. 1 104.6, 2009, c. 59, a. 1 104.7, 2009, c. 59, a. 1 104.8, 2009, c. 59, a. 1 104.9, 2009, c. 59, a. 1 104.10, 2009, c. 59, a. 1 104.11, 2009, c. 59, a. 1 104.12, 2009, c. 59, a. 1 104.13, 2009, c. 59, a. 1 104.14, 2009, c. 59, a. 1 104.15, 2009, c. 59, a. 1 104.16, 2009, c. 59, a. 1 104.17, 2009, c. 59, a. 1 126, 2009, c. 59, a. 2 128, 2009, c. 59, a. 3 143.1, 2009, c. 59, a. 4 149, 2009, c. 59, a. 5 169, 2009, c. 59, a. 6 170, 2009, c. 59, a. 7 176, 2009, c. 59, a. 8 177, 2009, c. 59, a. 9 179, 2009, c. 59, a. 10 193.1, 2009, c. 59, a. 11 193.2, 2009, c. 59, a. 11 193.3, 2009, c. 59, a. 11 193.4, 2009, c. 59, a. 11 193.5, 2009, c. 59, a. 11 193.6, 2009, c. 59, a. 11 193.7, 2009, c. 59, a. 11 193.8, 2009, c. 59, a. 11 193.9, 2009, c. 59, a. 11 193.10, 2009, c. 59, a. 11 236, 2009, c. 59, a. 12
c. P-18.1	Loi visant la préservation des ressources en eau Ab., 2009, c. 21, a. 32
c. P-19	Loi sur la presse 10, 2009, c. 52, a. 597
c. P-29	Loi sur les produits alimentaires 7, 2009, c. 10, a. 29 9, 2009, c. 10, a. 30 32, 2009, c. 10, a. 31 32.1, 2009, c. 10, a. 32 33, 2009, c. 10, a. 33 33.0.0.1, 2009, c. 10, a. 34 33.0.1, 2009, c. 10, a. 35 33.1, 2009, c. 10, a. 36 34, 2009, c. 10, a. 37 40, 2009, c. 10, a. 38 45, 2009, c. 10, a. 39 45.2, 2009, c. 10, a. 40

Référence	Titre Modifications
c. P-34.1	Loi sur la protection de la jeunesse <b>32</b> , 2009, c. 45, a. 8 <b>81</b> , 2009, c. 45, a. 9 <b>85</b> , 2009, c. 45, a. 10 <b>96</b> , 2009, c. 45, a. 11
c. P-40.1	Loi sur la protection du consommateur <b>1</b> , 2009, c. 51, a. 1 <b>11.2</b> , 2009, c. 51, a. 2 <b>11.3</b> , 2009, c. 51, a. 2 <b>11.4</b> , 2009, c. 51, a. 2 <b>13</b> , 2009, c. 51, a. 3 <b>19.1</b> , 2009, c. 51, a. 4 <b>23</b> , 2009, c. 51, a. 5 <b>25</b> , 2009, c. 51, a. 6 <b>52.1</b> , 2009, c. 51, a. 7 <b>54.1</b> , 2009, c. 51, a. 8 <b>54.2</b> , 2009, c. 51, a. 8 <b>54.9</b> , 2009, c. 51, a. 8 <b>54.12</b> , 2009, c. 51, a. 8 <b>54.16</b> , 2009, c. 51, a. 8 <b>187.1</b> , 2009, c. 51, a. 9 <b>187.2</b> , 2009, c. 51, a. 9 <b>187.3</b> , 2009, c. 51, a. 9 <b>187.4</b> , 2009, c. 51, a. 9 <b>187.5</b> , 2009, c. 51, a. 9 <b>214.1</b> , 2009, c. 51, a. 11 <b>214.2</b> , 2009, c. 51, a. 11 <b>214.3</b> , 2009, c. 51, a. 11 <b>214.4</b> , 2009, c. 51, a. 11 <b>214.5</b> , 2009, c. 51, a. 11 <b>214.6</b> , 2009, c. 51, a. 11 <b>214.7</b> , 2009, c. 51, a. 11 <b>214.8</b> , 2009, c. 51, a. 11 <b>214.9</b> , 2009, c. 51, a. 11 <b>214.10</b> , 2009, c. 51, a. 11 <b>214.11</b> , 2009, c. 51, a. 11 <b>224</b> , 2009, c. 51, a. 12 <b>228.1</b> , 2009, c. 51, a. 13 <b>230</b> , 2009, c. 51, a. 14 <b>260.6</b> , Ab. 2009, c. 51, a. 15 <b>266</b> , 2009, c. 51, a. 16 <b>316</b> , 2009, c. 51, a. 17 <b>325</b> , 2009, c. 51, a. 18 <b>329</b> , 2009, c. 51, a. 19 <b>350</b> , 2009, c. 51, a. 20
c. P-45	Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales <b>2</b> , 2009, c. 52, a. 598 <b>2.1</b> , 2009, c. 52, a. 599 <b>9</b> , 2009, c. 52, a. 600 <b>10</b> , 2009, c. 52, a. 601 <b>12</b> , 2009, c. 52, a. 602 <b>15</b> , Ab. 2009, c. 52, a. 603 <b>16</b> , Ab. 2009, c. 52, a. 603 <b>17</b> , 2009, c. 52, a. 604 <b>18</b> , 2009, c. 52, a. 605 <b>19</b> , 2009, c. 52, a. 606 <b>21</b> , 2009, c. 52, a. 607 <b>22</b> , 2009, c. 52, a. 608 <b>23</b> , 2009, c. 52, a. 609

## Référence

Titre  
Modifications

c. P-45

Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés  
et des personnes morales — *Suite*

23.1, 2009, c. 52, a. 610  
 24, 2009, c. 52, a. 611  
 26.1, 2009, c. 52, a. 612  
 28, 2009, c. 52, a. 613  
 30, 2009, c. 52, a. 614  
 30.1, 2009, c. 52, a. 615  
 31, 2009, c. 52, a. 616  
 33, 2009, c. 52, a. 617  
 34, 2009, c. 52, a. 618  
 35, 2009, c. 52, a. 619  
 37, 2009, c. 52, a. 620  
 39, 2009, c. 52, a. 621  
 41, 2009, c. 52, a. 622  
 41.1, Ab. 2009, c. 52, a. 623  
 42, 2009, c. 52, a. 624  
 43, 2009, c. 52, a. 625  
 47, 2009, c. 52, a. 626  
 49, 2009, c. 52, a. 627  
 53, 2009, c. 52, a. 628  
 57.1, Ab. 2009, c. 52, a. 630  
 57.1.0.1, 2009, c. 52, a. 631  
 57.1.0.2, 2009, c. 52, a. 631  
 57.1.0.3, 2009, c. 52, a. 631  
 57.1.0.4, 2009, c. 52, a. 631  
 57.1.0.5, 2009, c. 52, a. 631  
 57.1.0.6, 2009, c. 52, a. 631  
 57.1.0.7, 2009, c. 52, a. 631  
 61, 2009, c. 52, a. 632  
 62, 2009, c. 52, a. 633  
 63, 2009, c. 52, a. 634  
 64, 2009, c. 52, a. 635  
 70, 2009, c. 52, a. 636  
 72.1, Ab. 2009, c. 52, a. 637  
 74, 2009, c. 52, a. 638  
 82, 2009, c. 52, a. 639  
 83, 2009, c. 52, a. 640  
 84, 2009, c. 52, a. 641  
 87, 2009, c. 52, a. 642  
 97, 2009, c. 52, a. 643  
 98, 2009, c. 52, a. 644  
 102.1, 2009, c. 52, a. 645  
 109, 2009, c. 52, a. 646

c. Q-2

Loi sur la qualité de l'environnement

31.74, 2009, c. 21, a. 19  
 31.75, 2009, c. 21, a. 19  
 31.76, 2009, c. 21, a. 19  
 31.77, 2009, c. 21, a. 19  
 31.78, 2009, c. 21, a. 19  
 31.79, 2009, c. 21, a. 19  
 31.80, 2009, c. 21, a. 19  
 31.81, 2009, c. 21, a. 19  
 31.82, 2009, c. 21, a. 19  
 31.83, 2009, c. 21, a. 19  
 31.84, 2009, c. 21, a. 19  
 31.85, 2009, c. 21, a. 19  
 31.86, 2009, c. 21, a. 19  
 31.87, 2009, c. 21, a. 19  
 31.88, 2009, c. 21, a. 19  
 31.89, 2009, c. 21, a. 19  
 31.90, 2009, c. 21, a. 19

Référence	Titre Modifications
c. Q-2	<p>Loi sur la qualité de l'environnement — <i>Suite</i></p> <p> <b>31.91</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.92</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.93</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.94</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.95</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.96</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.97</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.98</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.99</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.100</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.101</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.102</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.103</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.104</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.105</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.106</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.107</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>31.108</b>, 2009, c. 21, a. 19  <b>32</b>, 2009, c. 21, a. 20  <b>46</b>, 2009, c. 21, a. 22  <b>46.1</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.2</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.3</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.4</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.5</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.6</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.7</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.8</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.9</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.10</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.11</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.12</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.13</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.14</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.15</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.16</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.17</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>46.18</b>, 2009, c. 33, a. 1  <b>96</b>, 2009, c. 21, a. 23; 2009, c. 33, a. 2  <b>106</b>, 2009, c. 21, a. 24  <b>106.1</b>, 2009, c. 21, a. 25  <b>112.0.1</b>, 2009, c. 21, a. 26  <b>117</b>, 2009, c. 21, a. 27  <b>118.3.2</b>, 2009, c. 21, a. 28  <b>118.5</b>, 2009, c. 21, a. 29  <b>Ann. 0.A</b>, 2009, c. 21, a. 30 </p>
c. R-2.2	<p>Loi sur le recouvrement de certaines créances</p> <p><b>14.1</b>, 2009, c. 51, a. 33</p>
c. R-2.2.0.1	<p>Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations</p> <p><b>3</b>, 2009, c. 38, a. 23  <b>4.1</b>, 2009, c. 38, a. 24</p>
c. R-3	<p>Loi sur la refonte des lois et des règlements</p> <p><b>Remp.</b>, 2009, c. 40, a. 15</p>
c. R-5	<p>Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec</p> <p><b>34</b>, 2009, c. 5, a. 583  <b>34.1.0.1</b>, 2009, c. 5, a. 584</p>

Référence	Titre Modifications
c. R-5	Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec — <i>Suite</i> <b>34.1.4</b> , 2009, c. 5, a. 585 <b>34.1.6.1</b> , 2009, c. 5, a. 586; 2009, c. 15, a. 476 <b>34.1.7</b> , 2009, c. 5, a. 587 <b>37.1</b> , 2009, c. 5, a. 588 <b>37.4</b> , 2009, c. 5, a. 589; 2009, c. 15, a. 477 <b>37.6</b> , 2009, c. 5, a. 590 <b>37.7</b> , 2009, c. 5, a. 591 <b>37.9</b> , 2009, c. 24, a. 96 <b>37.10</b> , 2009, c. 5, a. 592
c. R-6.01	Loi sur la Régie de l'énergie <b>85.35</b> , 2009, c. 33, a. 4 <b>85.36</b> , 2009, c. 33, a. 5 <b>85.38</b> , 2009, c. 33, a. 6 <b>85.39</b> , 2009, c. 33, a. 7
c. R-8.1.1	Loi sur le Régime d'investissement coopératif <b>6.1</b> , 2009, c. 15, a. 478 <b>6.2</b> , 2009, c. 15, a. 478 <b>56</b> , 2009, c. 15, a. 479
c. R-8.2	Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic <b>Ann. C</b> , 2009, c. 6, a. 32; 2009, c. 53, a. 46
c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec <b>1</b> , 2009, c. 24, a. 97 <b>3</b> , 2009, c. 24, a. 98 <b>8.1</b> , 2009, c. 24, a. 99 <b>14</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>15</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>16</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>17</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>18</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>19</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>20</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>20.1</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>21</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>22</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>23</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>23.1</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>23.2</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>23.3</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>23.4</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>23.4.1</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>23.4.2</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>23.4.3</b> , 2009, c. 41, a. 1 <b>23.6</b> , 2009, c. 41, a. 2 <b>31</b> , 2009, c. 41, a. 3 <b>33</b> , 2009, c. 41, a. 4 <b>36</b> , 2009, c. 41, a. 5 <b>37</b> , 2009, c. 41, a. 6 <b>47</b> , 2009, c. 24, a. 100 <b>47.1</b> , 2009, c. 24, a. 101 <b>48.1</b> , 2009, c. 24, a. 102 <b>51</b> , 2009, c. 24, a. 103 <b>53</b> , 2009, c. 24, a. 104 <b>55</b> , 2009, c. 5, a. 593 <b>74</b> , 2009, c. 24, a. 105



Référence	Titre Modifications
c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec — <i>Suite</i> <b>76</b> , 2009, c. 24, a. 106 <b>77</b> , 2009, c. 24, a. 107 <b>98</b> , 2009, c. 24, a. 108 <b>184</b> , 2009, c. 24, a. 109 <b>200</b> , 2009, c. 24, a. 110 <b>203</b> , 2009, c. 24, a. 111
c. R-9.1	Loi sur le régime de retraite de certains enseignants <b>41.8</b> , 2009, c. 56, a. 1 <b>62</b> , 2009, c. 56, a. 2
c. R-9.2	Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels <b>47.2</b> , 2009, c. 56, a. 3 <b>74</b> , 2009, c. 56, a. 4
c. R-9.3	Loi sur le régime de retraite des élus municipaux <b>63.0.5</b> , 2009, c. 26, a. 80 <b>63.0.6</b> , 2009, c. 26, a. 81 <b>63.0.7</b> , 2009, c. 26, a. 82 <b>63.0.7.1</b> , 2009, c. 26, a. 83 <b>63.0.10</b> , Ab. 2009, c. 26, a. 84
c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics <b>36.1.2</b> , 2009, c. 56, a. 5 <b>58</b> , 2009, c. 56, a. 6 <b>59</b> , 2009, c. 56, a. 7 <b>91</b> , 2009, c. 56, a. 8 <b>215.17</b> , 2009, c. 56, a. 9 <b>223.1</b> , 2009, c. 56, a. 10 <b>Ann. I</b> , 2009, c. 6, a. 33; 2009, c. 7, a. 45; 2009, c. 32, a. 27; 2009, c. 53, a. 47
c. R-11	Loi sur le régime de retraite des enseignants <b>35.1.2</b> , 2009, c. 56, a. 11 <b>73</b> , 2009, c. 56, a. 12 <b>78.1</b> , 2009, c. 56, a. 13
c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires <b>62.7</b> , 2009, c. 56, a. 14 <b>99.9.4</b> , 2009, c. 56, a. 15 <b>109</b> , 2009, c. 56, a. 16 <b>114.1</b> , 2009, c. 56, a. 17
c. R-12.1	Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement <b>53.2</b> , 2009, c. 56, a. 18 <b>53.6</b> , 2009, c. 56, a. 19 <b>79</b> , 2009, c. 56, a. 20 <b>143</b> , Ab. 2009, c. 56, a. 21 <b>196</b> , 2009, c. 56, a. 22 <b>211</b> , 2009, c. 56, a. 23 <b>Ann. II</b> , 2009, c. 6, a. 34; 2009, c. 7, a. 45; 2009, c. 32, a. 28; 2009, c. 53, a. 48

Référence	Titre Modifications
c. R-13.1	Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec  <b>32</b> , 2009, c. 52, a. 647 <b>123</b> , 2009, c. 52, a. 648 <b>191.16</b> , 2009, c. 52, a. 649
c. R-15.1	Loi sur les régimes complémentaires de retraite  <b>2</b> , 2009, c. 1, a. 1 <b>230.0.0.1</b> , 2009, c. 1, a. 2 <b>230.0.0.2</b> , 2009, c. 1, a. 2 <b>230.0.0.3</b> , 2009, c. 1, a. 2 <b>230.0.0.4</b> , 2009, c. 1, a. 2 <b>230.0.0.5</b> , 2009, c. 1, a. 2 <b>230.0.0.6</b> , 2009, c. 1, a. 2 <b>230.0.0.7</b> , 2009, c. 1, a. 2 <b>230.0.0.8</b> , 2009, c. 1, a. 2 <b>230.0.0.9</b> , 2009, c. 1, a. 2 <b>230.0.0.10</b> , 2009, c. 1, a. 2 <b>230.0.0.11</b> , 2009, c. 1, a. 2 <b>244</b> , 2009, c. 1, a. 3 <b>251</b> , 2009, c. 41, a. 8
c. R-17.1	Loi sur le registraire des entreprises  <b>Ann. I</b> , 2009, c. 52, a. 650
c. R-20	Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction  <b>83</b> , 2009, c. 57, a. 9 <b>83.1</b> , 2009, c. 57, a. 9 <b>83.2</b> , 2009, c. 57, a. 9 <b>84</b> , 2009, c. 57, a. 10 <b>113.1</b> , 2009, c. 57, a. 11 <b>115</b> , 2009, c. 57, a. 12 <b>115.1</b> , 2009, c. 57, a. 13 <b>119</b> , 2009, c. 57, a. 14 <b>122</b> , 2009, c. 57, a. 15 <b>122.1</b> , 2009, c. 57, a. 16 <b>123</b> , 2009, c. 16, a. 7 <b>123.1</b> , 2009, c. 16, a. 8
c. R-20.1	Loi sur le remboursement d'impôts fonciers  <b>1.3</b> , 2009, c. 5, a. 594; 2009, c. 15, a. 480
c. R-25.1	Loi constituant une réserve budgétaire pour l'affectation d'excédents  <b>Ab.</b> , 2009, c. 38, a. 25
c. S-0.1	Loi sur les sages-femmes  <b>52</b> , Ab. 2009, c. 35, a. 68 <b>53</b> , Ab. 2009, c. 35, a. 68 <b>54</b> , Ab. 2009, c. 35, a. 68 <b>55</b> , Ab. 2009, c. 35, a. 68 <b>56</b> , Ab. 2009, c. 35, a. 68
c. S-2.1	Loi sur la santé et la sécurité du travail  <b>51.1</b> , 2009, c. 19, a. 17 <b>62</b> , 2009, c. 19, a. 18 <b>62.0.1</b> , 2009, c. 19, a. 19

Référence	Titre Modifications
c. S-2.1	Loi sur la santé et la sécurité du travail — <i>Suite</i>  <b>136.8</b> , 2009, c. 19, a. 20 <b>236</b> , 2009, c. 19, a. 21 <b>237</b> , 2009, c. 19, a. 21 <b>237.1</b> , 2009, c. 19, a. 21
c. S-2.2	Loi sur la santé publique  <b>19</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>20</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>21</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>22</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>23</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>24</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>25</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>26</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>27</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>28</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>29</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>30</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>31</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>32</b> , Ab. 2009, c. 45, a. 12 <b>36</b> , 2009, c. 45, a. 13 <b>43</b> , 2009, c. 45, a. 14 <b>51.1</b> , 2009, c. 45, a. 15 <b>52</b> , 2009, c. 45, a. 16 <b>95</b> , 2009, c. 45, a. 17 <b>130.1</b> , 2009, c. 45, a. 18 <b>130.2</b> , 2009, c. 45, a. 18 <b>130.3</b> , 2009, c. 45, a. 18 <b>130.4</b> , 2009, c. 45, a. 18 <b>130.5</b> , 2009, c. 45, a. 18 <b>130.6</b> , 2009, c. 45, a. 18 <b>137</b> , 2009, c. 45, a. 19
c. S-2.3	Loi sur la sécurité civile  <b>52.1</b> , 2009, c. 26, a. 85
c. S-3.4	Loi sur la sécurité incendie  <b>24</b> , 2009, c. 26, a. 86
c. S-4.1.1	Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance  <b>8</b> , 2009, c. 36, a. 73 <b>9</b> , Ab. 2009, c. 36, a. 74 <b>11</b> , 2009, c. 36, a. 75 <b>12</b> , 2009, c. 36, a. 76 <b>31</b> , 2009, c. 36, a. 77 <b>40</b> , 2009, c. 36, a. 78 <b>40.1</b> , 2009, c. 36, a. 78 <b>40.2</b> , 2009, c. 36, a. 78 <b>42</b> , 2009, c. 36, a. 79 <b>42.1</b> , 2009, c. 36, a. 79 <b>43</b> , 2009, c. 36, a. 80 <b>45</b> , 2009, c. 36, a. 81 <b>49</b> , 2009, c. 36, a. 82 <b>52</b> , 2009, c. 36, a. 83 <b>53</b> , 2009, c. 36, a. 84 <b>54</b> , 2009, c. 36, a. 85 <b>56</b> , Ab. 2009, c. 36, a. 86 <b>59</b> , 2009, c. 36, a. 87 <b>61</b> , 2009, c. 36, a. 88

Référence	Titre Modifications
c. S-4.1.1	Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance — <i>Suite</i> 62, 2009, c. 36, a. 89 64, 2009, c. 36, a. 90 66, 2009, c. 36, a. 91 83, 2009, c. 36, a. 92 86, 2009, c. 36, a. 93 86.1, 2009, c. 36, a. 93 92, 2009, c. 36, a. 94 97, 2009, c. 36, a. 95 103, 2009, c. 36, a. 96 106, 2009, c. 36, a. 97 108, 2009, c. 36, a. 98 109, 2009, c. 36, a. 99 124.1, 2009, c. 36, a. 100 125, Ab. 2009, c. 36, a. 101 126, Ab. 2009, c. 36, a. 101 127, Ab. 2009, c. 36, a. 101 128, Ab. 2009, c. 36, a. 101 129, Ab. 2009, c. 36, a. 101 130, Ab. 2009, c. 36, a. 101 131, Ab. 2009, c. 36, a. 101 132, Ab. 2009, c. 36, a. 101
c. S-4.2	Loi sur les services de santé et les services sociaux 19, 2009, c. 45, a. 20 27.3, 2009, c. 45, a. 21 42, 2009, c. 45, a. 22 60, 2009, c. 46, a. 1 82, 2009, c. 45, a. 23 87, 2009, c. 45, a. 24 91, 2009, c. 45, a. 25 108, 2009, c. 45, a. 26 129, 2009, c. 45, a. 27 182, 2009, c. 45, a. 28 209, 2009, c. 45, a. 29 209.0.1, 2009, c. 45, a. 30 212, 2009, c. 45, a. 31 302, 2009, c. 24, a. 112 302.1, Ab. 2009, c. 24, a. 113 303, 2009, c. 24, a. 114 303.1, 2009, c. 24, a. 115 303.2, 2009, c. 24, a. 115 304, 2009, c. 24, a. 116 305.1, 2009, c. 24, a. 117 305.2, 2009, c. 24, a. 117 305.3, 2009, c. 24, a. 117 306, 2009, c. 24, a. 118 307, 2009, c. 24, a. 119 312, 2009, c. 24, a. 120 314, 2009, c. 24, a. 121 333.1, 2009, c. 29, a. 1 333.1.1, 2009, c. 29, a. 2 333.2, 2009, c. 29, a. 3 333.4.1, 2009, c. 29, a. 4 333.5, 2009, c. 29, a. 5 333.6, 2009, c. 29, a. 6 333.7, 2009, c. 29, a. 7 333.7.1, 2009, c. 29, a. 8 338.1, 2009, c. 29, a. 9 343, 2009, c. 45, a. 32 346.0.1, 2009, c. 46, a. 3 346.0.6, 2009, c. 46, a. 4 346.0.8, 2009, c. 46, a. 5

Référence	Titre Modifications
c. S-4.2	Loi sur les services de santé et les services sociaux — <i>Suite</i> <b>346.0.10</b> , 2009, c. 46, a. 6 <b>346.0.11</b> , 2009, c. 46, a. 7 <b>346.0.12</b> , 2009, c. 46, a. 8 <b>346.0.19</b> , 2009, c. 46, a. 9 <b>346.0.20</b> , 2009, c. 46, a. 10 <b>346.0.21</b> , 2009, c. 46, a. 11 <b>370.1</b> , 2009, c. 45, a. 33 <b>372</b> , 2009, c. 45, a. 34 <b>392</b> , 2009, c. 45, a. 35 <b>440</b> , 2009, c. 29, a. 10 <b>441</b> , 2009, c. 29, a. 11 <b>446.1</b> , 2009, c. 29, a. 12 <b>449</b> , 2009, c. 29, a. 13 <b>489</b> , 2009, c. 29, a. 14; 2009, c. 46, a. 12 <b>489.2</b> , 2009, c. 29, a. 15 <b>505</b> , 2009, c. 29, a. 16 <b>518</b> , 2009, c. 45, a. 36 <b>530.8</b> , 2009, c. 46, a. 13 <b>530.80</b> , 2009, c. 45, a. 37 <b>531</b> , 2009, c. 29, a. 17 <b>531.1</b> , 2009, c. 46, a. 14 <b>531.3</b> , 2009, c. 29, a. 18
c. S-5	Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris <b>152</b> , 2009, c. 45, a. 38
c. S-6.01	Loi concernant les services de transport par taxi <b>3</b> , 2009, c. 17, a. 1 <b>6</b> , 2009, c. 17, a. 2 <b>10</b> , 2009, c. 17, a. 3 <b>10.1</b> , 2009, c. 17, a. 3 <b>18</b> , 2009, c. 17, a. 4 <b>20</b> , 2009, c. 17, a. 5 <b>26</b> , 2009, c. 17, a. 6 <b>32</b> , 2009, c. 17, a. 7 <b>34.1</b> , 2009, c. 17, a. 8 <b>34.2</b> , 2009, c. 17, a. 8 <b>35</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>36</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>37</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>38</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>39</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>40</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>41</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>42</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>43</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>44</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>45</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>46</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>47</b> , Ab. 2009, c. 17, a. 9 <b>67</b> , 2009, c. 17, a. 10 <b>71</b> , 2009, c. 17, a. 11 <b>72</b> , 2009, c. 17, a. 12 <b>73</b> , 2009, c. 17, a. 12 <b>74</b> , 2009, c. 17, a. 12 <b>75</b> , 2009, c. 17, a. 12 <b>76</b> , 2009, c. 17, a. 12 <b>77</b> , 2009, c. 17, a. 12 <b>78</b> , 2009, c. 17, a. 12 <b>80</b> , 2009, c. 17, a. 13 <b>82</b> , 2009, c. 17, a. 14

Référence	Titre Modifications
c. S-6.01	Loi concernant les services de transport par taxi — <i>Suite</i> 84.1, 2009, c. 17, a. 15 84.2, 2009, c. 17, a. 15 84.3, 2009, c. 17, a. 15 84.4, 2009, c. 17, a. 15 84.5, 2009, c. 17, a. 15 85, 2009, c. 17, a. 16 88, 2009, c. 17, a. 17 135, Ab. 2009, c. 17, a. 18 136, Ab. 2009, c. 17, a. 18
c. S-6.2	Loi sur les services préhospitaliers d'urgence 3, 2009, c. 45, a. 39 6, 2009, c. 43, a. 10 25.1, 2009, c. 45, a. 40 30, 2009, c. 45, a. 41 63, 2009, c. 43, a. 11 64.1, 2009, c. 45, a. 42 171.1, 2009, c. 45, a. 43
c. S-9.1	Loi sur la Société de développement autochtone de la Baie James 10, 2009, c. 52, a. 714
c. S-23	Loi sur les sociétés agricoles et laitières 3.1, 2009, c. 52, a. 651 3.2, 2009, c. 52, a. 652 5.4, 2009, c. 52, a. 653
c. S-25.01	Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal 12, 2009, c. 52, a. 654 17, 2009, c. 52, a. 655 19, 2009, c. 52, a. 656 25, 2009, c. 52, a. 657 50, 2009, c. 52, a. 658 55, 2009, c. 52, a. 659 60, 2009, c. 52, a. 660 61, 2009, c. 52, a. 661
c. S-27	Loi sur les sociétés d'horticulture 2.1, 2009, c. 52, a. 662 3, 2009, c. 52, a. 663 10, 2009, c. 52, a. 664
c. S-29.01	Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne 5, 2009, c. 52, a. 665 6, 2009, c. 52, a. 666 11, 2009, c. 52, a. 667 12, 2009, c. 52, a. 668 13, 2009, c. 52, a. 708 16, 2009, c. 52, a. 669 17, 2009, c. 52, a. 670 18, 2009, c. 52, a. 672 19, 2009, c. 52, a. 673 20, Ab. 2009, c. 52, a. 674 21, 2009, c. 52, a. 675 21.1, 2009, c. 52, a. 676 22, 2009, c. 52, a. 677 23, Ab. 2009, c. 52, a. 678

Référence	Titre Modifications
c. S-29.01	<p>Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne — <i>Suite</i></p> <p>24, 2009, c. 52, a. 679  25, 2009, c. 52, a. 680  28, 2009, c. 52, a. 681  29, 2009, c. 52, a. 682  30, 2009, c. 52, a. 683  31, 2009, c. 52, a. 684  34, 2009, c. 52, a. 685  36, 2009, c. 52, a. 686  37, 2009, c. 52, a. 708  38, 2009, c. 52, a. 687  41, 2009, c. 52, a. 688  42, Ab. 2009, c. 52, a. 689  43, 2009, c. 52, a. 690  44, Ab. 2009, c. 52, a. 691  47, 2009, c. 52, a. 692  50, 2009, c. 52, a. 708  51, 2009, c. 52, a. 693  54, 2009, c. 52, a. 694  55, 2009, c. 52, a. 695  56, Ab. 2009, c. 52, a. 696  57, Ab. 2009, c. 52, a. 696  58, Ab. 2009, c. 52, a. 696  64, 2009, c. 52, a. 697  85, 2009, c. 52, a. 698  88, 2009, c. 52, a. 699  97, 2009, c. 52, a. 708  101, 2009, c. 52, a. 700  104, 2009, c. 52, a. 701  105, 2009, c. 52, a. 702  106, Ab. 2009, c. 52, a. 703  108, 2009, c. 52, a. 708  125, 2009, c. 25, a. 109  155, 2009, c. 52, a. 704  163, 2009, c. 52, a. 708  169.1, 2009, c. 52, a. 708  169.2, 2009, c. 52, a. 708  170, 2009, c. 25, a. 110  208, 2009, c. 25, a. 111  218, 2009, c. 25, a. 112  222, 2009, c. 52, a. 705  234, 2009, c. 52, a. 706  236, 2009, c. 52, a. 708  287, 2009, c. 52, a. 708  351, 2009, c. 52, a. 707</p>
c. S-29.1	<p>Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise</p> <p>1, 2009, c. 52, a. 709</p>
c. S-30.01	<p>Loi sur les sociétés de transport en commun</p> <p>95, 2009, c. 26, a. 87</p>
c. S-32.01	<p>Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs</p> <p>3, 2009, c. 32, a. 29  10, 2009, c. 32, a. 30  20, 2009, c. 32, a. 31  24, 2009, c. 32, a. 32  48, 2009, c. 32, a. 33</p>

Référence	Titre Modifications
c. S-32.1	<p>Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma</p> <p>1.1, 2009, c. 32, a. 1  1.2, 2009, c. 32, a. 1  2, 2009, c. 32, a. 2  6, 2009, c. 32, a. 3  9, 2009, c. 32, a. 4  18.1, 2009, c. 32, a. 5  19, 2009, c. 32, a. 6  23, 2009, c. 32, a. 7  26.1, 2009, c. 32, a. 8  29, 2009, c. 32, a. 8  31, 2009, c. 32, a. 8  32, 2009, c. 32, a. 8  33, 2009, c. 32, a. 8  34, 2009, c. 32, a. 8  35, 2009, c. 32, a. 9  35.1, 2009, c. 32, a. 10  35.2, 2009, c. 32, a. 8  43, Ab. 2009, c. 32, a. 12  44, Ab. 2009, c. 32, a. 12  45, Ab. 2009, c. 32, a. 12  46, Ab. 2009, c. 32, a. 12  47, Ab. 2009, c. 32, a. 12  47.1, Ab. 2009, c. 32, a. 12  47.2, Ab. 2009, c. 32, a. 12  48, Ab. 2009, c. 32, a. 12  49, Ab. 2009, c. 32, a. 12  50, Ab. 2009, c. 32, a. 12  51, Ab. 2009, c. 32, a. 12  52, Ab. 2009, c. 32, a. 12  53, Ab. 2009, c. 32, a. 12  54, Ab. 2009, c. 32, a. 12  55, Ab. 2009, c. 32, a. 12  56, 2009, c. 32, a. 14  58, 2009, c. 32, a. 15  59.1, 2009, c. 32, a. 16  61, Ab. 2009, c. 32, a. 17  62, 2009, c. 32, a. 18  63, 2009, c. 32, a. 19  63.1, Ab. 2009, c. 32, a. 20  64, 2009, c. 32, a. 21  65, 2009, c. 32, a. 21  66, 2009, c. 32, a. 21  67, 2009, c. 32, a. 21  68, 2009, c. 32, a. 21  68.1, 2009, c. 32, a. 22  68.2, 2009, c. 32, a. 22  68.3, 2009, c. 32, a. 22  68.4, 2009, c. 32, a. 22  Ann. I, 2009, c. 32, a. 23</p>
c. S-33	<p>Loi sur les sténographes</p> <p>3, 2009, c. 43, a. 12</p>
c. T-0.01	<p>Loi sur le tabac</p> <p>2, 2009, c. 22, a. 18</p>
c. T-0.1	<p>Loi sur la taxe de vente du Québec</p> <p>1, 2009, c. 5, a. 595; 2009, c. 15, a. 481  18, 2009, c. 5, a. 596; 2009, c. 15, a. 482  40, 2009, c. 15, a. 483</p>



Référence	Titre Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>
	41, 2009, c. 15, a. 484
	41.0.1, 2009, c. 5, a. 597
	41.0.2, 2009, c. 5, a. 598
	41.0.3, 2009, c. 5, a. 598
	69.3.1, 2009, c. 5, a. 599
	69.4.1, 2009, c. 5, a. 600
	69.5, 2009, c. 5, a. 601
	75.3, 2009, c. 5, a. 602
	75.4, 2009, c. 5, a. 602
	75.5, 2009, c. 5, a. 602
	75.6, 2009, c. 5, a. 602
	75.7, 2009, c. 5, a. 602
	75.8, 2009, c. 5, a. 602
	75.9, 2009, c. 5, a. 602
	81, 2009, c. 5, a. 603
	83, 2009, c. 15, a. 485
	99, 2009, c. 15, a. 486
	99.0.1, 2009, c. 15, a. 487
	108, 2009, c. 5, a. 604
	110, 2009, c. 15, a. 488
	112, 2009, c. 15, a. 489
	113, 2009, c. 15, a. 490
	114, 2009, c. 5, a. 605; 2009, c. 15, a. 491
	114.1, 2009, c. 15, a. 492
	114.2, 2009, c. 5, a. 606; 2009, c. 15, a. 493
	117, 2009, c. 15, a. 494
	119.2, 2009, c. 15, a. 495
	138.1, 2009, c. 5, a. 607
	162, 2009, c. 5, a. 608
	163, 2009, c. 5, a. 609
	173, 2009, c. 15, a. 496
	174, 2009, c. 5, a. 610; 2009, c. 15, a. 497
	175.1, 2009, c. 15, a. 498
	176, 2009, c. 15, a. 499
	178, 2009, c. 5, a. 611; 2009, c. 15, a. 500
	188.1, 2009, c. 5, a. 612
	191.3.3, 2009, c. 15, a. 501
	198.2, 2009, c. 15, a. 502
	199.0.2, 2009, c. 5, a. 613
	199.0.3, 2009, c. 5, a. 613
	201, 2009, c. 15, a. 503
	213, 2009, c. 5, a. 614
	223, 2009, c. 15, a. 504
	225, 2009, c. 15, a. 505
	226, 2009, c. 15, a. 506
	231.1, 2009, c. 15, a. 507
	231.3, 2009, c. 15, a. 508
	233, 2009, c. 5, a. 615
	247, 2009, c. 5, a. 616; 2009, c. 15, a. 509
	248, 2009, c. 5, a. 617; 2009, c. 15, a. 510
	327.10, 2009, c. 5, a. 618
	328, 2009, c. 5, a. 619
	329.1, 2009, c. 5, a. 620
	330, 2009, c. 5, a. 620
	330.1, 2009, c. 5, a. 621
	331, 2009, c. 5, a. 622
	331.0.1, 2009, c. 5, a. 623
	331.1, 2009, c. 5, a. 624
	331.2, 2009, c. 5, a. 625
	331.3, 2009, c. 5, a. 626
	331.4, 2009, c. 5, a. 627
	332, 2009, c. 5, a. 628
	333, 2009, c. 5, a. 629

Référence	Titre Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>
	334, 2009, c. 5, a. 630
	350.17, 2009, c. 15, a. 511
	350.24, Ab. 2009, c. 5, a. 631
	350.25, Ab. 2009, c. 5, a. 631
	350.26, Ab. 2009, c. 5, a. 631
	350.27, Ab. 2009, c. 5, a. 631
	350.28, Ab. 2009, c. 5, a. 631
	350.39, Ab. 2009, c. 5, a. 631
	350.40, Ab. 2009, c. 5, a. 631
	350.41, Ab. 2009, c. 5, a. 631
	350.42, Ab. 2009, c. 5, a. 631
	350.42.1, Ab. 2009, c. 5, a. 631
	350.42.2, Ab. 2009, c. 5, a. 631
	350.42.3, 2009, c. 5, a. 632
	350.42.4, 2009, c. 5, a. 632
	350.42.5, 2009, c. 5, a. 632
	350.42.6, 2009, c. 5, a. 632
	350.42.7, 2009, c. 5, a. 632
	350.42.8, 2009, c. 5, a. 632
	353.0.4, 2009, c. 5, a. 633
	357, 2009, c. 5, a. 634
	357.2, 2009, c. 5, a. 635
	357.4, 2009, c. 5, a. 636
	357.5.0.1, 2009, c. 5, a. 637
	362.3, 2009, c. 5, a. 638
	370.0.1, 2009, c. 5, a. 639
	370.0.2, 2009, c. 5, a. 640
	370.3.1, 2009, c. 5, a. 641
	370.5, 2009, c. 5, a. 642
	370.6, 2009, c. 5, a. 643
	370.8, 2009, c. 5, a. 644
	370.10, 2009, c. 5, a. 645
	370.12, 2009, c. 5, a. 646
	378.1, 2009, c. 15, a. 512
	378.4, 2009, c. 15, a. 513
	378.6, 2009, c. 15, a. 514
	378.7, 2009, c. 5, a. 647
	378.9, 2009, c. 5, a. 648
	378.11, 2009, c. 5, a. 649
	378.15.1, 2009, c. 15, a. 515
	379, 2009, c. 5, a. 650
	382.1, 2009, c. 5, a. 651
	382.2, 2009, c. 5, a. 652
	382.6, 2009, c. 5, a. 653
	382.7, 2009, c. 5, a. 654
	382.10, 2009, c. 5, a. 655
	382.11, 2009, c. 5, a. 656
	383, 2009, c. 5, a. 657
	411, 2009, c. 5, a. 658
	425, 2009, c. 15, a. 516
	425.1, 2009, c. 15, a. 517
	433.2, 2009, c. 5, a. 659
	443.1, 2009, c. 5, a. 660
	444, 2009, c. 5, a. 661
	444.1, 2009, c. 5, a. 662
	446, 2009, c. 5, a. 663
	446.1, 2009, c. 5, a. 663
	455.1, 2009, c. 5, a. 664
	455.2, 2009, c. 5, a. 665
	456, 2009, c. 5, a. 666; 2009, c. 15, a. 518
	457.1, 2009, c. 15, a. 519
	457.3, 2009, c. 5, a. 667
	457.4, 2009, c. 5, a. 667

Référence	Titre Modifications
-----------	------------------------

c. T-0.1      Loi sur la taxe de vente du Québec — *Suite*

457.5, 2009, c. 5, a. 668  
 457.6, 2009, c. 5, a. 669  
 457.7, 2009, c. 5, a. 670  
 457.8, 2009, c. 15, a. 520  
 457.9, 2009, c. 15, a. 520  
 457.10, 2009, c. 15, a. 520  
 457.11, 2009, c. 15, a. 520  
 457.12, 2009, c. 15, a. 520  
 457.13, 2009, c. 15, a. 520  
 458.0.3, 2009, c. 15, a. 521  
 458.0.4, 2009, c. 5, a. 671  
 458.0.5, 2009, c. 5, a. 671  
 460, 2009, c. 15, a. 522  
 461, 2009, c. 15, a. 523  
 473.4, 2009, c. 15, a. 524  
 477.1, 2009, c. 15, a. 525  
 490, 2009, c. 15, a. 526  
 499.3, 2009, c. 15, a. 527  
 499.4, 2009, c. 15, a. 528  
 499.6, 2009, c. 15, a. 529  
 528, 2009, c. 15, a. 530  
 651, 2009, c. 15, a. 531  
 652, 2009, c. 15, a. 532  
 653, 2009, c. 15, a. 533  
 654, 2009, c. 15, a. 534  
 670.30, 2009, c. 5, a. 672  
 670.31, 2009, c. 5, a. 672  
 670.32, 2009, c. 5, a. 672  
 670.33, 2009, c. 5, a. 672  
 670.34, 2009, c. 5, a. 672  
 670.35, 2009, c. 5, a. 672  
 670.36, 2009, c. 5, a. 672  
 670.37, 2009, c. 5, a. 672  
 670.38, 2009, c. 5, a. 672  
 670.39, 2009, c. 5, a. 672  
 670.40, 2009, c. 5, a. 672  
 670.41, 2009, c. 5, a. 672  
 670.42, 2009, c. 5, a. 672  
 670.43, 2009, c. 5, a. 672  
 670.44, 2009, c. 5, a. 672  
 670.45, 2009, c. 5, a. 672  
 670.46, 2009, c. 5, a. 672  
 670.47, 2009, c. 5, a. 672  
 670.48, 2009, c. 5, a. 672  
 670.49, 2009, c. 5, a. 672  
 670.50, 2009, c. 5, a. 672  
 670.51, 2009, c. 5, a. 672  
 670.52, 2009, c. 5, a. 672  
 670.53, 2009, c. 5, a. 672  
 670.54, 2009, c. 5, a. 672  
 670.55, 2009, c. 5, a. 672  
 670.56, 2009, c. 5, a. 672  
 670.57, 2009, c. 5, a. 672  
 670.58, 2009, c. 5, a. 672  
 670.59, 2009, c. 5, a. 672  
 670.60, 2009, c. 5, a. 672  
 670.61, 2009, c. 5, a. 672  
 670.62, 2009, c. 5, a. 672  
 670.63, 2009, c. 5, a. 672  
 670.64, 2009, c. 5, a. 672  
 670.65, 2009, c. 5, a. 672  
 670.66, 2009, c. 5, a. 672  
 670.67, 2009, c. 5, a. 672

Référence	Titre Modifications
c. T-0.1	<p>Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i></p> <p>670.68, 2009, c. 5, a. 672          670.69, 2009, c. 5, a. 672          670.70, 2009, c. 5, a. 672          670.71, 2009, c. 5, a. 672          670.72, 2009, c. 5, a. 672          670.73, 2009, c. 5, a. 672          670.74, 2009, c. 5, a. 672          670.75, 2009, c. 5, a. 672          670.76, 2009, c. 5, a. 672          670.77, 2009, c. 5, a. 672          670.78, 2009, c. 5, a. 672          670.79, 2009, c. 5, a. 672          670.80, 2009, c. 5, a. 672          670.81, 2009, c. 5, a. 672          670.82, 2009, c. 5, a. 672          670.83, 2009, c. 5, a. 672          670.84, 2009, c. 5, a. 672          670.85, 2009, c. 5, a. 672          670.86, 2009, c. 5, a. 672          670.87, 2009, c. 5, a. 672          677, 2009, c. 5, a. 673; 2009, c. 15, a. 535          685, 2009, c. 15, a. 536</p>
c. T-1	<p>Loi concernant la taxe sur les carburants</p> <p>10.2, 2009, c. 5, a. 674          14, 2009, c. 5, a. 675          27.1, 2009, c. 47, a. 24          27.1.1, 2009, c. 47, a. 25          27.3, 2009, c. 47, a. 26          27.4, Ab. 2009, c. 47, a. 27          39, 2009, c. 15, a. 537          40, 2009, c. 15, a. 538          40.0.1, 2009, c. 47, a. 28          40.1, Ab. 2009, c. 15, a. 539          40.2, Ab. 2009, c. 15, a. 539          40.3, Ab. 2009, c. 15, a. 539          40.4, Ab. 2009, c. 15, a. 539          40.5, Ab. 2009, c. 15, a. 539          40.6, Ab. 2009, c. 15, a. 539          40.7, Ab. 2009, c. 15, a. 539          40.7.1, Ab. 2009, c. 15, a. 539          40.8, Ab. 2009, c. 15, a. 539          48, Ab. 2009, c. 15, a. 539</p>
c. T-5	<p>Loi sur les technologues en radiologie          (Loi sur les technologues en imagerie médicale et en radio-oncologie)</p> <p>Titre, 2009, c. 35, a. 69          1, 2009, c. 35, a. 70          2, 2009, c. 35, a. 72          7, 2009, c. 35, a. 73          11, 2009, c. 35, a. 74          12, 2009, c. 35, a. 75</p>
c. T-11.011	<p>Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme</p> <p>34.1, 2009, c. 37, a. 1</p>
c. T-16	<p>Loi sur les tribunaux judiciaires</p> <p>21, 2009, c. 8, a. 1          32, 2009, c. 8, a. 2          122, 2009, c. 8, a. 3</p>

Référence	Titre Modifications
c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires — <i>Suite</i> 214, 2009, c. 8, a. 4 219, 2009, c. 8, a. 5 224.2, 2009, c. 8, a. 6 224.9, 2009, c. 8, a. 7 224.23, 2009, c. 8, a. 8 231, 2009, c. 8, a. 9 244.11, 2009, c. 8, a. 10 282.0.1, 2009, c. 44, a. 1 282.0.2, 2009, c. 44, a. 1 282.0.3, 2009, c. 44, a. 1 282.0.4, 2009, c. 44, a. 1 282.0.5, 2009, c. 44, a. 1 282.0.6, 2009, c. 44, a. 1 282.0.7, 2009, c. 44, a. 1 282.0.8, 2009, c. 44, aa. 1, 3 282.0.9, 2009, c. 44, a. 1 282.0.10, 2009, c. 44, a. 1 282.0.11, 2009, c. 44, a. 1 282.0.12, 2009, c. 44, a. 1 282.0.13, 2009, c. 44, a. 1 Ann. I, 2009, c. 8, a. 11
c. U-1	Loi sur l'Université du Québec 23, 2009, c. 38, a. 26 23.1, 2009, c. 38, a. 27 44, 2009, c. 38, a. 28 44.1, 2009, c. 38, a. 29
c. V-1.1	Loi sur les valeurs mobilières 2.2, 2009, c. 27, a. 10 4.1, Ab. 2009, c. 25, a. 1 5, 2009, c. 25, a. 2; 2009, c. 58, a. 91 5.6, 2009, c. 25, a. 3 6, 2009, c. 25, a. 4 29, 2009, c. 25, a. 5 38, 2009, c. 25, a. 8 71.1, 2009, c. 58, a. 92 71.2, 2009, c. 58, a. 92 71.3, 2009, c. 58, a. 92 73, 2009, c. 58, a. 94 73.1, 2009, c. 58, a. 95 94, 2009, c. 25, a. 9 95, 2009, c. 25, a. 9 98, 2009, c. 25, a. 9 100, 2009, c. 25, a. 9 109.1, Ab. 2009, c. 25, a. 10 109.2, Ab. 2009, c. 25, a. 10 109.3, Ab. 2009, c. 25, a. 10 109.4, Ab. 2009, c. 25, a. 10 148, 2009, c. 25, a. 13 148.2, 2009, c. 25, a. 14 148.3, 2009, c. 25, a. 14 149, 2009, c. 25, a. 15 149.1, 2009, c. 25, a. 16 149.2, 2009, c. 25, a. 16 151.0.1, 2009, c. 25, a. 17 151.5, 2009, c. 25, a. 18 152, 2009, c. 25, a. 19; 2009, c. 58, a. 96 152.1, 2009, c. 25, a. 20 158, 2009, c. 25, a. 21 159, 2009, c. 25, a. 22

## Référence

Titre  
Modifications

c. V-1.1

Loi sur les valeurs mobilières — *Suite*

159.0.1, 2009, c. 25, a. 23  
 159.1, 2009, c. 25, a. 25  
 159.2, 2009, c. 25, a. 25  
 159.3, 2009, c. 25, a. 25  
 160, 2009, c. 25, a. 26  
 160.1, 2009, c. 25, a. 27  
 160.2, 2009, c. 25, a. 28  
 160.3, Ab. 2009, c. 25, a. 29  
 161, Ab. 2009, c. 25, a. 29  
 162, Ab. 2009, c. 25, a. 29  
 163, Ab. 2009, c. 25, a. 29  
 163.1, Ab. 2009, c. 25, a. 29  
 166, 2009, c. 25, a. 30; 2009, c. 58, a. 97  
 168.1.1, 2009, c. 25, a. 31  
 168.1.2, 2009, c. 25, a. 32  
 168.1.3, 2009, c. 25, a. 32  
 168.1.4, 2009, c. 25, a. 32  
 172, 2009, c. 58, a. 99  
 186.1, 2009, c. 58, a. 100  
 186.2, 2009, c. 58, a. 100  
 186.3, 2009, c. 58, a. 100  
 186.4, 2009, c. 58, a. 100  
 186.5, 2009, c. 58, a. 100  
 186.6, 2009, c. 58, a. 100  
 187, 2009, c. 25, a. 33  
 188, 2009, c. 58, a. 101  
 190, 2009, c. 25, a. 34  
 191, 2009, c. 25, a. 34  
 191.1, 2009, c. 58, a. 102  
 192.1, 2009, c. 25, a. 35  
 193, 2009, c. 25, a. 36  
 195, 2009, c. 58, a. 103  
 195.1, 2009, c. 25, a. 37  
 199, 2009, c. 58, a. 104  
 201, Ab. 2009, c. 25, a. 38  
 204, 2009, c. 58, a. 105  
 207, 2009, c. 58, a. 106  
 208, 2009, c. 58, a. 107  
 208.1, 2009, c. 58, a. 108  
 211, 2009, c. 58, a. 109  
 233.2, 2009, c. 58, a. 110  
 237, 2009, c. 58, a. 111  
 249, 2009, c. 58, a. 112  
 250, 2009, c. 58, a. 113  
 255, 2009, c. 58, a. 114  
 262.1, 2009, c. 58, a. 115  
 264, 2009, c. 58, a. 117  
 265, 2009, c. 58, a. 117  
 266, 2009, c. 25, a. 39; 2009, c. 58, a. 118  
 270, 2009, c. 58, a. 119  
 273, 2009, c. 58, a. 119  
 273.1, 2009, c. 58, a. 120  
 273.2, 2009, c. 58, a. 121  
 273.3, 2009, c. 25, a. 40; 2009, c. 58, a. 122  
 274.1, 2009, c. 58, a. 123  
 297.5, Ab. 2009, c. 25, a. 41  
 305.1, 2009, c. 58, a. 124  
 307.2, 2009, c. 25, a. 42  
 307.4, 2009, c. 58, a. 125  
 307.6, 2009, c. 58, a. 126  
 307.8, 2009, c. 58, a. 126  
 308.0.3, 2009, c. 58, a. 127  
 308.2.1, 2009, c. 25, a. 43

Référence	Titre Modifications
c. V-1.1	<p>Loi sur les valeurs mobilières — <i>Suite</i></p> <p>308.2.2, 2009, c. 58, a. 128  320.1, 2009, c. 58, a. 128  321, 2009, c. 58, a. 129  322, 2009, c. 58, a. 130  323, Ab. 2009, c. 58, a. 131  323.1, Ab. 2009, c. 58, a. 131  323.2, Ab. 2009, c. 58, a. 131  323.3, Ab. 2009, c. 58, a. 131  323.4, Ab. 2009, c. 58, a. 131  323.5, 2009, c. 58, a. 132  323.6, Ab. 2009, c. 58, a. 133  323.7, Ab. 2009, c. 58, a. 133  323.8, Ab. 2009, c. 58, a. 133  323.8.1, 2009, c. 58, a. 134  323.9, Ab. 2009, c. 58, a. 135  323.10, Ab. 2009, c. 58, a. 135  323.11, Ab. 2009, c. 58, a. 135  323.12, Ab. 2009, c. 58, a. 135  323.13, Ab. 2009, c. 58, a. 135  324, Ab. 2009, c. 58, a. 136  325, Ab. 2009, c. 58, a. 136  326, Ab. 2009, c. 58, a. 136  327, Ab. 2009, c. 58, a. 136  328, Ab. 2009, c. 58, a. 136  329, Ab. 2009, c. 58, a. 136  330, Ab. 2009, c. 58, a. 136  331, 2009, c. 25, a. 44; 2009, c. 58, a. 137  331.1, 2009, c. 25, a. 45; 2009, c. 58, a. 138  332, 2009, c. 25, a. 46  352, 2009, c. 25, a. 47</p>
c. V-1.2	<p>Loi sur les véhicules hors route</p> <p>5, 2009, c. 18, a. 1  5.1, 2009, c. 18, a. 2  9, 2009, c. 18, a. 3  12, 2009, c. 18, a. 4  12.1, 2009, c. 18, a. 5  18.1, 2009, c. 18, a. 6  20, 2009, c. 18, a. 7  21.1, 2009, c. 18, a. 8  23, 2009, c. 18, a. 9  27, 2009, c. 18, a. 10  33, 2009, c. 18, a. 11  38, 2009, c. 18, a. 12  46, 2009, c. 18, a. 13  47.1, 2009, c. 18, a. 14  49, 2009, c. 18, a. 15  55, 2009, c. 18, a. 16  58.2, 2009, c. 18, a. 17  59, 2009, c. 18, a. 18  66.1, 2009, c. 18, a. 19  67, 2009, c. 18, a. 20</p>
c. V-6.1	<p>Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik</p> <p>14, 2009, c. 26, a. 88  20, 2009, c. 52, a. 710  31, 2009, c. 26, a. 89  40.1, 2009, c. 26, a. 90  40.2, 2009, c. 26, a. 90  66, 2009, c. 26, a. 91  190, 2009, c. 52, a. 711</p>

Référence	Titre Modifications
c. V-6.1	Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik — <i>Suite</i> <b>204</b> , 2009, c. 26, a. 92 <b>245</b> , 2009, c. 26, a. 93; 2009, c. 52, a. 712 <b>280</b> , 2009, c. 26, a. 94 <b>280.1</b> , 2009, c. 26, a. 95 <b>280.2</b> , 2009, c. 26, a. 96 <b>280.3</b> , 2009, c. 26, a. 97 <b>296.2</b> , 2009, c. 26, a. 98 <b>296.6</b> , 2009, c. 26, a. 99 <b>296.7</b> , 2009, c. 26, a. 100 <b>296.8</b> , 2009, c. 26, a. 100 <b>358</b> , 2009, c. 26, a. 101 <b>382</b> , 2009, c. 26, a. 102 <b>383</b> , 2009, c. 26, a. 103
c. V-9	Loi sur la voirie <b>1</b> , 2009, c. 48, a. 31
<b>2- LOIS NON SUJETTES À LA REFONTE, LOIS QUI NE SONT PAS ENCORE REFONDUES ET CODE CIVIL DU QUÉBEC</b>	
1984, c. 13	Loi approuvant l'Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake <i>(Loi approuvant diverses ententes concernant un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake)</i> <b>Titre</b> , 2009, c. 23, a. 1 <b>1.1</b> , 2009, c. 23, a. 2 <b>2</b> , 2009, c. 23, a. 3 <b>3</b> , 2009, c. 23, a. 4 <b>4</b> , 2009, c. 23, a. 5 <b>5</b> , 2009, c. 23, a. 6 <b>6</b> , 2009, c. 23, a. 7 <b>7</b> , 2009, c. 23, a. 8 <b>8</b> , 2009, c. 23, a. 9
1991, c. 64	Code civil du Québec <b>2441.1</b> , 2009, c. 25, a. 48 <b>2442</b> , 2009, c. 25, a. 49
1996, c. 71	Loi modifiant la Loi sur les décrets de convention collective <b>41</b> , 2009, c. 43, a. 13
1997, c. 77	Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique <b>2</b> , Ab. 2009, c. 30, a. 56 <b>8</b> , Ab. 2009, c. 30, a. 56 <b>9</b> , Ab. 2009, c. 30, a. 56 <b>10</b> , Ab. 2009, c. 30, a. 56
1997, c. 85	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives <b>462</b> , 2009, c. 5, a. 676 <b>487</b> , 2009, c. 5, a. 677 <b>495</b> , 2009, c. 5, a. 678
2001, c. 7	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives <b>160</b> , 2009, c. 15, a. 540



Référence	Titre Modifications
2002, c. 45	Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier <b>384</b> , Ab. 2009, c. 25, a. 113 <b>390</b> , Ab. 2009, c. 25, a. 113 <b>416</b> , Ab. 2009, c. 25, a. 113
2002, c. 70	Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives <b>39</b> , 2009, c. 52, a. 713
2004, c. 8	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives <b>191</b> , 2009, c. 15, a. 541
2005, c. 32	Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives <b>339</b> , 2009, c. 45, a. 44
2006, c. 29	Loi sur les contrats des organismes publics <b>3</b> , 2009, c. 53, a. 49 <b>18</b> , 2009, c. 53, a. 50
2006, c. 36	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives <b>96</b> , 2009, c. 5, a. 679
2006, c. 42	Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, notamment en matière de financement et d'administration <b>11</b> , 2009, c. 1, a. 4
2006, c. 43	Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives <b>55</b> , Ab. 2009, c. 29, a. 31
2006, c. 50	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives <b>22</b> , 2009, c. 25, a. 114 <b>108</b> , 2009, c. 25, a. 115
2006, c. 53	Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail <b>11</b> , 2009, c. 19, a. 22 <b>12</b> , 2009, c. 19, a. 23 <b>13</b> , 2009, c. 19, a. 24 <b>14</b> , 2009, c. 19, a. 25 <b>16</b> , 2009, c. 19, a. 26 <b>27</b> , 2009, c. 19, a. 27 <b>38</b> , 2009, c. 19, a. 28
2007, c. 30	Loi visant à favoriser la protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des armes à feu et modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports <b>25</b> , 2009, c. 54, a. 1
2007, c. 40	Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Règlement sur les points d'inaptitude <b>98</b> , 2009, c. 55, a. 4 <b>99</b> , 2009, c. 55, a. 4

Référence	Titre Modifications
2008, c. 9	Loi sur le courtage immobilier 1, 2009, c. 58, a. 139 40, Ab. 2009, c. 58, a. 140 41, 2009, c. 58, a. 141 42, 2009, c. 58, a. 142 43, 2009, c. 58, a. 143 44.1, 2009, c. 58, a. 144 46, 2009, c. 58, a. 145 76, 2009, c. 58, a. 146 84, 2009, c. 58, a. 147 95, 2009, c. 58, a. 148 97, 2009, c. 58, a. 149 98, 2009, c. 58, a. 150 98.1, 2009, c. 58, a. 151 101, 2009, c. 58, a. 152 107, 2009, c. 58, a. 153 145, 2009, c. 25, a. 116
2008, c. 18	Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale 95, Ab. 2009, c. 26, a. 104 131, 2009, c. 26, a. 105 139, 2009, c. 26, a. 106 143, 2009, c. 26, a. 107
2008, c. 24	Loi sur les instruments dérivés 3, 2009, c. 58, a. 154 14, 2009, c. 58, a. 155 22, 2009, c. 25, a. 117 49, 2009, c. 58, a. 156 56, 2009, c. 25, a. 118 70, 2009, c. 25, a. 119 78.1, 2009, c. 25, a. 120 80.1, 2009, c. 25, a. 121 81, 2009, c. 58, a. 157 82, 2009, c. 58, a. 158 85, 2009, c. 58, a. 159 86, 2009, c. 58, a. 160 111, 2009, c. 58, a. 161 113, 2009, c. 58, a. 162 114, 2009, c. 58, a. 162 115.1, 2009, c. 25, a. 122 119, 2009, c. 58, a. 163 120, 2009, c. 58, a. 164 125, 2009, c. 58, a. 165 127, 2009, c. 58, a. 166 130, 2009, c. 58, a. 168 134, 2009, c. 58, a. 169 136, Ab. 2009, c. 58, a. 170 137, Ab. 2009, c. 58, a. 170 138, Ab. 2009, c. 58, a. 170 139, Ab. 2009, c. 58, a. 171 140, Ab. 2009, c. 58, a. 171 145.1, 2009, c. 58, a. 172 148, 2009, c. 58, a. 173 162, 2009, c. 58, a. 174 166, 2009, c. 58, a. 175 169, 2009, c. 58, a. 176 175, 2009, c. 25, a. 123; 2009, c. 58, a. 177 235, 2009, c. 58, a. 178 239, 2009, c. 25, a. 124

Référence	Titre Modifications
2008, c. 27	Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec  <b>3</b> , 2009, c. 26, a. 108
2009, c. 25	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives  <b>130</b> , 2009, c. 58, a. 179 <b>131</b> , 2009, c. 58, a. 180

Note: Pour de plus amples renseignements concernant l'utilisation de ce tableau, vous pouvez communiquer au numéro de téléphone 418 643-2840.

Direction de la traduction et de l'édition des lois  
Assemblée nationale du Québec



**TABLEAU DES MODIFICATIONS GLOBALES  
APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES EN 2009**

Les mentions ci-dessous font référence à des dispositions législatives adoptées en 2009 et qui modifient ou affectent de façon globale une ou plusieurs lois sans préciser un article particulier.

Titre	Référence
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	2009, c. 26, a. 109 (projet de loi n° 45)
Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée	2009, c. 30, a. 58 (projet de loi n° 26)
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives	2009, c. 35, aa. 76, 77, 78, 79 (projet de loi n° 46)



# INDEX

La mention *Voir* devant le numéro d'un chapitre indique que le sujet correspondant ne constitue pas le thème de ce chapitre, mais fait plutôt référence à une loi modifiée, remplacée ou abrogée ou à un décret ou à un règlement modifié par ce chapitre.

Les numéros de pages correspondent à la première page du chapitre en question.

Sujet	Chapitres	Pages
A		
Abattoirs de proximité .....	10 .....	31
Accidents du travail et maladies professionnelles .....	<i>Voir</i> 19 .....	45
	<i>Voir</i> 24 .....	53
Accord sur le commerce intérieur, Mise en œuvre du neuvième protocole de modification de l' .....	43 .....	89
Acquisition de terres agricoles par des non-résidents .....	<i>Voir</i> 52 .....	104
Activité impliquant des armes à feu, Protection des personnes à l'égard d'une .....	54 .....	109
Activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée .....	30 .....	66
Administration financière .....	<i>Voir</i> 6 .....	25
	<i>Voir</i> 7 .....	26
	<i>Voir</i> 32 .....	70
	<i>Voir</i> 38 .....	81
	<i>Voir</i> 53 .....	107
	<i>Voir</i> 58 .....	114
Administration publique .....	<i>Voir</i> 3 .....	20
	<i>Voir</i> 38 .....	81
Agence des partenariats public-privé du Québec .....	<i>Voir</i> 53 .....	107
Agence nationale d'encadrement du secteur financier .....	<i>Voir</i> 25 .....	55
Agents de voyages .....	<i>Voir</i> 51 .....	102
Aménagement et urbanisme .....	<i>Voir</i> 26 .....	57
Amendes, Majorer certaines .....	19 .....	45
Application de la Loi sur les impôts .....	<i>Voir</i> 15 .....	37
Architectes .....	<i>Voir</i> 35 .....	76
Armes à feu, Protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des .....	54 .....	109
Arpenteurs-géomètres .....	<i>Voir</i> 35 .....	76
Arrangements préalables de services funéraires et de sépulture .....	<i>Voir</i> 25 .....	55
	<i>Voir</i> 51 .....	102
Artistes de la scène, du disque et du cinéma, Statut professionnel et conditions d'engagement des .....	32 .....	70
Assemblée nationale, Régime de retraite des membres de l' .....	3 .....	20
Assurance maladie .....	<i>Voir</i> 29 .....	64
	<i>Voir</i> 30 .....	66
	<i>Voir</i> 45 .....	92

Sujet	Chapitres	Pages
Assurance médicaments .....	Voir 5 .....	22
Assurance parentale .....	Voir 24 .....	53
Assurance-dépôts .....	Voir 27 .....	60
	Voir 52 .....	104
	Voir 58 .....	114
Assurances .....	Voir 52 .....	104
	Voir 58 .....	114
Autorité des marchés financiers .....	Voir 58 .....	114

## B

Barreau .....	Voir 35 .....	76
	Voir 52 .....	104
Bâtiment .....	Voir 57 .....	112
Budget du 24 mai 2007 .....	5 .....	22
Budget du 13 mars 2008 .....	15 .....	37

## C

Capital régional et coopératif Desjardins .....	13 .....	35
Centre de services partagés du Québec .....	Voir 40 .....	85
Centres financiers internationaux .....	Voir 5 .....	22
	Voir 15 .....	37
	Voir 25 .....	55
	Voir 58 .....	114
Centres médicaux spécialisés .....	29 .....	64
Certification de certaines ressources offrant de l'hébergement pour des clientèles vulnérables, Services de santé et services sociaux concernant la .....	46 .....	94
Changements climatiques .....	33 .....	72
Charte de la Ville de Longueuil .....	Voir 26 .....	57
Charte de la Ville de Montréal .....	Voir 26 .....	57
	Voir 52 .....	104
Charte de la Ville de Québec .....	Voir 26 .....	57
	Voir 52 .....	104
Chimistes professionnels .....	Voir 35 .....	76
Cinéma .....	Voir 52 .....	104
Cités et villes .....	Voir 26 .....	57
	Voir 52 .....	104
Citoyens, Participation aux débats publics des .....	12 .....	34
Clientèles vulnérables, Services de santé et services sociaux concernant la certification de certaines ressources offrant de l'hébergement pour des .....	46 .....	94
Code civil du Québec .....	Voir 25 .....	55
Code de déontologie des policiers du Québec .....	Voir 49 .....	99
Code de la sécurité routière .....	Voir 26 .....	57
	Voir 48 .....	97
	55 .....	110



Sujet	Chapitres	Pages
Code de la sécurité routière et Règlement sur les points d'inaptitude .....	Voir 55 .....	110
Code de procédure civile .....	Voir 52 .....	104
	12 .....	34
Code de procédure pénale .....	Voir 26 .....	57
	Voir 58 .....	114
Code des professions .....	Voir 16 .....	40
	28 .....	62
	35 .....	76
	Voir 50 .....	101
Code du travail .....	Voir 24 .....	53
	Voir 32 .....	70
	Voir 36 .....	78
Code municipal du Québec .....	Voir 26 .....	57
	Voir 52 .....	104
Collèges d'enseignement général et professionnel .....	Voir 38 .....	81
Commissaire au lobbyisme, Mandat de la personne désignée pour remplir temporairement les fonctions du .....	60 .....	118
Commissaire aux plaintes concernant les mécanismes de reconnaissance des compétences professionnelles .....	50 .....	101
Commission municipale .....	Voir 26 .....	57
Communauté métropolitaine de Montréal .....	Voir 26 .....	57
Communauté métropolitaine de Québec .....	Voir 26 .....	57
Compagnies .....	Voir 52 .....	104
Compagnies de télégraphe et de téléphone .....	Voir 52 .....	104
Compagnies minières .....	Voir 52 .....	104
Compétences municipales .....	Voir 26 .....	57
Compétences professionnelles, Commissaire aux plaintes concernant les mécanismes de reconnaissance des .....	50 .....	101
Comptables agréés .....	Voir 35 .....	76
	Voir 52 .....	104
Conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma, Statut professionnel et .....	32 .....	70
Conditions de travail et régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale .....	3 .....	20
Conseil des arts et des lettres du Québec .....	20 .....	47
Conseils d'administration des établissements publics de santé et de services sociaux .....	14 .....	36
Conservation et mise en valeur de la faune .....	Voir 22 .....	51
	49 .....	99
Consommateur, Protection du .....	51 .....	102
Construction, Mesures afin de lutter contre la criminalité dans l'industrie de la .....	57 .....	112
Contrats des organismes publics .....	Voir 53 .....	107
Contrebande de tabac .....	47 .....	95
Coopératives .....	Voir 52 .....	104

Sujet	Chapitres	Pages
Coopératives de services financiers .....	27 .....	60
	Voir 52 .....	104
	Voir 58 .....	114
Cotisation pour les employeurs, Allégement des modalités de paiement de la .....	19 .....	45
Cours municipales .....	44 .....	90
Courses .....	Voir 43 .....	89
Courtage immobilier .....	Voir 25 .....	55
	Voir 58 .....	114
Coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés au tabac, Recouvrement du .....	34 .....	74
Crédits, 2009-2010, Loi n° 1 .....	2 .....	19
Crédits, 2009-2010, Loi n° 2 .....	4 .....	21
Criminalité dans l'industrie de la construction, Mesures afin de lutter contre la .....	57 .....	112
Curateur public .....	Voir 5 .....	22

## D

Déclaration ministérielle du 1 <sup>er</sup> juin 2007 .....	5 .....	22
Décret n° 1202-2001 du 10 octobre 2001, concernant le regroupement de la Municipalité d'Adstock et du Village de Sainte-Anne-du-Lac .....	Voir 26 .....	57
Décret n° 1214-2005 du 7 décembre 2005, concernant l'agglomération de Longueuil .....	Voir 26 .....	57
Décrets de convention collective .....	Voir 43 .....	89
Délimitation du domaine hydrique de l'État et protection de milieux humides le long d'une partie de la rivière Richelieu .....	31 .....	68
Dentistes .....	Voir 35 .....	76
Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre .....	Voir 15 .....	37
	Voir 43 .....	89
Discours sur le budget du 24 mai 2007 .....	5 .....	22
Discours sur le budget du 13 mars 2008 .....	15 .....	37
Distribution de produits et services financiers .....	Voir 25 .....	55
	Voir 58 .....	114
Domaine hydrique de l'État, Délimitation du — le long d'une partie de la rivière Richelieu .....	31 .....	68
Dossiers d'entreprises .....	Voir 52 .....	104
Droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec .....	Voir 49 .....	99
Droits sur les mines .....	Voir 52 .....	104

Sujet	Chapitres	Pages
<b>E</b>		
Écoles de conduite, Code de la sécurité routière concernant les .....	55	110
Élections et référendums dans les municipalités .....	11	33
	Voir 52	104
Électorale, Loi .....	Voir 11	33
Employés publics .....	Voir 52	104
Encadrement du secteur financier, Resserrer l' .....	58	114
Entente collective concernant des ressources de type familial et certaines ressources intermédiaires, Régime de négociation d'une .....	24	53
Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake .....	23	52
Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles .....	16	40
Équilibre budgétaire .....	38	81
Équité salariale .....	9	29
Établissements d'hébergement touristique .....	22	51
Établissements publics de santé et de services sociaux, Mandat des membres des conseils d'administration des .....	14	36
<b>F</b>		
Faune, Conservation et mise en valeur de la .....	49	99
Fiscalité municipale .....	Voir 26	57
Fondation .....	13	35
Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi .....	13	35
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) .....	13	35
Fonds de soutien aux proches aidants .....	42	88
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie .....	39	83
Fonds pour le développement des jeunes enfants .....	39	83
Formation et qualification professionnelles de la main-d'œuvre .....	Voir 43	89
<b>G</b>		
Gouvernance de la Régie des rentes du Québec .....	41	86
Gouvernance des sociétés d'État .....	Voir 41	86
	Voir 20	47
<b>H</b>		
Habitation familiale .....	Voir 52	104
Hébergement pour des clientèles vulnérables, Services de santé et services sociaux concernant la certification de certaines ressources offrant de l' .....	46	94
Héma-Québec et Comité d'hémovigilance .....	Voir 45	92

Sujet	Chapitres	Pages
<b>I</b>		
Impôt sur le tabac .....	Voir 15 .....	37
	47 .....	95
Impôts .....	Voir 5 .....	22
	Voir 15 .....	37
	Voir 24 .....	53
	Voir 25 .....	55
	Voir 36 .....	78
	Voir 58 .....	114
Indemnités de décès, Majorer certaines .....	19 .....	45
Industrie de la construction, Mesures afin de lutter contre la criminalité dans l' .....	57 .....	112
Infirmières et infirmiers .....	Voir 28 .....	62
	Voir 35 .....	76
Infrastructure Québec .....	53 .....	107
Infrastructures de transport, Partenariats en matière d' .....	48 .....	97
Ingénieurs .....	Voir 35 .....	76
Institut national de santé publique du Québec .....	Voir 45 .....	92
Institut national des mines .....	6 .....	25
Instruction publique .....	Voir 38 .....	81
Instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis	Voir 52 .....	104
Instruments dérivés .....	Voir 25 .....	55
	Voir 58 .....	114
Interdiction de subventions municipales .....	Voir 52 .....	104
<b>J</b>		
Journée internationale de la non-violence .....	61 .....	119
Justice administrative .....	Voir 21 .....	49
	Voir 24 .....	53
	Voir 30 .....	66
	Voir 31 .....	68
	Voir 45 .....	92
	Voir 48 .....	97
	Voir 52 .....	104
<b>K</b>		
Kahnawake, Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de .....	23 .....	52

Sujet	Chapitres	Pages
<b>L</b>		
Laboratoires d'imagerie médicale générale .....	29 .....	64
Laboratoires médicaux, conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons et disposition des cadavres .....	Voir 29 .....	64
	Voir 30 .....	66
	Voir 43 .....	89
	Voir 45 .....	92
Liberté d'expression, Respect de la .....	12 .....	34
Liquidation des compagnies .....	Voir 52 .....	104
Lobbyisme, Mandat de la personne désignée pour remplir temporairement les fonctions du commissaire au .....	60 .....	118
Lobbyisme, Transparence et éthique en matière de .....	37 .....	80
Loi électorale .....	Voir 11 .....	33
Loi médicale .....	Voir 28 .....	62
	Voir 30 .....	66
	Voir 35 .....	76
Lois constitutives de Capital régional et coopératif Desjardins, de Fondation et du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) .....	13 .....	35
Longueuil, Charte de la Ville de .....	Voir 26 .....	57
<b>M</b>		
Mandat de la personne désignée pour remplir temporairement les fonctions du commissaire au lobbyisme .....	60 .....	118
Mandat des membres des conseils d'administration des établissements publics de santé et de services sociaux .....	14 .....	36
Médicale, Loi .....	Voir 28 .....	62
	Voir 30 .....	66
	Voir 35 .....	76
Mesureurs de bois .....	Voir 43 .....	89
Ministère de la Justice .....	8 .....	27
Ministère des Affaires municipales et des Régions .....	Voir 26 .....	57
Ministère des Finances .....	Voir 38 .....	81
Ministère des Transports .....	Voir 48 .....	97
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation .....	Voir 26 .....	57
Ministère du Revenu .....	Voir 5 .....	22
	Voir 15 .....	37
	Voir 19 .....	45
	Voir 24 .....	53
	Voir 47 .....	95
Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche .....	Voir 52 .....	104



Sujet	Chapitres	Pages
Modalités de paiement de la cotisation pour les employeurs, Alléger les .....	19 .....	45
Montréal, Charte de la Ville de .....	Voir 26 .....	57
Municipal, Domaine .....	Voir 52 .....	104
	26 .....	57

## N

Neuvième protocole de modification de l'Accord sur le commerce intérieur, Mise en œuvre du .....	43 .....	89
Non-violence, Journée internationale de la .....	61 .....	119
Normes du travail .....	Voir 15 .....	37
	Voir 25 .....	55
	Voir 58 .....	114
Notariat .....	Voir 35 .....	76
	Voir 58 .....	114

## O

Office Québec-Monde pour la jeunesse .....	7 .....	26
Optométrie .....	Voir 35 .....	76
Organisation territoriale municipale .....	Voir 26 .....	57
	Voir 11 .....	33
Organismes visant à favoriser les échanges internationaux pour la jeunesse .....	Voir 7 .....	26

## P

Parcs .....	Voir 49 .....	99
Partenariats en matière d'infrastructures de transport .....	48 .....	97
	Voir 53 .....	107
Pharmacie .....	Voir 35 .....	76
Police .....	59 .....	116
Policiers, Pouvoirs extraterritoriaux des .....	59 .....	116
Politique budgétaire 2007-2008 du gouvernement .....	5 .....	22
Pouvoirs extraterritoriaux des policiers .....	59 .....	116
Préservation des ressources en eau .....	Voir 21 .....	49
Presse .....	Voir 52 .....	104
Proches aidants, Fonds de soutien aux .....	42 .....	88
Procréation assistée, Activités cliniques et de recherche en matière de .....	30 .....	66
Produits alimentaires .....	10 .....	31
Protection de la jeunesse .....	Voir 45 .....	92
Protection de la santé publique .....	Voir 30 .....	66
Protection de milieux humides le long d'une partie de la rivière Richelieu, Délimitation du domaine hydrique de l'État et .....	31 .....	68
Protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des armes à feu .....	54 .....	109

Sujet	Chapitres	Pages
Protection du consommateur .....	51 .....	102
Publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales .....	Voir 52 .....	104

## Q

Qualité de l'environnement .....	Voir 21 .....	49
	33 .....	72
Québec, Charte de la Ville de .....	Voir 26 .....	57
	Voir 52 .....	104

## R

Reconnaissance des compétences professionnelles, Commissaire aux plaintes concernant les mécanismes de .....	50 .....	101
Recouvrement de certaines créances .....	Voir 51 .....	102
Recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés au tabac .....	34 .....	74
Recueil des lois et des règlements du Québec .....	40 .....	85
Réduction de la dette et Fonds des générations .....	Voir 38 .....	81
Refonte des lois et des règlements .....	Voir 40 .....	85
Réforme comptable, Mise en œuvre de la .....	38 .....	81
Régie de l'assurance maladie du Québec .....	Voir 5 .....	22
	Voir 15 .....	37
	Voir 24 .....	53
Régie de l'énergie .....	Voir 33 .....	72
Régie des rentes du Québec, Gouvernance de la .....	41 .....	86
Régime d'investissement coopératif .....	Voir 15 .....	37
Régime de négociation d'une entente collective les concernant, Représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et .....	36 .....	78
Régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic .....	Voir 6 .....	25
	Voir 53 .....	107
Régime de négociation d'une entente collective concernant des ressources de type familial et certaines ressources intermédiaires .....	24 .....	53
Régime de rentes du Québec .....	Voir 5 .....	22
	Voir 24 .....	53
	Voir 41 .....	86
Régime de retraite de certains enseignants .....	Voir 56 .....	111
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels .....	Voir 56 .....	111
Régime de retraite des élus municipaux .....	Voir 26 .....	57

Sujet	Chapitres	Pages
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics .....	Voir 6 .....	25
	Voir 7 .....	26
	Voir 32 .....	70
	Voir 53 .....	107
	Voir 56 .....	111
Régime de retraite des enseignants .....	Voir 56 .....	111
Régime de retraite des fonctionnaires .....	Voir 56 .....	111
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale .....	3 .....	20
Régime de retraite du personnel d'encadrement .....	Voir 6 .....	25
	Voir 7 .....	26
	Voir 32 .....	70
	Voir 53 .....	107
	Voir 56 .....	111
Régime de santé et de sécurité du travail .....	19 .....	45
Régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec .....	Voir 52 .....	104
Régimes complémentaires de retraite .....	1 .....	17
	Voir 41 .....	86
Régimes de retraite du secteur public, Divers .....	56 .....	111
Registraire des entreprises .....	Voir 52 .....	104
Règlement d'application de la Loi sur l'assurance maladie .....	Voir 29 .....	64
Règlement sur la participation des Indiens au régime de rentes du Québec .....	Voir 24 .....	53
Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance .....	Voir 36 .....	78
Règlement sur les traitements médicaux spécialisés dispensés dans un centre médical spécialisé .....	Voir 29 .....	64
Règlement sur les valeurs mobilières .....	Voir 25 .....	55
Relations du travail, formation professionnelle et gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction .....	Voir 16 .....	40
	Voir 57 .....	112
Remboursement d'impôts fonciers .....	Voir 5 .....	22
	Voir 15 .....	37
Représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et régime de négociation d'une entente collective les concernant .....	36 .....	78
Réserve budgétaire pour l'affectation d'excédents .....	Voir 38 .....	81
Ressources de type familial et certaines ressources intermédiaires, Représentation des .....	24 .....	53
Ressources en eau, Caractère collectif des .....	21 .....	49
Ressources offrant de l'hébergement pour des clientèles vulnérables, Services de santé et services sociaux concernant la certification de certaines .....	46 .....	94
Rivière Richelieu, Délimitation du domaine hydrique de l'État et protection de milieux humides le long d'une partie de la .....	31 .....	68



Sujet	Chapitres	Pages
S		
Sages-femmes .....	Voir 35	76
Santé .....	45	92
Santé et sécurité du travail .....	Voir 19	45
Santé mentale et relations humaines, Modifications au Code des professions .....	28	62
Santé publique .....	Voir 45	92
Secteur financier, Resserrer l'encadrement du .....	58	114
Sécurité civile .....	Voir 26	57
Sécurité dans les sports .....	54	109
Sécurité dans les tribunaux judiciaires .....	44	90
Sécurité incendie .....	Voir 26	57
Service de garde en milieu familial et régime de négociation d'une entente collective les concernant, Représentation de certaines personnes responsables d'un .....	36	78
Services de garde éducatifs à l'enfance .....	Voir 36	78
Services de santé et services sociaux .....	Voir 24	53
	Voir 29	64
	Voir 45	92
Services de santé et services sociaux concernant la certification de certaines ressources offrant de l'hébergement pour des clientèles vulnérables .....	46	94
Services de santé et services sociaux pour les autochtones cris .....	Voir 45	92
Services préhospitaliers d'urgence .....	Voir 43	89
	Voir 45	92
Société de développement autochtone de la Baie-James .....	Voir 52	104
Sociétés agricoles et laitières .....	Voir 52	104
Sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal .....	Voir 52	104
Sociétés d'horticulture .....	Voir 52	104
Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne .....	Voir 25	55
	Voir 52	104
Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise .....	Voir 52	104
Sociétés de transport en commun .....	Voir 26	57
Sociétés par actions .....	52	104
Sports, Sécurité dans les .....	54	109
Statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs .....	Voir 32	70
Statut professionnel et conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma .....	32	70
Sténographes .....	Voir 43	89
T		
Tabac .....	Voir 22	51
Tabac, Contrebande de .....	47	95

Sujet	Chapitres	Pages
Tabac, Impôt sur le .....	47 .....	95
Tabac, Recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés au .....	34 .....	74
Taxe de vente du Québec .....	Voir 5 .....	22
	Voir 15 .....	37
Taxe sur les carburants .....	Voir 5 .....	22
	Voir 15 .....	37
	Voir 47 .....	95
Taxi, Services de transport par .....	17 .....	41
Technologues en radiologie .....	Voir 35 .....	76
Transparence et éthique en matière de lobbyisme .....	37 .....	80
Transport, Partenariats en matière d'infrastructures de .....	48 .....	97
Tribunaux judiciaires .....	8 .....	27
	44 .....	90
Tribunaux, Utilisation abusive des .....	12 .....	34

## U

Université du Québec .....	Voir 38 .....	81
Utilisation abusive des tribunaux .....	12 .....	34

## V

Valeurs mobilières .....	25 .....	55
	Voir 27 .....	60
	Voir 58 .....	114
Véhicules hors route .....	18 .....	43
Villages nordiques et Administration régionale Kativik .....	Voir 26 .....	57
	Voir 52 .....	104
Voirie .....	Voir 48 .....	97

1. The first part of the report is a general introduction to the subject of the study. It discusses the importance of the study and the objectives of the research. It also provides a brief overview of the methodology used in the study.

2. The second part of the report is a detailed description of the study area. It includes information about the location of the study area, the population of the study area, and the characteristics of the study area. It also discusses the data sources used in the study.

3. The third part of the report is a detailed description of the study results. It includes information about the findings of the study, the conclusions drawn from the findings, and the implications of the findings. It also discusses the limitations of the study and the need for further research.

4. The fourth part of the report is a conclusion and recommendations section. It summarizes the main findings of the study and provides recommendations for future research and policy-making.

5. The fifth part of the report is a bibliography section. It lists the references used in the study, including books, articles, and other sources of information.

6. The sixth part of the report is an appendix section. It contains supplementary information that is not included in the main body of the report, such as raw data, detailed calculations, and other supporting materials.

7. The seventh part of the report is a list of figures and tables. It provides a summary of the visual elements included in the report, such as charts, graphs, and tables.

8. The eighth part of the report is a glossary section. It defines the key terms and concepts used in the study, ensuring that the reader has a clear understanding of the terminology.

9. The ninth part of the report is a list of abbreviations. It provides a list of abbreviations used in the study, ensuring that the reader can easily understand the shortened forms of words and phrases.

10. The tenth part of the report is a list of acronyms. It provides a list of acronyms used in the study, ensuring that the reader can easily understand the shortened forms of words and phrases.













Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL B 374 116

ISBN 978-2-551-24446-1



9 782551 244461

24,95 \$